



Contribution économique du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine



Pêches commerciales



Pêche récréative



Transformation



Mariculture

Direction régionale des Politiques et de l'Économique, région du Québec
Ministère Pêches et Océans Canada

Rapport présenté à Parcs Canada

Mars 2014

Équipe de réalisation

Rédaction

Élodie Lavis, économiste, DRPE, MPO, région du Québec
Sarah Larochelle, économiste, DRPE, MPO, région du Québec

Supervision

Frédéric Lessard, chef des analyses économiques, DRPE, MPO, région du Québec

Collaborateurs

Alejandro DeMaio-Sukic, Gestionnaire, Analyses économiques, MPO, région de la Capitale nationale
Paul Ma, économiste, Analyses économiques, MPO, région de la Capitale nationale

Acronymes

ACIA : Agence canadienne d'inspection des aliments
AMP : Aire marine protégée
DRPE : Direction régionale des politiques et de l'économie
ETP : Emploi équivalent temps plein
ISQ : Institut de la statistique du Québec
MAPAQ : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MDDEFP : Ministère du Développement Durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
MISQ : Modèle intersectoriel du Québec
MPO : Ministère des Pêches et Océans Canada
PC : Agence Parcs Canada
SCIANS : Système de classification des industries de l'Amérique du Nord

Abréviations et symboles

déb. : débarquement
k\$: milliers de dollars
M\$: millions de dollars
t : tonnes

Sommaire

Dans le cadre de l'étude sur la faisabilité d'une aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine, la direction des Politiques et de l'Économique du ministère des Pêches et Océans Canada a été mandatée par Parcs Canada, en septembre 2013, afin d'évaluer les retombées socioéconomiques du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine. Cette étude économique est l'objet du présent rapport.

Situées au cœur du golfe du Saint-Laurent, les Îles-de-la-Madeleine ont une économie principalement basée sur deux moteurs économiques saisonniers, soit le secteur des pêches et de la mariculture ainsi que le tourisme. La particularité de leur géographie et de leurs deux principaux moteurs économiques leur confère des caractéristiques socioéconomiques distinctes de la moyenne du Québec. Ainsi, près de la moitié des travailleurs madelinots occupent un ou des emplois saisonniers, comparativement à 19 % pour les travailleurs de la province. De plus, environ 30 % de la population active des Îles-de-la-Madeleine travaillent dans les industries des pêches commerciales et de la transformation de poissons et fruits de mer. Bien que les Îles-de-la-Madeleine présentent des caractéristiques socioéconomiques distinctives, le secteur des pêches et de la mariculture est représentatif du secteur des pêches et de la mariculture à l'échelle de la province. À elle seule, la région des Îles-de-la-Madeleine compte pour 25 % de la valeur des débarquements des pêches commerciales du Québec maritime en 2012, pour 70 % de la valeur de la production maricole et pour 19 % de la valeur de la production des usines de transformation. En somme, les Îles-de-la-Madeleine sont le principal producteur maricole de la province et représentent une part importante des industries des pêches commerciales et de la transformation des poissons et fruits de mer du Québec. De plus, elles sont la première région productrice de homard, deuxième espèce d'importance en valeur pour de la pêche commerciale au Québec après le crabe des neiges.

Le secteur des pêches et de la mariculture, tel que défini dans cette étude, regroupe les industries des pêches commerciales, de la mariculture et de la transformation des poissons et fruits de mer. La production combinée de ces trois industries représentait un chiffre d'affaire de plus de 113 M\$ en 2012. À ce montant, s'ajoutent 6 M\$ de dépenses des services gouvernementaux aux Îles-de-la-Madeleine ayant un mandat lié directement aux activités d'exploitation et de production des ressources halieutiques. Par leurs opérations et leur production, ces industries et organismes gouvernementaux génèrent des retombées directes, indirectes et induites pour l'économie des Îles-de-la-Madeleine et de la province. Dans la présente étude, ces retombées économiques sont évaluées à l'aide du modèle intersectoriel du Québec et des multiplicateurs provinciaux entrées-sorties. Le tableau synthèse, ci-dessous, présente les principaux résultats des simulations de retombées économiques.

Synthèse des résultats des simulations de retombées économiques des principales industries du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012.

	Industries				Total
	Pêches commerciales	Mariculture	Transformation poissons et fruits de mer	Services gouvernementaux	
Valeur de la production (en milliers de \$)	40 055	425	34 605	6 143	81 229
Retombées économiques (en milliers de \$)	33748	392	22 512	6 388	63 040
directes	20 154	157	9 693	4 692	34 992
indirectes	7 024	185	7 001	890	15 100
induites	6 270	50	5 818	806	12 944
Main-d'œuvre (équivalent temps plein)	433	5	302	66	806
Directe	272	2	155	47	476
Indirecte	92	2	83	10	187
Induite	69	1	64	9	143

Selon les résultats obtenus, le secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine soutient un total de 476 emplois directs (équivalent temps plein) et génère une valeur ajoutée directe de 35,0 M\$. Le caractère insulaire des Îles-de-la-Madeleine permet de supposer que ces emplois et cette valeur ajoutée directe contribuent entièrement à l'économie des Îles-de-la-Madeleine. De plus, il est important de mentionner qu'en raison de la nature saisonnière des emplois dans le secteur des pêches et de la mariculture, les 476 emplois directs estimés en équivalent temps plein permettent en réalité à plus de 2 000 travailleurs madelinots de gagner un revenu. Les retombées économiques indirectes et induites sont, quant à elles, estimées à 330 emplois (équivalent temps plein) et à 28 M\$ en valeur ajoutée pour des retombées économiques totales de 806 emplois (équivalent temps plein) et de 63,0 M\$ de valeur ajoutée pour le PIB du Québec. La part des retombées économiques indirectes et induites qui soutient l'économie des Îles-de-la-Madeleine n'est pas quantifiable à partir des modèles utilisés. Toutefois, on peut supposer qu'une part non négligeable, voire la vaste majorité, de ces retombées se concentre dans l'archipel.

Il est également important de rappeler que le secteur du tourisme aux Îles-de-la-Madeleine est étroitement lié au secteur des pêches et de la mariculture. Les paysages pittoresques des villages de pêcheurs, la réputation du homard des Îles, l'observation des blanchons et de la chasse au phoque, les excursions en mer avec activité de pêche récréative et d'interprétation de la pêche commerciale et de la mariculture sont autant d'attraits sur lesquels s'est bâti le secteur touristique des Îles et qui n'existeraient pas sans le secteur des pêches et de la mariculture. Il est donc réaliste de faire l'hypothèse qu'une part significative des retombées économiques provenant du secteur du tourisme des Îles est vraisemblablement attribuable à la vitalité du secteur des pêches et de la mariculture.

Table des matières

1.	Préambule.....	9
	Contexte	9
	Mandat	9
2.	Cadre d’analyse.....	10
3.	Aperçu socioéconomique des Îles-de-la-Madeleine	11
3.1.	Description du territoire à l’étude	11
3.2.	Caractéristiques socioéconomiques.....	14
4.	Secteur des pêches et de la mariculture.....	19
4.1.	La filière	19
4.2.	Maillage intersectoriel.....	20
5.	Importance socioéconomique des principales industries du secteur des pêches et de la mariculture	23
5.1.	Pêches commerciales.....	23
5.2.	Mariculture	33
5.3.	Transformation des poissons et fruits de mer.....	34
5.4.	Pêche récréative.....	40
5.5.	Services gouvernementaux.....	44
6.	Retombées économiques du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine.....	47
6.1.	Revue d’études de retombées économiques.....	47
6.2.	Méthodologie	50
6.3.	Interprétation des résultats	55
6.4.	Valeur de la production des industries du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine.....	56
6.5.	Résultats des simulations du modèle intersectoriel du Québec.....	58
	6.5.1. Sommes des retombées économiques directes et indirectes par industrie..	58
	6.5.2. Ventilation des retombées économiques directes et indirectes par industrie	63
	6.5.3. Retombées économique sur l’emploi	66
	6.5.4. Retombées économiques sur les revenus des gouvernements et la parafiscalité	69
6.6.	Résultats des estimations des multiplicateurs provinciaux entrées-sorties	71
6.7.	Estimation des retombées économiques globales du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine	72
7.	Conclusion	75
8.	Observations finales	77
	Annexe A : Permis de pêche commerciale	81
	Annexe B : Données et sources de données utilisées pour les simulations du modèle intersectoriel du Québec	82
	Annexe C : La ventilation des dépenses d’exploitation utilisées pour les simulations du modèle intersectoriel du Québec.....	83
	Annexe D : Calcul des ratios de valeur ajoutée et d’emplois	91

Liste des graphiques

Graphique 1. Répartition de la population dans les secteurs maritimes du Québec, 2012	12
Graphique 2. Évolution de la population aux Îles-de-la-Madeleine, 1986-2012 et projection 2031	12
Graphique 3. Répartition de la population active par secteur d'activité aux Îles-de-la-Madeleine, au Québec maritime et dans la province de Québec, 2011	14
Graphique 4. Répartition du nombre de semaines travaillées par la population active ayant occupée un emploi en 2010, Îles-de-la-Madeleine.....	16
Graphique 5. Valeur des débarquements au Québec maritime par secteur, 2012	24
Graphique 6. Ventilation des espèces débarquées en valeur, Îles-de-la-Madeleine 2012	24
Graphique 7. Nombre de bateaux de pêche selon la longueur, Îles-de-la-Madeleine, 2012	26
Graphique 8. Quantités débarquées aux Îles-de-la-Madeleine par espèce, 2007-2012	27
Graphique 9. Valeur des débarquements aux Îles-de-la-Madeleine par espèce, 2007-2012	27
Graphique 10. Valeur des débarquements dans les ports de pêche des Îles-de-la-Madeleine par espèce en millions de dollars (nombre de débarquements), 2012	28
Graphique 11. Nombre d'entreprises de pêche selon la principale espèce débarquée, Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012	29
Graphique 12. Caractéristiques moyennes des principales flottilles de pêche des Îles-de-la-Madeleine, selon la principale espèce débarquée, 2012	31
Graphique 13. Nombre de phoques du Groenland capturés aux Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012	32
Graphique 14. Nombre de permis disponibles, actifs et inactifs de chasseur professionnel de phoque du Groenland, Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012	32
Graphique 15. Évolution du nombre d'entreprises, d'emplois, de la valeur de la production et de la valeur ajoutée de l'industrie de la transformation aux Îles-de-la-Madeleine 2007-2012	35
Graphique 16. Ventilation de la valeur de la production par espèce, 2012	36
Graphique 17. Ventilation des emplois par espèce transformée, 2012.....	36
Graphique 18. Évolution des emplois par espèce transformée aux Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012	37
Graphique 19. Valeur et composition de la production aux Îles-de-la-Madeleine, 2012.	38
Graphique 20. Destination des ventes par espèce, 2012.....	39
Graphique 21. Ventilation des ventes par type de produit et destination, 2012	40
Graphique 22. Ventilation par espèce du volume estimé des captures de la pêche récréative aux Îles-de-la-Madeleine, moyenne 2008-2012.....	41
Graphique 23. Ventilation par espèce de la valeur estimée des captures de la pêche récréative aux Îles-de-la-Madeleine, moyenne 2008-2012.....	41

Liste des tableaux

Tableau 1. Répartition de la population dans l'Agglomération des Îles-de-la-Madeleine, 2011.....	12
Tableau 2. Niveau de scolarité de la population (15 ans et +) des Îles-de-la-Madeleine, 2011.....	13
Tableau 3. Population totale âgée (15 ans et +) selon la situation d'activité aux Îles-de-la-Madeleine, au Québec maritime et au Québec, 2011	17
Tableau 4. Revenu disponible des ménages par habitant (\$/hab.) aux Îles-de-la-Madeleine, au Québec maritime et au Québec, 2011p	17
Tableau 5. Entreprises maricoles aux Îles-de-la-Madeleine, 2012	33
Tableau 6. Entreprises, emplois, volume et valeur de la production de l'industrie maricole, Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012.....	34
Tableau 7. Estimation des captures (Kg) par espèce de la pêche récréative aux Îles-de-la-Madeleine, 2008-2012	41
Tableau 8. Estimation de la valeur des captures de la pêche récréative aux Îles-de-la-Madeleine, 2008-2012	42
Tableau 9. Estimation du nombre de pêcheurs récréatifs par espèce, Îles-de-la-Madeleine, 2008-2012	42
Tableau 10. Principaux résultats d'études d'impacts économiques des activités maritimes au Canada.....	48
Tableau 11. Principaux résultats d'études d'impact économique du secteur océanique des provinces canadiennes	49
Tableau 12. Principaux résultats d'impact économique de l'étude «Fisheries Economics of the United States 2011 ».....	49
Tableau 13. Définition des industries utilisées pour les simulations de retombées économiques	54
Tableau 14. Valeur de la production des industries clés du secteur des pêches commerciales et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012.....	57
Tableau 15. Dépenses des organisations gouvernementales fédérales et provinciales dont les activités sont directement liées aux ressources halieutiques aux Îles-de-la-Madeleine en 2012.....	58
Tableau 16. Ratios de valeur ajoutée aux prix du marché des industries clés du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012.....	62
Tableau 17. Retombées économiques directes et indirectes des dépenses d'exploitation des industries privées du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012 (en milliers de \$)	64
Tableau 18. Retombées économiques directes et indirectes des dépenses d'exploitation des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux des Îles-de-la-Madeleine, 2012 (en milliers de \$)	65
Tableau 19. Retombées économiques pour le Québec sur la main-d'œuvre et la valeur ajoutée des dépenses d'exploitation de l'industrie des pêches commerciales des Îles-de-la-Madeleine par secteur d'activité, 2012 (en milliers de \$)	67

Tableau 20. Retombées économiques pour le Québec sur la main-d’œuvre et la valeur ajoutée des dépenses d’exploitation de l’industrie de la transformation des Îles-de-la-Madeleine par secteur d’activité, 2012 (en milliers de \$).....	68
Tableau 21. Ratios d’emplois des industries clés du secteur des pêches commerciales et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012.....	69
Tableau 22. Retombées économiques sur la fiscalité et la parafiscalité de dépenses d’exploitation des industries privées du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012 (en milliers de \$).....	70
Tableau 23. Retombées économiques sur la fiscalité et la parafiscalité des dépenses d’exploitation des services gouvernementaux des Îles-de-la-Madeleine, 2012 (en milliers de \$)	71
Tableau 24. Retombées économiques induites de dépenses d’exploitation des industries privées du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012.....	72
Tableau 25. Retombées économiques induites de dépenses d’exploitation des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux des Îles-de-la-Madeleine, 2012	72
Tableau 26. Retombées économiques directes, indirectes et induites des dépenses d’exploitation des industries du secteur des pêches commerciales et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012 (en milliers de \$).....	74
Tableau 27. Impact économique directs et indirects sur la main-d’œuvre des dépenses d’exploitation des activités du secteur des pêches commerciales et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine en 2012 (année-personnes)	74
Tableau 28. Nombre de permis actifs par espèce, Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012.....	81

Liste des figures

Figure 1. Carte géographique des Îles-de-la-Madeleine	11
Figure 2. Filière du secteur des pêches et de la mariculture et maillage intersectoriel.....	22
Figure 3. Retombées économiques directes et indirectes des dépenses des industries des pêches commerciales, de la mariculture et de la transformation des poissons et fruits de mer des Îles-de-la-Madeleine en 2012 (milliers de \$).	60
Figure 4. Retombées économiques directes et indirectes des dépenses des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux des Îles-de-la-Madeleine en 2012 (en milliers de \$)	61
Figure 5. Retombées économiques directes et indirectes des dépenses des industries des pêches commerciales, de la mariculture et de la transformation des poissons et fruits de mer des Îles-de-la-Madeleine en 2012 (milliers de \$).	73

1. Préambule

Contexte¹

Le 5 décembre 2011, les gouvernements du Canada et du Québec ont ratifié un Accord relatif à la réalisation d'une étude conjointe concernant une aire marine protégée (AMP) aux Îles-de-la-Madeleine. Cet Accord établit les modalités de collaboration entre l'Agence Parcs Canada (PC) et le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs du Québec (MDDEFP) dans leur intérêt commun d'assurer adéquatement la protection et la mise en valeur de la biodiversité marine du golfe du Saint-Laurent, et particulièrement celle du plateau madelinien.

L'aire d'étude couvre une superficie d'environ 17 000 km² mais ne se limite pas à la zone identifiée. D'une durée de deux ans et se terminant en mars 2014, l'étude entreprise conjointement vise cinq objectifs :

- Caractériser le territoire à l'étude sur les plans écologique, économique, social et culturel;
- Dresser un portrait des ressources naturelles, des potentiels d'exploitation et du niveau de représentativité du milieu naturel de la partie sud du golfe du Saint-Laurent;
- Analyser les enjeux de conservation du territoire, les impacts en termes de retombées économiques et les objectifs de conservation et de mise en valeur;
- Circonscrire et décrire les secteurs d'intérêt pour la conservation de la biodiversité marine et des ressources culturelles;
- Évaluer les possibilités de mise en valeur, d'éducation et d'appréciation du milieu marin ainsi que les contraintes liées à la création d'une AMP.

Le rapport final de l'étude sera remis au directeur exécutif pour le Québec de PC et au sous-ministre adjoint à l'état de l'environnement, à l'écologie et au développement durable du MDDEFP. Il servira de base à la prise de décision concernant l'implantation éventuelle d'une AMP aux Îles-de-la-Madeleine.

Mandat

Afin de répondre aux objectifs visés par l'étude, PC et le MDDEFP ont fait appel à l'expertise de trois différents organismes. Premièrement, l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) a reçu le mandat de caractériser le territoire des Îles-de-la-Madeleine en faisant un portrait des éléments écologiques et des usages en milieu marin dans le but d'analyser ces éléments pour élaborer des scénarios de conservation et de mise en valeur du milieu marin madelinot. Pour compléter le portrait élaboré par l'UQAR et aider à une prise de décision éclairée, la firme Cultura a reçu le contrat de recenser, intégrer à une base de données et évaluer la mise en valeur du patrimoine culturel maritime dans le

¹ <http://www.etudeairemarineim.ca>

contexte d'une éventuelle AMP. Finalement, PC a mandaté la Direction des politiques et de l'économie de Pêches et Océans Canada, région du Québec, pour réaliser le portrait socioéconomique des Îles-de-la-Madeleine, et plus particulièrement de son secteur des pêches et de la mariculture, ainsi que pour évaluer les retombées économiques de ce secteur d'activité dans l'aire d'étude.

2. Cadre d'analyse

Le présent document vise à établir, à partir des données existantes, l'importance de ce secteur par l'estimation des impacts directs des activités économiques liées aux pêches et à la mariculture en opération sur le territoire des Îles-de-la-Madeleine, ainsi que par la considération de leurs impacts indirects et induits dans l'économie québécoise. La part spécifique de ces trois types d'impact économique du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine pour l'économie des Îles-de-la-Madeleine est également discutée. Les conclusions présentées dans cette analyse demeurent donc indépendantes de la réalisation ou non d'une aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine.

La première partie du rapport présente un aperçu socioéconomique global des Îles-de-la-Madeleine. Il met ensuite l'accent sur le secteur des pêches et de la mariculture en commençant par définir sa structure, c'est-à-dire les industries qui le composent et les relations qu'elles entretiennent. La section 5 dresse un portrait détaillé des principales industries identifiées et, ce faisant, démontre l'importance socioéconomique du secteur des pêches et de la mariculture pour les Îles-de-la-Madeleine. La seconde partie du rapport présente une estimation des retombées socioéconomiques de ces industries à l'aide du modèle intersectoriel du Québec ainsi qu'une analyse des résultats obtenus tout en commentant son potentiel et ses limites.

Afin de souligner les particularités socioéconomiques des Îles-de-la-Madeleine, les informations de l'aperçu socioéconomique général des Îles-de-la-Madeleine sont mises en perspective par rapport à la province du Québec et au Québec maritime. Ce dernier regroupe les régions maritimes du Québec, soit la Côte-Nord, la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent et les Îles-de-la-Madeleine. La section présentant le secteur des pêches et de la mariculture se limite, quant à elle, à une comparaison des données par rapport au Québec maritime puisque celui-ci concentre l'essentiel des activités reliées à ce secteur. Finalement, la section portant sur l'estimation de la contribution économique du secteur des pêches et de la mariculture à l'économie des Îles-de-la-Madeleine présente les informations dans le cadre provincial, étant donné que le modèle intersectoriel du Québec est conçu pour estimer les retombées économiques de secteurs d'activité économique à l'échelle du Québec uniquement.

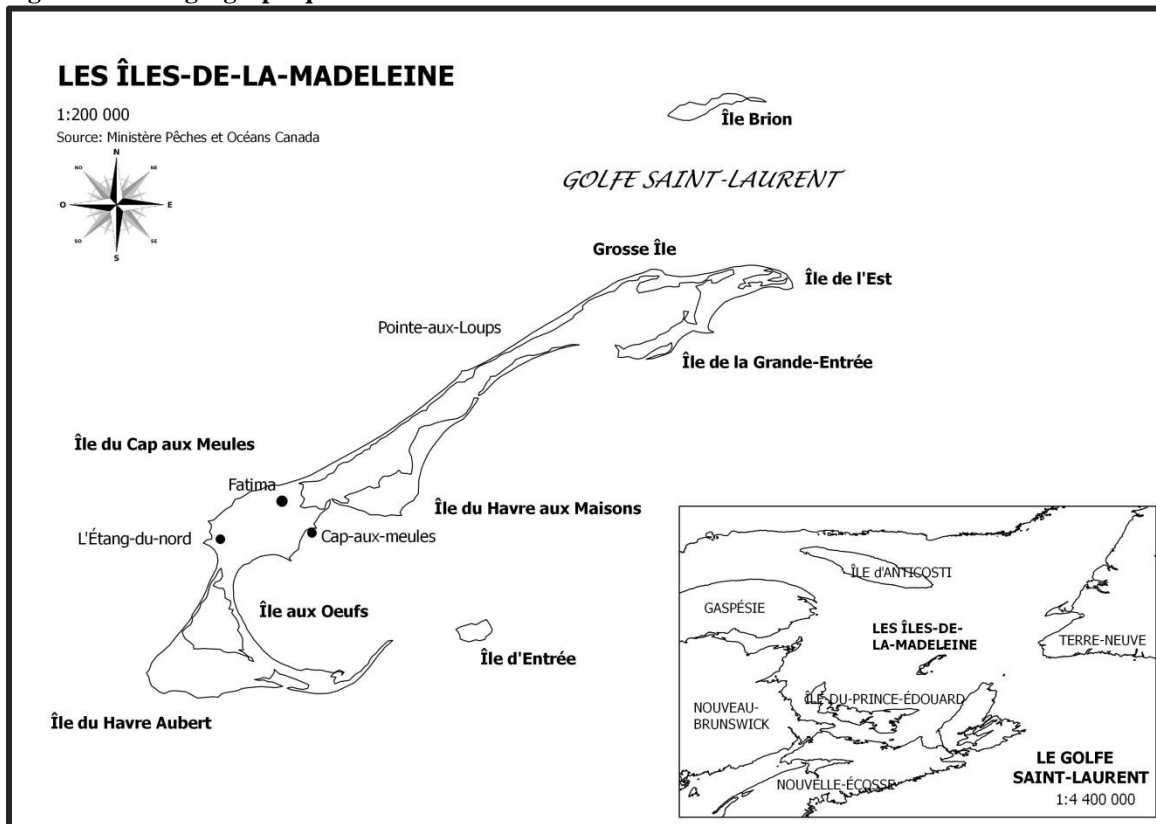
3. Aperçu socioéconomique des Îles-de-la-Madeleine

3.1. Description du territoire à l'étude

Localisation et étendue

Le territoire des Îles-de-la-Madeleine couvre une superficie de 202 km². Il est situé au cœur du golfe du Saint-Laurent, à respectivement 95 km du Cap-Breton, 105 km de l'Île-du-Prince-Édouard et 215 km de la péninsule gaspésienne. Tel que présenté par la carte à la figure 1, les Îles-de-la-Madeleine sont un archipel d'une douzaine d'îles dont huit sont habitées à l'année. De plus, sept de ces îles sont reliées entre elles par d'étroites dunes de sable et des ponts. Les liens avec le continent se font uniquement par voie maritime et aérienne.

Figure 1. Carte géographique des Îles-de-la-Madeleine



Démographie

En 2012, les Îles-de-la-Madeleine comptaient 12 824 habitants, soit 3,3 % de la population du Québec maritime (Graphique 1). Quarante-sept pourcents des madelinots résidaient dans la municipalité des Îles-de-la-Madeleine et 4 % dans la municipalité de Grosse-Île, ces deux municipalités formant l'agglomération des Îles-de-

la-Madeleine². Le tableau 1 présente la répartition de la population dans les huit localités des Îles-de-la-Madeleine. Il est à noter que les résidents de Grosse-Île et de Grande-Entrée sont presque exclusivement anglophones.

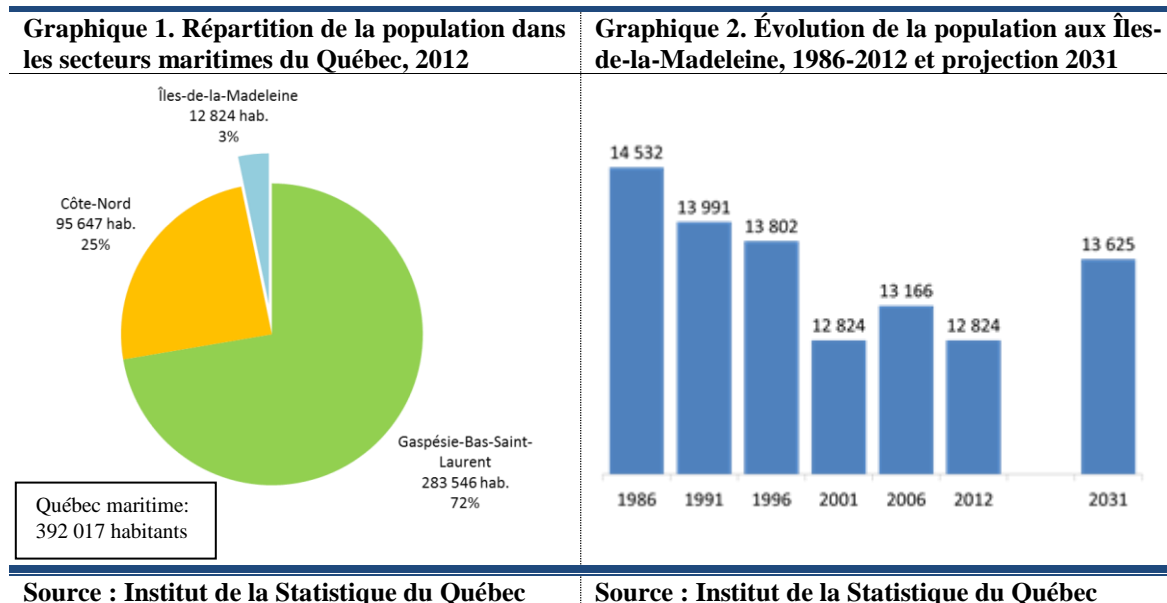


Tableau 1. Répartition de la population dans l'Agglomération des Îles-de-la-Madeleine, 2011

Municipalité	Localité (villages)	Population
Îles-de-la-Madeleine	Île du Havre-Aubert (Havre-Aubert, Bassin et l'Île d'Entrée)	2 030
	Étang-du-nord	3 170
	Fatima	2 840
	Cap-aux-Meules	1 630
	Havre-aux-maisons (Havre-aux-maisons et Pointe-aux-Loups)	2 055
	Île de Grande-Entrée (Old Harry et Grande-Entrée)	570
Grosse-île	Grosse-Île	490
Total		12 785

Source : Statistique Canada

Les perspectives démographiques pour la période 2006-2031 sont plus pessimistes pour les Îles-de-la-Madeleine que pour la province, avec une croissance de la population prévue de 3,5 % (Graphique 2), comparativement à 15,8 % pour le Québec. Elles sont toutefois meilleures que pour le reste du Québec maritime pour lequel une diminution de 4 % de la population est projetée d'ici 2031. Le phénomène de vieillissement de la population explique en partie ce ralentissement de la croissance démographique plus important au Québec maritime que pour le reste de la province. Aux Îles-de-la-Madeleine, il est deux fois plus rapide qu'à l'échelle de la province. Cela est dû

² À partir de ce point, l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine peut se retrouver dans le texte sous les termes, les Îles-de-la-Madeleine, l'archipel ou les Îles.

notamment à l'exode des jeunes vers les autres régions du Québec et à l'apport de retraités qui viennent ou reviennent s'installer dans l'archipel³.

Niveau de scolarité

Le niveau de scolarité de la population (15 ans et +) des Îles-de-la-Madeleine est relativement faible par rapport à la moyenne provinciale et au Québec maritime. Les personnes ne détenant aucun diplôme représentaient, en 2011, 37 % de la population (15 ans et +) comparativement à 30 % au Québec maritime et 22 % au Québec (Tableau 2). De plus, 10 % de la population des Îles-de-la-Madeleine avaient complété des études de niveau universitaire, alors qu'au Québec maritime cette proportion était de 14 % et de 19 % pour l'ensemble de la province. Le manque de qualification et de compétences, qui découle du plus faible niveau de scolarité de la population en âge de travailler aux Îles-de-la-Madeleine, entraîne des difficultés de recrutement de main-d'œuvre chez plus du tiers des entreprises madeliniennes⁴. Ces difficultés de recrutement se reflètent notamment dans le taux de roulement du personnel des usines de transformation de poissons et fruits de mer qui est plus élevé aux Îles-de-la-Madeleine (10,5 %) que dans les autres régions maritimes du Québec (7 %)⁵.

Tableau 2. Niveau de scolarité de la population (15 ans et +) des Îles-de-la-Madeleine, 2011

	Îles-de-la-Madeleine	Québec maritime	Québec
Population totale (15 ans et +)	10 965	321 720	6 474 590
Aucun certificat, diplôme ou grade	4 070	97 705	1 436 025
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	1 940	64 125	1 404 755
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	1 960	65 095	1 049 470
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	1 860	50 260	1 075 855
Certificat ou diplôme ou grade universitaire	1 130	44 480	1 508 485

Source : Statistique Canada, 2013

³ Source : Municipalité des Îles-de-la-Madeleine. Commentaires de l'Agglomération des Îles-de-la-Madeleine déposés à la commission nationale d'examen sur la réforme de l'assurance-emploi. 12 juillet 2013. Téléchargeable à

http://www.cneae.gouv.qc.ca/publications/PDF/memoires/agglomeration_des_idm_commentaires.pdf

⁴ Source : Municipalité des Îles-de-la-Madeleine. 17 juin 2011. « Les Îles-de-la-Madeleine, portrait et perspectives ». Coalition pour la viabilité du sud du golfe du Saint-Laurent. Téléchargeable à https://www.google.ca/#q=250402_agm2011_jarseneau.ppsx

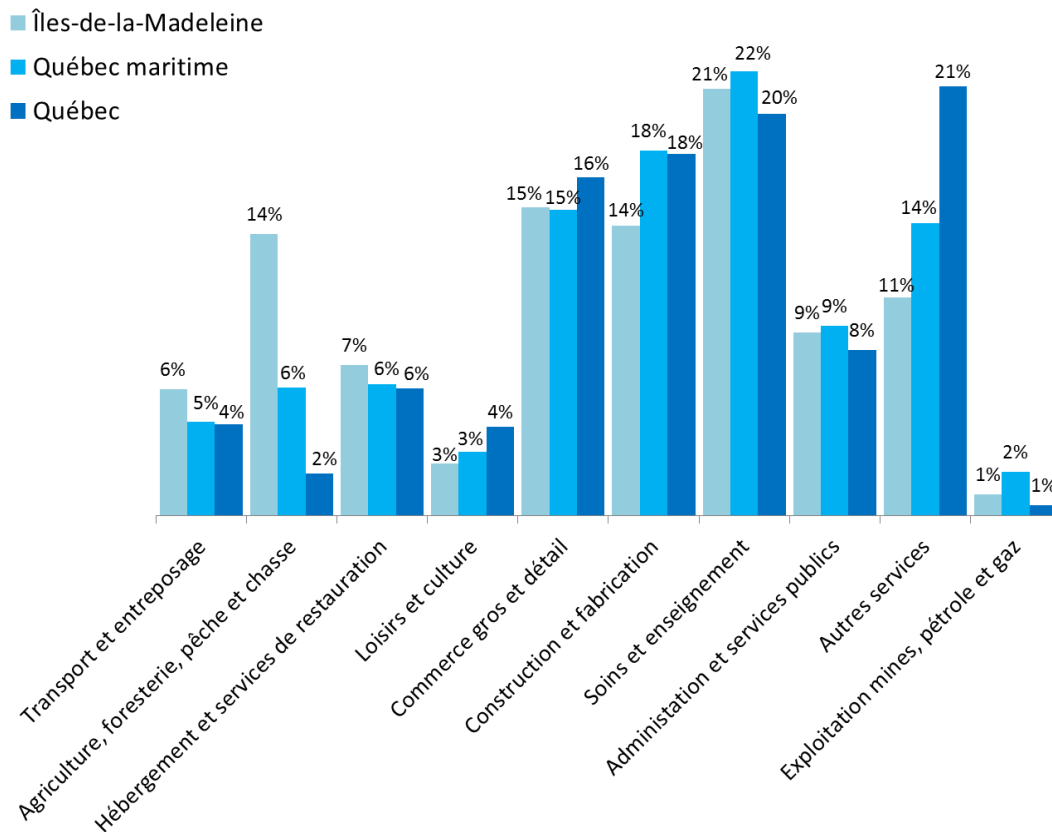
⁵ Source : Zins Beausnesne et associés. 2010. Diagnostic de la main-d'œuvre dans les entreprises de transformation des produits marins au Québec. Rapport présenté au Comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes. Téléchargeable à <http://www.pechesmaritimes.org/publications/diagnostic-sectoriel/item/diagnostic-de-la-main-d-oeuvre-dans-les-entreprises-de-transformation-des-produits-marins-au-quebec.html>

3.2. Caractéristiques socioéconomiques

Secteurs d'activité économique

La répartition de la population active⁶ des Îles-de-la-Madeleine selon les secteurs d'activité économique se compare globalement à celle du Québec maritime et du Québec, à l'exception du secteur primaire qui est au moins deux fois plus important en termes d'emploi par rapport au Québec maritime et sept fois plus important qu'à l'échelle de la province (Graphique 3). Or, le secteur primaire aux Îles-de-la-Madeleine est presque exclusivement constitué de l'industrie des pêches commerciales. En fait, l'économie des Îles-de-la-Madeleine s'articule autour de deux activités économiques majeures, soit l'exploitation et la transformation des ressources halieutiques et le tourisme⁷. Ces activités économiques ont la particularité d'être tributaires de la saison.

Graphique 3. Répartition de la population active par secteur d'activité aux Îles-de-la-Madeleine, au Québec maritime et dans la province de Québec, 2011



Source : Statistique Canada, 2013

⁶ La population active est définie comme l'ensemble des personnes occupées, qui exercent un emploi ou qui exploitent une entreprise, et des chômeurs, personnes sans emploi, qui sont prêtes à travailler et qui cherchent activement du travail.

⁷ Le tourisme est une activité économique dont les emplois sont répartis dans différentes industries selon la classification de Statistique Canada. On retrouve des emplois du secteur du tourisme notamment dans les industries de l'hébergement et des services de restauration, des loisirs et de la culture, et du commerce.

En parallèle à ces deux moteurs économiques saisonniers, les Îles-de-la-Madeleine présentent une part d'activité économique permanente avec notamment les deux principaux employeurs des Îles que sont le transporteur CTMA (190 emplois dont une majorité de madelinots)⁸, les Mines Seleine (160 emplois)⁹, ainsi que le secteur tertiaire (1 200 emplois dans les services privés et publics, parapublics et communautaires)¹⁰. Pour ce dernier, on note toutefois que la part de la population active occupant un emploi dans l'industrie des services (autres que publics) est très inférieure à celle du Québec et même du Québec maritime. Elle est, en effet, de 11 % comparée à respectivement 21 % et 14 %. L'industrie de la fabrication et de la construction fournit également moins d'emplois à l'échelle de l'archipel (14%) qu'à l'échelle du Québec maritime (18 %) et du Québec (18 %). La diversité et le nombre plus restreints des entreprises de ces secteurs d'activité installées aux Îles-de-la-Madeleine, en raison de la petite taille de l'archipel et de la population qui y réside, expliquent cette disparité avec le Québec et le Québec maritime. De plus, on peut noter une part légèrement plus élevée du secteur du transport et de l'entreposage dans la répartition de la population active aux Îles-de-la-Madeleine. Celle-ci est directement reliée à la particularité géographique du territoire.

Saisonnalité des emplois

Tel que mentionné précédemment, l'exploitation et la transformation des ressources halieutiques et le tourisme sont des activités économiques saisonnières et leurs opérations sont limitées à quelques mois par année. Entre mai et septembre, ces secteurs emploient plus de 50 % de la population active¹¹ totale des Îles-de-la-Madeleine (Tableau 3)¹². La moitié des emplois offerts par ces secteurs sont des emplois à temps partiels. Les travailleurs cumulent souvent plusieurs emplois à temps partiel, ce qui explique que le nombre total d'emplois (6 740 emplois) excède le nombre de travailleurs (5 650 travailleurs)¹³.

Comparativement au Québec maritime et au Québec, le travail saisonnier est plus répandu aux Îles-de-la-Madeleine. En 2010, 47 % des travailleurs madelinots ont occupé un emploi à caractère saisonnier, c'est-à-dire qu'ils ont travaillé moins de 40 semaines durant l'année (Graphique 4). Au Québec maritime, la part des travailleurs saisonniers était de 28 % et, à l'échelle de la province, elle était seulement de 19 %¹³. De plus, il est à

⁸ Source : <http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Juin2012/18/c9823.html>

⁹ Source : <http://www.selwindsor.com/>

¹⁰ Source :

http://www.muniles.ca/images/Upload/15_projet_de_territoire/fiches_denjeux/Enjeu_strategique_8-La_fragilite_de_notre_economie.pdf

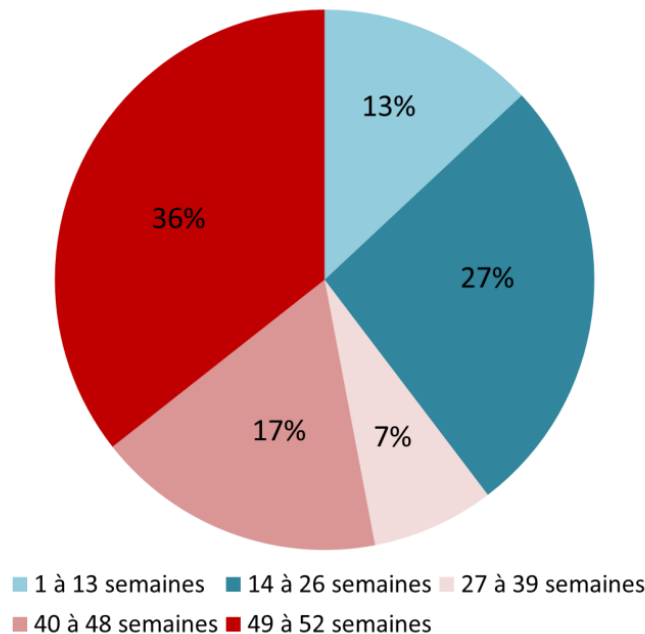
¹¹ La population active est composée des personnes qui exercent un emploi ou qui exploitent une entreprise, et des chômeurs qui sont les personnes sans emploi, qui sont prêtes à travailler et qui cherchent activement du travail.

¹² Centre local de développement des Îles-de-la-Madeleine. 2008. Plan de développement 2008-2012 des Îles de la Madeleine (PALÉE). http://www.clddesiles.ca/images/documents/palee_im_2008-2012.pdf

¹³ Statistique Canada. 2013. Enquête nationale auprès des ménages 2011.

noter qu'à l'inverse de la province, la saisonnalité du travail est légèrement plus marquée pour les hommes que pour les femmes des Îles-de-la-Madeleine et du Québec maritime.

Graphique 4. Répartition du nombre de semaines travaillées par la population active ayant occupée un emploi en 2010, Îles-de-la-Madeleine



Source : Statistique Canada, 2013

Travail et revenu

Avec une population active de 6 830 personnes en 2011, les Îles-de-la-Madeleine présentaient un taux d'activité¹⁴ de 62,3 %, soit légèrement inférieur à la moyenne provinciale de 64,6 %, bien qu'il restait supérieur à celui du Québec maritime (59 %; Tableau 3). Le taux d'emploi¹⁵ dans l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine était également inférieur à celui du Québec avec 51,5 %, comparativement à 59,9 % pour la province. Il était aussi inférieur au taux d'emploi du Québec maritime (52,6 %). Le taux de chômage¹⁶ des Îles-de-la-Madeleine s'élevait quant à lui, à 17,3 %, soit près de 7 points supérieur à celui enregistré au Québec maritime et supérieur de 10 points à celui du Québec.

Le revenu disponible des ménages par habitant des Îles-de-la-Madeleine est également plus faible que la moyenne provinciale. Il s'élevait à 23 640 \$/hab. en 2011, soit 8 % de moins qu'au Québec, et il était similaire à celui des ménages du Québec maritime (Tableau 4). Il est à noter que le revenu total des ménages avant imposition était de

¹⁴ Le taux d'activité est le rapport entre la population active et la population en âge de travailler.

¹⁵ Le taux d'emploi est le rapport entre la population active occupée et la population en âge de travailler.

¹⁶ Le taux de chômage correspond au rapport entre la population au chômage et la population active.

30 646 \$/hab., dont environ 28 % provenaient de transferts gouvernementaux, tels que l'assurance emploi ou les prestations fiscales pour enfant, tandis qu'au Québec, il était de 34 599 \$/hab., dont 16 % provenaient de transferts gouvernementaux. Au Québec maritime, le revenu total des ménages était de 31 116 \$, soit un revenu total équivalent à celui des ménages des Îles-de-la-Madeleine. La part des transferts gouvernementaux dans ce revenu était de 23,5 %. Cependant, les familles à faible revenu représentaient seulement 3,5 % de la population des Îles-de-la-Madeleine en 2010, alors qu'au Québec maritime et au Québec, le taux de famille à faible revenu était respectivement de 8 % et 9,3 %.

Tableau 3. Population totale âgée (15 ans et +) selon la situation d'activité aux Îles-de-la-Madeleine, au Québec maritime et au Québec, 2011

	Îles-de-la-Madeleine	Québec maritime	Québec
Population totale (15 ans et +)	10 965	321 720	6 474 590
Population active	6 830	189 890	4 183 445
Personnes occupées	5 650	169 795	3 880 425
Chômeurs	1 180	20 070	303 020
Inactifs	4 135	131 835	2 291 145
Taux d'activité	62,3 %	59,0%	64,6 %
Taux d'emploi	51,5 %	52,8%	59,9 %
Taux de chômage	17,3 %	10,6%	7,2 %
Taux de famille à faible revenu	3,5 %	8,0 %	9,3 %

Source : Statistique Canada, 2013

Tableau 4. Revenu disponible des ménages par habitant (\$/hab.) aux Îles-de-la-Madeleine, au Québec maritime et au Québec, 2011¹⁷

	Îles-de-la-Madeleine (\$/hab.)	Québec maritime (\$/hab.)	Québec (\$/hab.)
Revenu disponible des ménages	23 640 \$	23 664 \$	25 646 \$
Revenu primaire	21 961 \$	23 780 \$	28 978 \$
Transferts courants reçus (ex : assurance emploi)	8 685 \$	7 336 \$	5 621 \$
Transferts courants payés (ex : impôts)	-7 040 \$	-7 453 \$	-8 953 \$

Source : Institut de la Statistique du Québec

Contexte économique insulaire

De par leur géographie particulière et leurs liens limités avec le continent, les Îles-de-la-Madeleine peuvent être apparentées à une petite économie insulaire. Alors que les petites et moyennes entreprises constituent la grande majorité des entreprises dans toutes les économies du monde, dans les petites économies insulaires, elles représentent souvent

¹⁷ Données préliminaires

presque la totalité des entreprises¹⁸. Aux Îles-de-la-Madeleine, la structure entrepreneuriale ne déroge pas à cette règle. Plus encore, les très petites entreprises représentent 56 % des près de 800 entreprises de l'archipel et génèrent environ le quart des emplois¹⁹. D'autre part, plus une économie est petite, plus elle doit se spécialiser pour obtenir des économies d'échelle. Elle doit se spécialiser dans un petit nombre de produits d'exportation dont la production à grande échelle est destinée aux marchés extérieurs. Les recettes des exportations permettent ensuite d'importer ce qui est destiné au marché intérieur. Aux Îles-de-la-Madeleine, ces produits dédiés à l'exportation sont ceux des deux secteurs d'activité économique majeurs de l'archipel, soit les poissons et fruits de mer et le tourisme. L'isolement lié à l'insularité engendre une forte dépendance de l'activité productive vis-à-vis du secteur des transports maritimes ou aériens. Par conséquent, l'éloignement pèse sur le coût du transport à l'importation comme à l'exportation, étant donné qu'une situation insulaire implique des relations maritimes ou aériennes avec l'extérieur. Aux Îles-de-la-Madeleine, alors que le secteur des services est particulièrement affecté par le manque de main-d'œuvre qualifiée, le secteur des biens doit composer avec deux contraintes supplémentaires : le coût du transport qui représente une moyenne de 9 % d'augmentation des coûts (dans certains secteurs et à certaines périodes, plus de 40 %) et les difficultés liées à l'inventaire (masse critique insuffisante et difficultés d'approvisionnement dues au transport)²⁰. Il s'ensuit que pour être compétitives, à performance égale, les entreprises dans les petites économies insulaires doivent payer des salaires plus faibles que leurs homologues plus proches des grands marchés²¹. En effet, aux Îles-de-la-Madeleine, le salaire moyen des ouvriers des usines de transformation de poissons et fruits de mer était de 10,40 \$/h en 2009²², soit en moyenne 20 % inférieur à celui gagné par les ouvriers des usines situées dans les autres régions du Québec maritime. Sur la Côte-Nord, le salaire moyen des ouvriers des usines de transformation de poissons et fruits de mer était de 13,40 \$/h et en Gaspésie, il était de 12,70 \$/h. Dans les régions urbaines de la province, il était de 14,80 \$/h, soit 30 % supérieur à celui des Îles-de-la-Madeleine.

¹⁸ Source : Ernatus, H. 9 juillet 2009. Performance des entreprises dans une petite économie insulaire, le cas de la Guadeloupe. Thèse de doctorat en sciences économiques. Université de Paris I Panthéon-Sorbonne. U.F.R. Sciences d'Économie.

¹⁹ Source : Municipalité des Îles-de-la-Madeleine. 17 juin 2011. « Les Îles-de-la-Madeleine, portrait et perspectives ». Coalition pour la viabilité du sud du golfe du Saint-Laurent. Téléchargeable à https://www.google.ca/#q=250402_agm2011_jarseneau.ppsx

²⁰ Source : http://www.muniles.ca/vie_economique_secteur_activites.html

²¹ Source : Ernatus, H. 9 juillet 2009. Performance des entreprises dans une petite économie insulaire, le cas de la Guadeloupe. Thèse de doctorat en sciences économiques. Université de Paris I Panthéon-Sorbonne. U.F.R. Sciences d'Économie.

²² Source : Zins Beauséne et associés. 2010. Diagnostic de la main-d'œuvre dans les entreprises de transformation des produits marins au Québec. Rapport présenté au Comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes. Téléchargeable à <http://www.pechesmaritimes.org/publications/diagnostic-sectoriel/item/diagnostic-de-la-main-d-oeuvre-dans-les-entreprises-de-transformation-des-produits-marins-au-quebec.html>

En résumé, les Îles-de-la-Madeleine sont caractérisées par l'importance du secteur primaire dans leur économie, et plus précisément du secteur de l'exploitation et de la transformation des ressources halieutiques. Ce dernier, combiné au secteur du tourisme, second moteur économique de l'archipel, entraînent de par leur nature une importante saisonnalité des emplois occupés par les madelinots. De plus, les contraintes liées à l'insularité engendrent des salaires plus faibles pour les employés et des coûts supplémentaires pour les entreprises. Il en résulte que le coût de la vie dans l'archipel est en moyenne 9 % plus élevé qu'à Québec et le pouvoir d'achat des madelinots est de l'ordre de 25 % plus bas que celui de la moyenne québécoise.

4. Secteur des pêches et de la mariculture

Le secteur de l'exploitation et de la transformation des ressources halieutiques est constitué des industries de la filière des pêches et de la mariculture, soit la chaîne des industries et des activités économiques reliant les poissons et fruits de mer aux consommateurs. Pour les fins de cette étude, la définition de ce secteur a été élargie et inclut, en plus des industries de la filière, un ensemble de plusieurs industries et activités économiques connexes à la filière, ou maillage intersectoriel, qui relève autant du secteur privé que du secteur public, ainsi que la pêche récréative. Le secteur de l'exploitation et de la transformation des ressources halieutiques ainsi redéfini est nommé secteur des pêches et de la mariculture. La liste des industries et des activités économiques incluses dans ce secteur va donc au-delà de l'exploitation et de la production de ressources halieutiques. Elle comprend toutes les activités économiques connexes qui n'auraient pas lieu en l'absence d'activité de pêche et de mariculture. La figure 2 présente la filière du secteur des pêches et de la mariculture et les connexions entre les diverses industries et les différents secteurs d'activités impliqués dans ce secteur.

4.1. La filière

Les pêches commerciales et la mariculture, par le prélèvement ou la production de ressources halieutiques, sont le cœur de la filière du secteur. Ces industries vendent la quasi-totalité de leurs débarquements aux usines de transformation qui traitent cette matière première pour en faire différents produits. La gamme de traitements des poissons et fruits de mer faits par ces usines est variée, allant du simple emballage à la confection de plats cuisinés. Les produits de ces usines sont ensuite commercialisés. Les usines font alors appel à des entreprises de transport et d'entreposage afin d'approvisionner leurs clients. Les clients des usines sont des grossistes-distributeurs ou des courtiers en poissons et fruits de mer qui approvisionnent à leur tour des détaillants de poissons et fruits de mer ou des services de restauration. Ceux-ci font le lien entre les producteurs et les consommateurs. Dans certains cas, les pêcheurs commerciaux et mariculteurs vendent

directement le fruit de leur travail aux grossistes-distributeurs ou courtiers de poissons et fruits de mers, aux détaillants ou aux services de restauration. Ils peuvent également faire appel à des entreprises de transport et d'entreposage pour l'acheminement de leurs produits. Il est à noter qu'une partie des ventes réalisées par les usines de transformation, les grossistes-distributeurs et les courtiers en poissons et fruits de mer sont destinées à l'exportation.

Tel que défini dans ce document, le secteur des pêches et de la mariculture inclut la pêche récréative. Toutefois, la pêche récréative n'est pas une industrie au sens strict du terme, puisqu'elle ne combine pas des facteurs de production (installations, approvisionnements, travail, savoir) pour produire des biens matériels ou des services destinés au marché²³. Les pêcheurs récréatifs sont l'équivalent des consommateurs de la filière des pêches commerciales et de la mariculture. Ceux-ci créent une demande pour plusieurs industries dont certaines sont indirectement rattachées à la filière des pêches commerciales et de la mariculture. En effet, les pêcheurs récréatifs pratiquent leur activité de manière autonome ou en faisant appel à des entreprises de nolisement de bateaux ou d'excursion en mer qui incluent une activité de pêche récréative. Il est à noter que ces entreprises relèvent du secteur du récréotourisme (tourisme) et non des pêches et de la mariculture. Les pêcheurs récréatifs ou les entreprises offrant des activités de pêche récréative doivent s'approvisionner en équipement et matériel de pêche et les faire entretenir ou réparer à l'occasion. Or, leurs fournisseurs de biens et services sont globalement les mêmes que ceux des pêcheurs professionnels et des mariculteurs. Ceux-ci sont présentés à la section 4.2. Ainsi, la pêche récréative peut être vue comme une filière parallèle à la filière des pêches commerciales et de la mariculture ayant des fournisseurs de biens et services communs.

4.2. Maillage intersectoriel

Toutes les industries qui produisent des extraits nécessitent l'apport d'intrants. Elles ont donc besoin de fournisseurs. Les usines de transformation des Îles-de-la-Madeleine ont certes comme principal fournisseur d'intrants, les industries des pêches commerciales et de la mariculture basées aux Îles, mais elles achètent également des poissons et fruits de mer auprès d'autres usines de transformation situées au Québec ou dans les provinces maritimes pour compléter le volume de matière première nécessaire à leur production. Elles doivent s'approvisionner également auprès de distributeurs, en matériel consommable, tels que plastiques d'emballage, boîtes de carton, glace etc. Elles ont également besoin de fournisseurs d'équipements et de machineries diverses, ainsi que d'entreprises qui œuvrent dans l'entretien et la réparation du matériel de production, bien

²³ Source : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)
<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/industrie.htm>

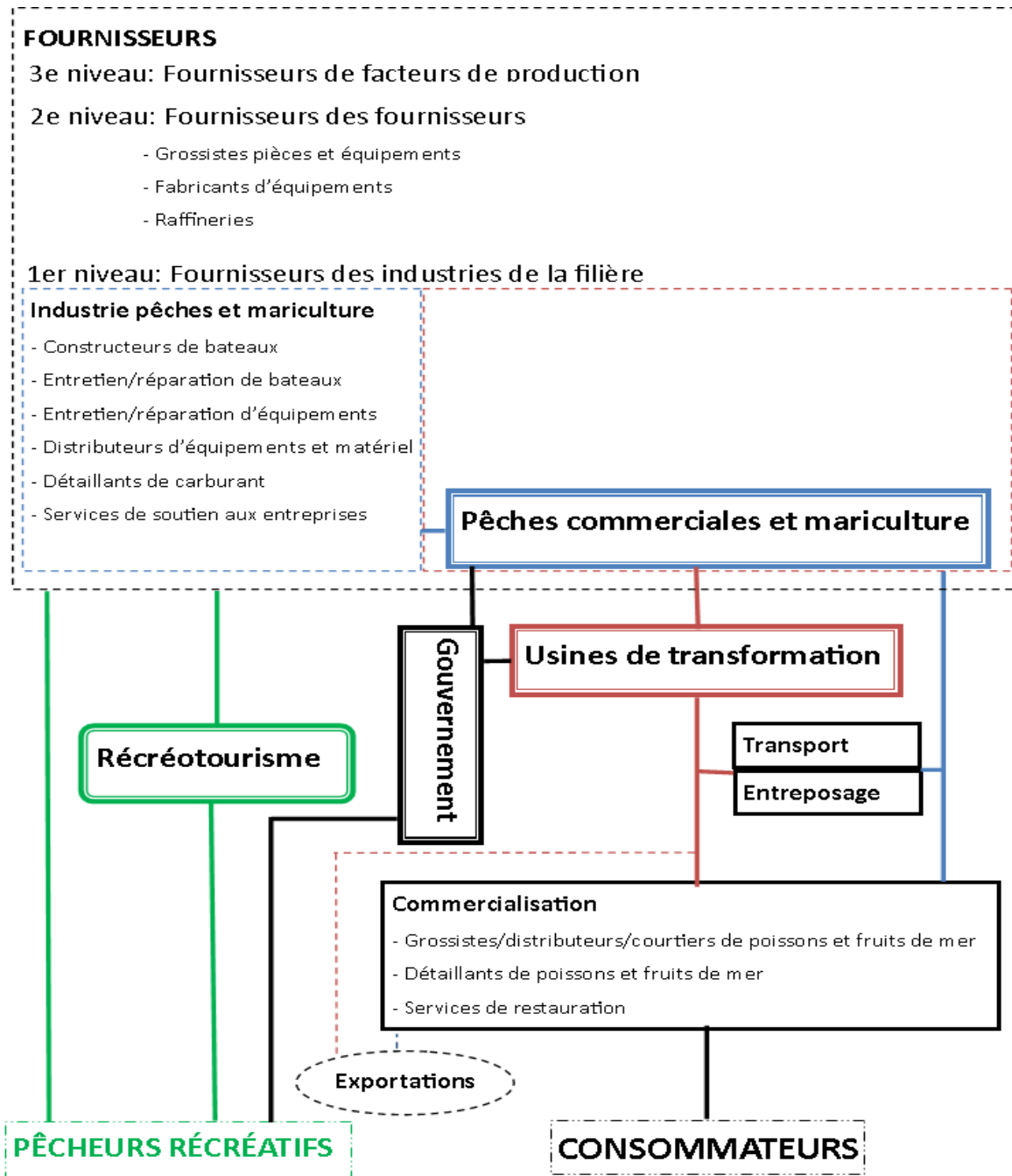
que cela soit sur une base moins récurrente que l'approvisionnement en matériel consommable. Les usines de transformation font également appel à des entreprises de services de soutien à leur fonctionnement, comme par exemple, des services de courtage d'assurances ou des services juridiques.

De façon similaire, les industries des pêches commerciales et de la mariculture ont besoin de fournisseurs. Ces deux industries ont des besoins très similaires en termes de type d'équipement, matériel et services de soutien. Aussi, elles ont le même réseau de fournisseurs à savoir des détaillants de matériel et d'équipements relatifs à la pêche et de carburant, des entreprises spécialisées dans la réparation et l'entretien des équipements relatifs à la pêche ainsi que des bateaux et des entreprises de services de soutien (ex : cabinets d'expert-comptable, entreprises de courtage d'assurance, etc.). De plus, ces industries ont besoin de l'industrie de la construction de navires et d'embarcations lorsque le temps est venu pour elles de renouveler leur(s) embarcation(s) de travail.

Le maillage intersectoriel du secteur des pêches et de la mariculture ne s'arrête pas aux premiers fournisseurs des industries des pêches commerciales, de la mariculture et de la transformation de poissons et fruits de mer. Ces fournisseurs ont eux-mêmes des fournisseurs (grossistes et fabricants d'équipement et les raffineries) qui s'approvisionnent à leur tour à des fournisseurs de facteurs de production indispensables à leurs activités.

Outre leurs fournisseurs, qui relèvent des secteurs de la construction et de la fabrication, du commerce de gros et de détail et des services, les industries des pêches commerciales, de la mariculture et de la transformation sont en lien avec différents services et administrations publiques de niveau fédéral et provincial, notamment le MPO et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). Ces liens sont multiples, allant de la délivrance des permis d'exploitation à l'aide au développement, en passant par la surveillance des activités et la gestion des ressources halieutiques.

Figure 2. Filière du secteur des pêches et de la mariculture et maillage intersectoriel



5. Importance socioéconomique des principales industries du secteur des pêches et de la mariculture

Sur la base de la section 4, cinq industries ou groupe d'industries ont été identifiées comme industries clés du secteur des pêches et de la mariculture. On entend par industrie clé, une industrie dont la raison d'être économique est directement liée à l'utilisation extractive des ressources halieutiques ayant une forte dépendance socioéconomique envers le secteur des pêches et de la mariculture. Les ministères et organismes fédéraux et provinciaux dont le mandat est lié directement à la gestion, à la conservation, la protection et à la recherche visant les ressources halieutiques sont également considérés comme une « industrie » clé du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine. Ainsi, les industries clés examinées dans cette étude sont :

- les pêches commerciales
- la mariculture
- la transformation de poissons et fruits de mer
- la pêche récréative
- les services gouvernementaux

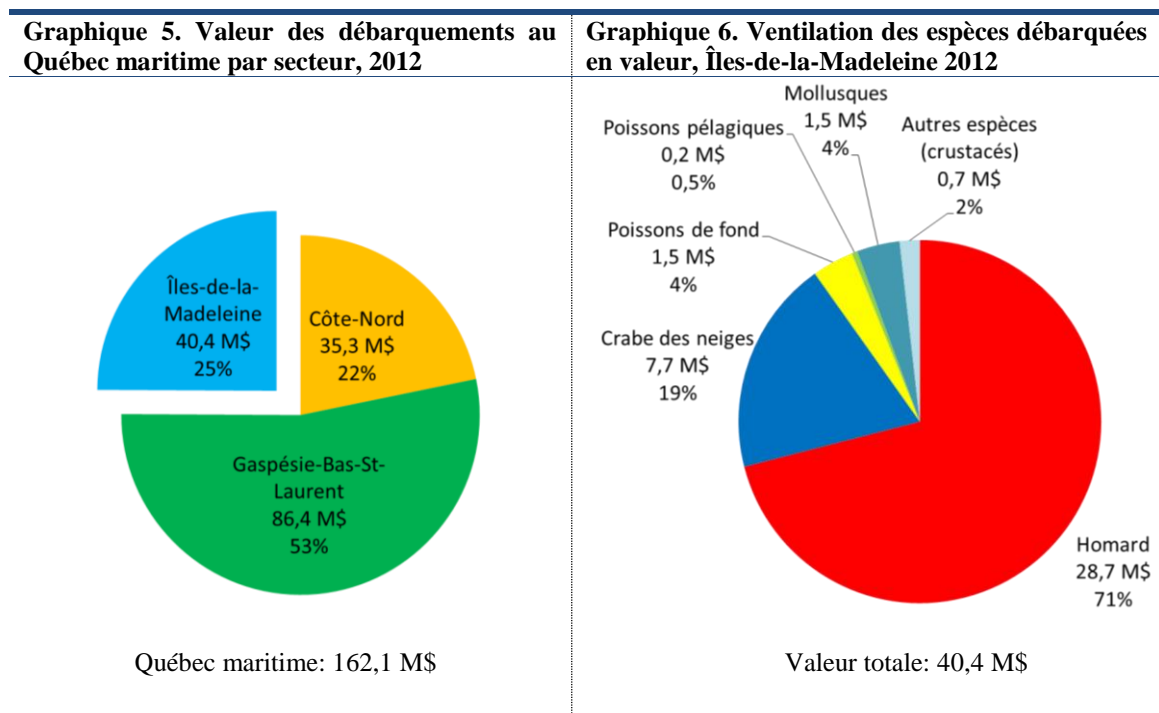
Un portrait socioéconomique de ces industries aux Îles-de-la-Madeleine est présenté dans cette section. Il porte sur l'évolution au cours de la période 2007-2012, des aspects socioéconomiques de ces industries aux Îles-de-la-Madeleine, en mettant l'emphase sur la situation économique actuelle (2012). Cependant, les données présentées pour la pêche récréative couvrent uniquement la période 2008-2012. La méthodologie permettant d'estimer les données de la pêche récréative a été mise en place en 2008. L'information pour l'année 2007 et les années antérieures est donc indisponible. De plus, l'importance socioéconomique relative de chacune de ces industries aux Îles-de-la-Madeleine a été reflétée dans la mesure du possible par une comparaison avec le Québec maritime. Il est à noter que dans le cas du secteur des pêches et de la mariculture, une comparaison avec le Québec maritime est similaire à une comparaison avec la province du Québec, puisque la quasi-totalité des activités de ce secteur se déroulent dans la portion maritime de la province.

5.1. Pêches commerciales

Aperçu

En 2012, les débarquements aux Îles-de-la-Madeleine s'élevaient à 6 946 tonnes pour une valeur de 40,4 M\$, toutes espèces confondues (Graphique 5). Cela représentait 25 % des débarquements du Québec maritime en valeur, soit une part équivalente aux débarquements effectués sur la Côte-Nord et près de la moitié de ceux effectués en Gaspésie. Cette répartition de la valeur des débarquements entre les trois secteurs du

Québec maritime est relativement stable d'une année à l'autre pour la période observée de 2007 à 2012.



La pêche commerciale aux Îles-de-la-Madeleine est essentiellement axée sur les crustacés dont majoritairement le homard²⁴. En 2012, la valeur des débarquements de homard s'élevait à 28,7 M\$ et elle comptait pour 71 % de la valeur totale des débarquements de l'archipel (Graphique 6). Elle représentait également 69 % de la valeur totale des débarquements de homard au Québec maritime. La deuxième espèce d'importance pour les Îles-de-la-Madeleine était le crabe des neiges avec 7,7 M\$ de débarquement en 2012, soit 19 % de la valeur totale des débarquements. Il s'agissait d'un peu plus de 12 % de la valeur des débarquements de crabe des neiges du Québec. Il est à noter que le crabe des neiges et le homard sont également les deux principales espèces pour les pêches commerciales du Québec maritime²⁵. La balance de la valeur totale des débarquements faits aux Îles était constituée à 4 % de débarquements des mollusques (dont 75 % constitués de débarquements de pétoncle), 4 % de débarquements de poissons de fond²⁶,

²⁴ La pêcherie de homard des Îles-de-la-Madeleine a été écocertifiée en juillet 2013.

²⁵ En 2012, les pêches commerciales du Québec maritime ont débarqué pour plus de 162 M\$ de poissons et fruits de mer. Les débarquements de crabe des neiges comptaient pour près de 38 % de cette valeur, tandis que les débarquements de homard représentaient près de 26 % et ceux de crevette plus de 20 %.

²⁶ Les espèces de poissons de fond débarquées aux Îles-de-la-Madeleine en 2012 étaient, en quantité, essentiellement de la plie rouge, du sébaste, de la limande à queue jaune, du turbot des sables et du flétan atlantique.

et 2 % des débarquements des autres espèces. Les autres espèces²⁷ étaient presque exclusivement des crustacés et plus de 90 % de leur valeur au débarquement provenaient du crabe commun. La valeur des débarquements des poissons pélagiques était marginale (0,2 M\$; 0,5 %).

Pour réaliser les débarquements de 2012 aux Îles-de-la-Madeleine, 1 112 permis de pêche différents ont été utilisés (Annexe 1). Sur ce nombre, 329 (29 %) étaient des permis de pêche au homard, dont 325 pour la zone 22 et 4 pour la zone 17, et 39 (4 %) pour le crabe des neiges (zones 12, 12C et F). Ainsi un tiers de ces 1 112 permis de pêche commerciale actifs ont permis de réaliser 90 % de la valeur des débarquements effectués aux Îles-de-la-Madeleine. Il est à noter que le nombre de permis de pêche au homard délivré chaque année pour la zone 22 (eaux côtières des Îles-de-la-Madeleine) est limité à 325 intervenants par année depuis le premier plan de gestion intégrée de la pêche au homard de 1999. Les permis pour la pêche aux poissons de fond représentaient 43 % (478) des permis actifs aux Îles-de-la-Madeleine en 2012 et ceux pour la pêche aux poissons pélagiques 13 % (149). La majorité de ces permis a été utilisée pour la capture de poissons pour consommation ou usage personnels, notamment pour appâts. Les permis de pêche aux mollusques et aux autres espèces représentaient respectivement 8 % et 3 % des permis actifs aux Îles-de-la-Madeleine.

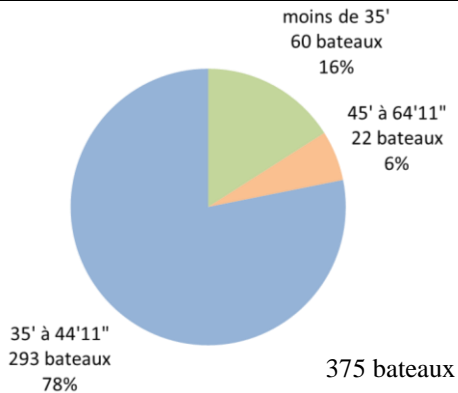
Bateaux

En 2012, les pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine ont utilisé 375 bateaux, soit plus du tiers (34 %) des bateaux de pêche du Québec maritime (Graphique 7). Sur ce nombre, plus des trois quart (78 %) étaient des bateaux dont la longueur se situait entre 35 et 45 pieds, ce qui est en proportion beaucoup plus élevée que pour l'ensemble du Québec (49 %). La seconde catégorie de bateaux la plus importante est celle des bateaux de moins de 35 pieds (60 bateaux). Les bateaux de plus de 45 pieds ne représentaient, quant à eux, que 6 % de la flotte basée aux Îles-de-la-Madeleine. Comparativement à l'échelle du Québec, il s'agissait de la catégorie de longueur de bateaux ayant la plus faible part, bien que sa proportion fût de 17 % (185 bateaux).

Depuis 2007, le nombre de bateaux de pêche au Québec est en diminution (-15 %) alors qu'aux Îles-de-la-Madeleine, il semble se maintenir. Cela s'explique en grande partie par le fait que les homardiens madelinots, le groupe de pêcheurs le plus important aux Îles-de-la-Madeleine, ont choisi de réduire leur effort de pêche en diminuant le nombre de casiers autorisés plutôt qu'en retirant des permis comme ce fut le cas dans la plupart des pêcheries ailleurs au Québec maritime. Toutefois, le nombre de bateaux de moins de 35 pieds a diminué de 25 % au cours des cinq dernières années. Le même phénomène a été

²⁷ Les autres espèces débarquées en 2012 étaient le crabe commun, le crabe araignée, la maraîche, le mako à nageoires courte, le calmar et l'anguille.

Graphique 7. Nombre de bateaux de pêche selon la longueur, Îles-de-la-Madeleine, 2012



Source : DSP, MPO, région du Québec

observé à l'échelle du Québec avec une baisse de 32 % des bateaux de cette catégorie de longueur. Par contre, le nombre de bateaux de 35 à 45 pieds a augmenté (9 bateaux supplémentaires) et le nombre de bateaux de plus de 45 pieds s'est maintenu depuis 2007 aux Îles-de-la-Madeleine, tandis qu'au Québec, la catégorie des 35 à 45 pieds s'est maintenue et celle des plus de 45 pieds a diminué. En fait, avec l'incertitude entourant l'abondance des ressources et les prix au débarquement, les pêcheurs madelinots ont opté pour la rénovation de leurs bateaux, incluant l'allongement, plutôt que la construction de nouvelles embarcations au cours des dernières années.

Évolution des débarquements

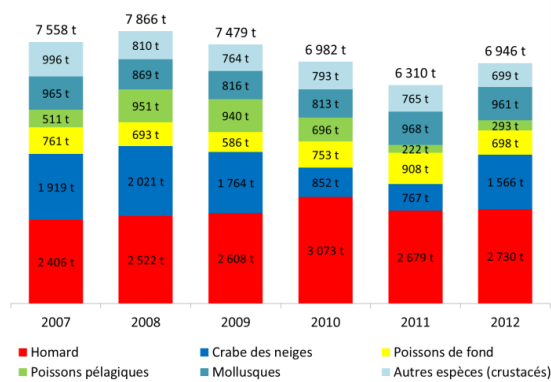
L'année 2012 présente des débarquements relativement similaires à la moyenne des débarquements des cinq années antérieures en termes de volume (-4 %) et de valeur (+7 %). Le volume et la valeur des débarquements effectués aux Îles-de-la-Madeleine fluctuent principalement en fonction de l'abondance et du prix au débarquement des deux principales espèces pêchées commercialement, le homard et le crabe des neiges. La faible valeur au débarquement des autres espèces ainsi que leurs volumes débarqués plus modestes que ceux du homard ou du crabe des neiges, font en sorte que celles-ci ont moins d'influence sur les variations du volume et de la valeur des débarquements totaux aux Îles-de-la-Madeleine.

Si l'on observe en détail les fluctuations des débarquements, on remarque que la valeur des débarquements aux Îles-de-la-Madeleine a diminué de 30 % entre 2007 et 2009, passant de 45,5 M\$ à 32,3 M\$, puis la tendance s'est inversée au cours des années subséquentes (Graphique 9). De 2009 à 2012, la valeur des débarquements s'est accrue de 25 %. La diminution observée entre 2007 et 2009 est principalement due à la baisse de 34 % du prix au débarquement du homard et du crabe des neiges, relative notamment à la crise économique de 2008-2009. La valeur totale des débarquements s'est redressée par la suite, augmentant chaque année. Les volumes totaux débarqués ont quant à eux baissé de 16 % entre 2009 et 2011, puis ont augmenté de 10 % en 2012 (Graphique 8).

La variation des volumes totaux débarqués est liée essentiellement à la forte réduction du quota pour la pêche au crabe des neiges dans la zone 12 (-60 %) en 2010 et 2011 par rapport aux quotas de la période 2007-2009. Les volumes moyens débarqués de crabe des

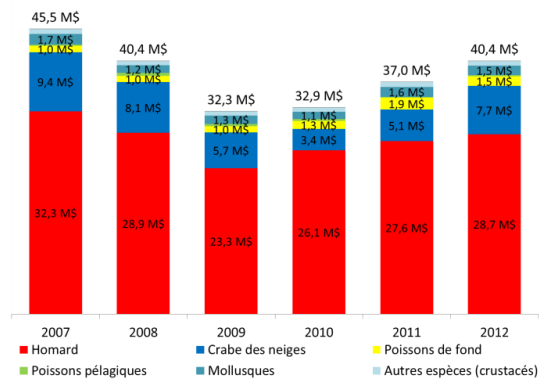
neiges en 2010-2011 étaient inférieurs de 57 % à la moyenne des années précédentes (2007-2009). Il est à noter qu'en 2010, les débarquements de homard ont été particulièrement abondants (+22 % par rapport à la moyenne 2007-2009). Bien que le prix du homard était à son minimum depuis le milieu des années 1990 (3,86 \$/lb), l'abondance des débarquements de homard de 2010 a compensé pour l'importante diminution des captures de crabe des neiges. De plus, le prix au débarquement pour le crabe des neiges a augmenté de 22 %. Il a permis de générer une valeur totale des débarquements aux Îles-de-la-Madeleine en très légère hausse par rapport à 2009. En 2011, le prix au débarquement du crabe des neiges a augmenté de 67 % et celui du homard de 21 % par rapport à 2010, passant respectivement de 1,80 \$/lb à 3,00 \$/lb et de 3,86 \$/lb à 4,67 \$/lb. Bien que les débarquements de crabe des neiges étaient relativement peu abondants et que ceux du homard aient retrouvé un niveau comparable à la moyenne 2007-2009, la valeur totale des débarquements a augmenté de 12 % pour atteindre 37 M\$.

Graphique 8. Quantités débarquées aux Îles-de-la-Madeleine par espèce, 2007-2012



Source : DSP, MPO, région du Québec

Graphique 9. Valeur des débarquements aux Îles-de-la-Madeleine par espèce, 2007-2012



Source : DSP, MPO, région du Québec

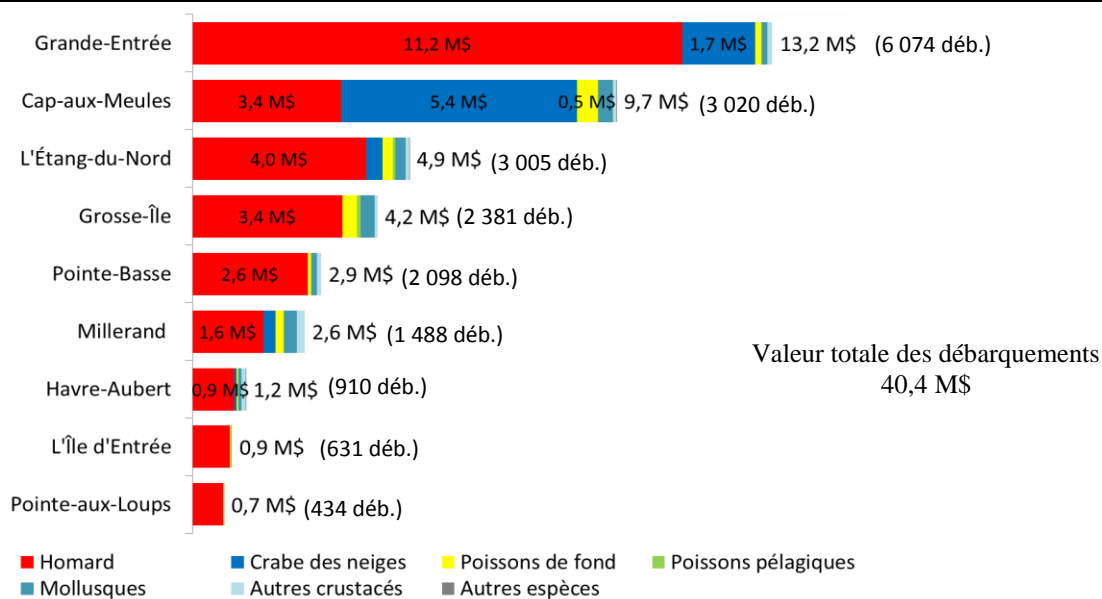
En 2012, le quota de crabe des neiges pour la zone 12 est presque revenu au niveau de ce qui était autorisé en 2007-2009. Les captures de crabe des neiges aux Îles-de-la-Madeleine ont alors atteint 1 566 t, soit plus du double des captures de 2011. Cette hausse de volume a entraîné une baisse de 25 % du prix au débarquement de l'espèce, qui est passé de 3,00 \$/lb à 2,24 \$/lb. Parallèlement, le prix au débarquement du homard tout comme ses débarquements ont légèrement augmenté (2 %). Il en a résulté une hausse de près de 10 % de la valeur totale des débarquements aux Îles-de-la-Madeleine en 2012.

Débarquement par port de pêches

Les débarquements aux Îles-de-la-Madeleine, en 2012, ont été effectués dans 10 ports de pêche différents. Plusieurs d'entre eux faisaient partie des plus importants ports de pêche du Québec, dont ceux de Grande-Entrée (3^e au Québec) et de Cap-aux-Meules (4^e au Québec). À l'exception de Cap-aux-Meules, tous les ports avaient le homard pour

principale espèce débarquée (Graphique 10). Le port de Grande-Entrée était par ailleurs le premier port au Québec pour l'importance des débarquements de homard avec 11,2 M\$ de débarquements. Cap-aux-Meules était quant à lui le principal port de débarquement de crabe des neiges aux Îles-de-la-Madeleine, comptant pour 69 % (5,4 M\$) de la valeur des débarquements dans l'archipel. Il était aussi le 3e port du Québec en importance pour les débarquements de crabes des neiges. C'est également à Cap-aux-Meules qu'était débarqué le plus de poissons de fond (32 % de la valeur des débarquements totaux de poissons de fond aux Îles) et de mollusques (22 % de la valeur des débarquements totaux de mollusques aux Îles). La répartition des débarquements dans les ports des Îles-de-la-Madeleine entre 2007 et 2011 était relativement similaire à celle observée en 2012.

Graphique 10. Valeur des débarquements dans les ports²⁸ de pêche des Îles-de-la-Madeleine par espèce en millions de dollars (nombre de débarquements), 2012



Source : DSP, MPO, région du Québec

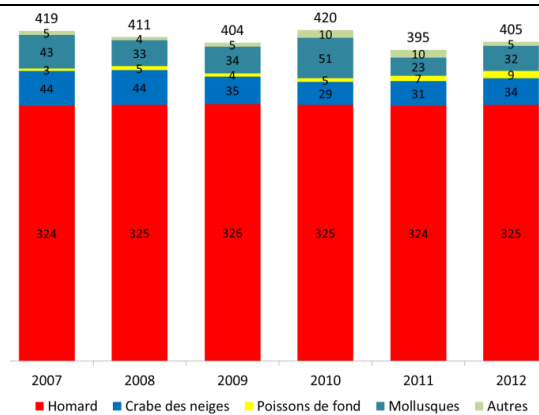
Flottes de pêche et effectifs

En 2012, il y avait 405 entreprises de pêches actives basées aux Îles-de-la-Madeleine (Graphique 11), soit presque 40 % des entreprises de pêche commerciale du Québec maritime (1 031). Sur ce nombre, 325 étaient spécialisées dans la capture de homard (homardiers). Les homardiers des Îles-de-la-Madeleine représentaient ainsi 80 % de toutes les entreprises de pêche de l'archipel, plus de 62 % des homardiers actifs au Québec maritime. L'industrie comptait également 34 entreprises spécialisées dans la

²⁸ Le quai de Cap-Vert a fait également l'objet de débarquements en 2012. Toutefois, par souci de confidentialité, les débarquements effectués à ce quai ont été compilés à ceux du port de Pointe-Basse. De fait, seul un intervenant a débarqué à Cap-Vert en 2012.

pêche au crabe des neiges (8 %), 32 dans la pêche aux mollusques (8 %), 9 dans celle aux poissons de fond (2 %) et 5 dans la pêche à d'autres espèces, notamment le maquereau (1 %, 3 entreprises). Près de 72 % (23) des entreprises de pêche aux mollusques avaient la mactre de l'Atlantique pour principale espèce pêchée. Toutefois, leurs débarquements

Graphique 11. Nombre d'entreprises de pêche²⁹ selon la principale espèce débarquée, Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012



Source : DSP, MPO, région du Québec

de mactre de l'Atlantique en 2012 totalisaient seulement un peu plus de 18 000 \$, soit une moyenne inférieure à 800 \$ par entreprise. Les autres entreprises visaient le pétoncle (5 entreprises) ou la mye (4 entreprises). En ce qui concerne la flottille spécialisée dans la pêche aux poissons de fond, le flétan de l'Atlantique était la principale espèce pour trois entreprises, alors que trois autres avaient la plie rouge comme principale espèce. Les dernières capturaient principalement du turbot de sable ou du sébaste. Il est important de noter que toutes les entreprises de pêche concentrent leur activité de pêche sur une espèce principale qui constitue la plus grande part de leur revenu mais que presque toutes ces entreprises visent également d'autres espèces pour compléter leur revenu de pêche ou tout simplement pour perpétuer une pratique considérant que la ressource n'est pas toujours au rendez-vous. D'autre part, bien que le nombre des entreprises spécialisées dans la pêche aux poissons de fond ait triplé entre 2007 et 2012, la part de chaque flottille dans le nombre total d'entreprises de pêche aux Îles-de-la-Madeleine en 2012 est relativement similaire à la répartition moyenne des cinq années précédentes.

Sur la base du nombre moyen de membres d'équipage utilisés pour capturer la principale espèce visée de chaque entreprise, on estime à 1 062 le nombre d'emplois de pêcheurs et aides-pêcheurs aux Îles-de-la-Madeleine en 2012, soit plus de 35 % des effectifs du Québec (2 978). Au cours des cinq années antérieures, ce nombre est passé de 1 109 à 1 055, soit une baisse de 5 % des effectifs. Sur cette même période le nombre de pêcheurs et d'aides-pêcheurs au Québec a également connu une diminution de près de 12 %. Le nombre de pêcheurs et d'aides-pêcheurs actifs dans la province du Québec est passé de 3 281 à 2 899.

Dynamique des débarquements

²⁹ Le nombre d'entreprises de pêche inclut toutes les entreprises de pêche actives basées aux Îles-de-la-Madeleine, y compris celles qui débarquent la totalité de leurs captures hors des Îles-de-la-Madeleine. Ces dernières sont peu nombreuses (moins de cinq par année sur la période 2007-2012) et débarquent du thon rouge ou du homard. Elles étaient deux en 2012.

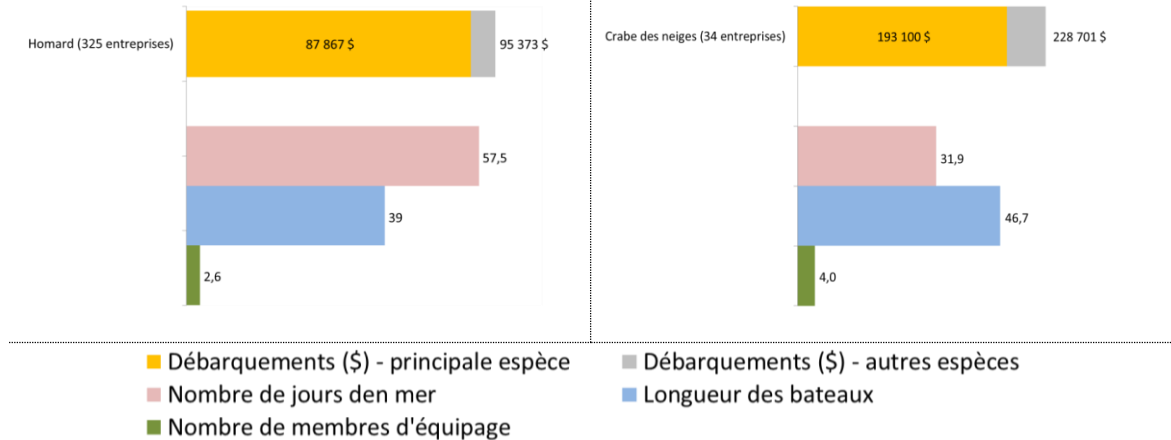
Chaque année, certaines entreprises de pêche des Îles-de-la-Madeleine font des débarquements dans des ports localisés à l'extérieur de l'archipel. En 2012, elles étaient au nombre de 30 et la valeur totale de leurs débarquements hors archipel s'élevait à près de 675 000 \$, soit environ 15 % de la valeur de leurs débarquements totaux (4,5 M\$). Les espèces débarquées hors Îles-de-la-Madeleine étaient du thon, du hareng, du maquereau, du homard et des poissons de fond. Il est à noter que sur ces 30 entreprises, deux ont débarqué la totalité de leurs captures dans des ports situés à l'extérieur des Îles-de-la-Madeleine. Les cinq années auparavant, le nombre d'entreprises débarquant la totalité de leurs captures hors de l'archipel était compris entre 1 et 4 pour 25 à 29 entreprises madelinienne faisant des débarquements hors de l'archipel. La part de la valeur des débarquements hors archipel dans la valeur totale des débarquements de ces entreprises variait entre 15 % et 47 %. De plus, toutes les captures de thon rouge effectuées par les entreprises de pêche des Îles-de-la-Madeleine étaient débarquées à l'extérieur de l'archipel. La qualité des captures de cette espèce se dégradant très rapidement après leur sortie de l'eau, celles-ci sont débarquées au plus proche de leurs acheteurs, souvent à l'Île du Prince-Édouard ou en Gaspésie. D'autre part, chaque année, quelques entreprises basées à l'extérieur de l'archipel viennent y débarquer une part de leurs captures. Elles étaient au nombre de 7 en 2012 et ont débarqué pour plus de 1 M\$ de captures, dont plus de 90 % de crabe des neiges. Sur la période 2007-2011, le nombre d'entreprises, venant de l'extérieur de l'archipel pour y débarquer une part de leurs captures, est passé de 15 à 5. La valeur des débarquements aux Îles-de-la-Madeleine de ces entreprises a elle aussi eu tendance à diminuer, passant de 2,2 M\$ à 0,8 M\$ sur cette période. Cependant, la part du crabe de neiges dans la valeur des débarquements des entreprises basées à l'extérieur de l'archipel s'est toujours maintenue autour de 90 %.

Caractéristiques des principales flottilles

Le graphique 12 présente les caractéristiques des deux principales flottilles de pêche commerciale aux Îles-de-la-Madeleine, soit les homardières et les crabiers (environ 90 % de toutes les entreprises de pêche madelinienne). On remarque que les crabiers avaient en 2012 un revenu brut de pêche moyen plus de deux fois supérieur à celui des homardières. Ils utilisaient cependant des bateaux plus longs (46,7 pieds) que les autres flottilles actives aux Îles-de-la-Madeleine et passaient moins de temps en mer (environ 32 jours). C'est également eux qui comptaient le plus grand nombre de membres d'équipage (4). Ils fournissaient près de 13 % (135 emplois) des emplois de pêcheurs et d'aides-pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine en 2012. Entre 2007 et 2011, la part des emplois de pêcheurs et d'aides-pêcheurs liés à la pêche au crabe des neiges était la même comparativement à 2012. À l'opposé, les homardières constituaient la flottille qui passait le plus de temps en mer (plus de 57 jours) et qui comptait en moyenne le moins de membres d'équipage (2,6). Toutefois, la flottille des homardières fournissait en 2012, tout

comme les cinq années précédentes, près de 80 % (849) des emplois de pêcheurs et d'aides-pêcheurs de l'archipel.

Graphique 12 Caractéristiques moyennes des principales flottilles de pêche des Îles-de-la-Madeleine, selon la principale espèce débarquée, 2012



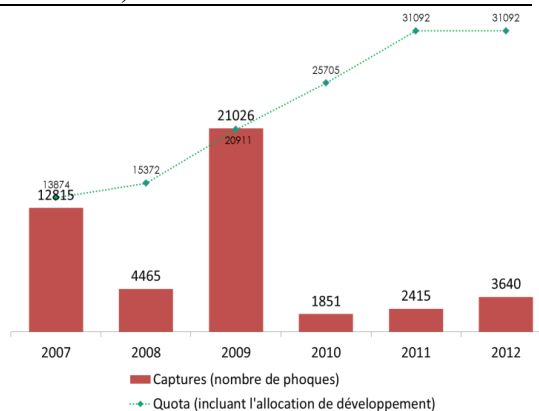
Source : DSP, MPO, région du Québec

Chasse au phoque commerciale

La chasse commerciale au phoque aux Îles-de-la-Madeleine est une industrie avec une forte consonance patrimoniale. Le phoque du Groenland est la principale espèce visée par cette industrie en raison de l'abondance de sa population. Parallèlement, un créneau d'observation des mammifères s'est développé avant l'ouverture de la chasse, une fois que les jeunes phoques ont atteint le stade légal de maturité. Aujourd'hui, les bêtes sont toujours capturées pour leur peau et des efforts ont récemment été produits pour commercialiser des produits dérivés, comme la viande et l'huile. Une allocation de 10 000 bêtes, révisée annuellement, pour des projets de développement de ces produits dérivés est octroyée aux chasseurs depuis 2010. Elle s'ajoute au quota de phoque du Groenland autorisé chaque année. Celui-ci a plus que doublé entre 2007 et 2012, passant de 13 874 bêtes à 31 092 (Graphique 13).

Toutefois, l'abondance et l'état des glaces le long des côtes de l'archipel, la localisation et la taille des troupeaux ou encore le prix offert pour les peaux sur le marché, influencent fortement le niveau des captures annuelles. Celles-ci fluctuent donc parfois énormément d'une année à l'autre. Entre 2007 et 2012, les captures étaient généralement très inférieures au quota autorisé à l'exception de 2007, où elles ont atteint 92 % du quota, et de 2009. Il est à noter qu'en 2009 les glaces étaient en grande abondance le long des côtes de l'archipel. Pour des raisons de confidentialité, la valeur des ventes de phoques aux Îles-de-la-Madeleine en 2012, ainsi que les années antérieures ne sont pas disponibles.

Graphique 13. Nombre de phoques du Groenland capturés aux Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012

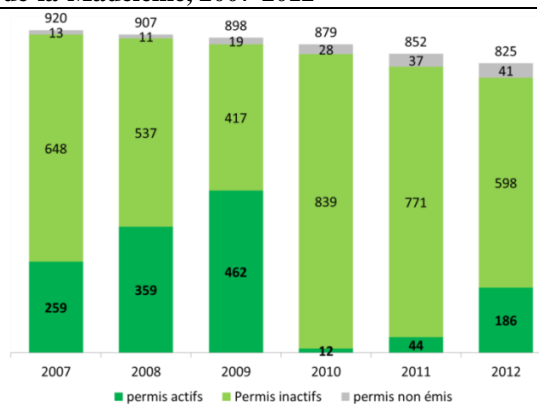


Source : DSP, MPO

Le nombre de bateaux utilisé pour la chasse au phoque varie également d'une année à l'autre, dépendamment de la météo, des conditions de glace et du nombre de chasseurs actifs. Entre 2007 et 2012, le nombre de bateaux utilisés a fluctué entre 1 et 47, pour une moyenne de 24 bateaux chaque année. En 2012, plus de la moitié des chasseurs ont chassé à pied et presque tous les autres ont chassé avec des bateaux de moins de 35 pieds. C'est un portrait de chasse différent des cinq années antérieures où au moins 90 % des chasseurs utilisaient des bateaux de plus de 35 pieds. D'autre part, en 2009, 62 % des chasseurs ont pu chasser à pied grâce aux conditions de glace.

En raison de l'instabilité et de la baisse des marchés dans la foulée des prix record payés pour les peaux de phoque au cours des dernières années, presque tous les permis disponibles sont délivrés chaque année (Graphique 14). La majorité de ces permis ne sont cependant pas utilisés. Leurs détenteurs les renouvellent chaque année pour demeurer admissibles en prévision de conditions de chasse et de prix favorables. À la demande de

Graphique 14. Nombre de permis disponibles, actifs et inactifs de chasseur professionnel de phoque du Groenland, Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012



Source : DSP, MPO

l'industrie, un gel sur la délivrance de permis de chasse commerciale a été appliqué en 2004 et a été reconduit jusqu'à ce que la professionnalisation des phoquiers, y compris l'obligation de formation et d'autorisation, soit établie. Des permis de chasse temporaires sont délivrés en fonction des besoins des équipages, mais la gamme des activités permises à ces aides-chasseurs temporaires est alors moins étendue et elle est subordonnée à l'assistance auprès d'un phoquier autorisé à pêcher à des fins commerciales. Ainsi, en 2012, 784 permis de chasse au phoque du Groenland et 46 permis d'aide-chasseur temporaire ont été émis aux Îles-de-la-Madeleine. De ce

nombre, 186 chasseurs professionnels et 15 aides-chasseurs temporaires ont été actifs, c'est-à-dire qu'ils ont participé à une activité de chasse. Les cinq années précédentes, le

taux d'utilisation des permis émis pour chasseur professionnel et aide-chasseur temporaire a varié entre 3 %, attribuable aux mauvaises conditions météo de 2010, et 47 % pour 2009 où les conditions étaient particulièrement favorables.

5.2. Mariculture

En 2012, l'industrie de la mariculture aux Îles-de-la-Madeleine était constituée de cinq entreprises et reposait sur la culture de la moule, du pétoncle et de la mye. Il est à noter qu'au cours des dernières années, certaines de ces entreprises ont débuté des productions expérimentales d'huîtres et de laminaires. La liste des entreprises maricoles actives en 2012 est présentée au Tableau 5. Ces entreprises utilisaient 11 sites d'exploitation en lagune et en mer, au large de Cap-aux-Meules. Elles employaient 42 personnes et ont produit 139 tonnes de produits maricoles pour une valeur approximative de 425 000 \$ (Tableau 6). Il s'agit d'une baisse de 30 % du volume et de 10% de la valeur de la production par rapport à la moyenne des cinq années précédentes. Depuis 2007, le nombre d'entreprises est resté cependant le même et le nombre d'emplois s'est maintenu entre 40 et 42 employés.

L'industrie maricole des Îles-de-la-Madeleine occupe une place importante dans l'industrie maricole du Québec. En 2012, la production des entreprises maricoles des Îles-de-la-Madeleine comptait pour 44 % du volume et 70 % de la valeur de la production maricole estimée de la province³⁰ (318 t; 609 000 \$). D'autre part, 35 % des emplois de l'industrie maricole du Québec (118) était fourni par les entreprises maricoles des Îles-de-la-Madeleine. Ces dernières représentaient 18 % des 28 entreprises maricoles actives au Québec.

Tableau 5. Entreprises maricoles aux Îles-de-la-Madeleine, 2012

Nom de l'entreprise	Principale espèce cultivée
Culti-mer Inc.	pétoncle
La moule du large Inc.	moule
Grande –Entrée Aquaculture Inc.	moule
Moules de culture des Îles Inc.	moule
Élevage de myes PGS Noel Inc.	mye

Source : MAPAQ

³⁰ Le volume et la valeur de la production maricole du Québec sont égaux au volume et à la valeur des ventes estimées par le MAPAQ, sous l'hypothèse que la totalité de la production est vendue.

Tableau 6. Entreprises, emplois, volume et valeur de la production de l'industrie maricole, Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012

Année	Nombre d'entreprises	Nombre d'emplois	Volume produit (tonnes)	Valeur estimée de la production (milliers de \$)
2007	5	40	262	490
2008	5	38	128	339
2009	5	38	216	509
2010	5	39	260	614
2011	5	40	137	412
2012	5	42	139	425

Source : MAPAQ

Au printemps 2012, les Îles-de-la-Madeleine ont été choisies pour l'établissement du premier Cadre de développement aquacole (CDA) du Québec, suite au Plan de développement sectoriel en aquaculture commerciale 2010-2013. Ce plan vise à positionner l'aquaculture commerciale comme composante importante du développement durable du Québec, tout en répondant aux attentes et aux préoccupations ayant été formulées par l'industrie. L'élaboration d'un CDA implique deux composantes principales : une composante marine et une composante terrestre. La première est une aire maricole qui sera délimitée en tenant compte des besoins de la mariculture, des usagers de la pêche, de la navigation commerciale ainsi que des caractéristiques environnementales du milieu. La seconde correspond à l'établissement d'un parc maricole incluant des espaces communs aux mariculteurs et/ou des services afférents aux quais. La mise en place d'un tel CDA devrait permettre le développement structuré et ordonné de la mariculture sur le territoire de l'archipel ainsi que favoriser la cohabitation harmonieuse de tous les utilisateurs du milieu côtier. De façon générale, les sites déjà octroyés (actifs et inactifs) dans les lagunes feraient partie du CDA. De plus, des espaces privilégiés pour l'accroissement de l'aquaculture seraient également ciblés au large de Cap-aux-Meules. L'endroit identifié possède des espaces propices au développement du secteur par ces caractéristiques biophysiques adéquates (températures, courants, salinité, etc.), une absence de glace pendant l'hiver qui permet un approvisionnement à l'année pour la transformation et mise en marché et un type de fond pouvant être utilisé pour l'installation des infrastructures maricoles. Les hypothèses de développement pour l'aire dans la Baie de Plaisance suggèrent que l'équivalent d'une douzaine de petites entreprises pourrait s'y installer avec une production de plus de 1 000 t pour une valeur au débarquement d'environ 1 500 000 \$, tout en contribuant à 57 emplois directs.

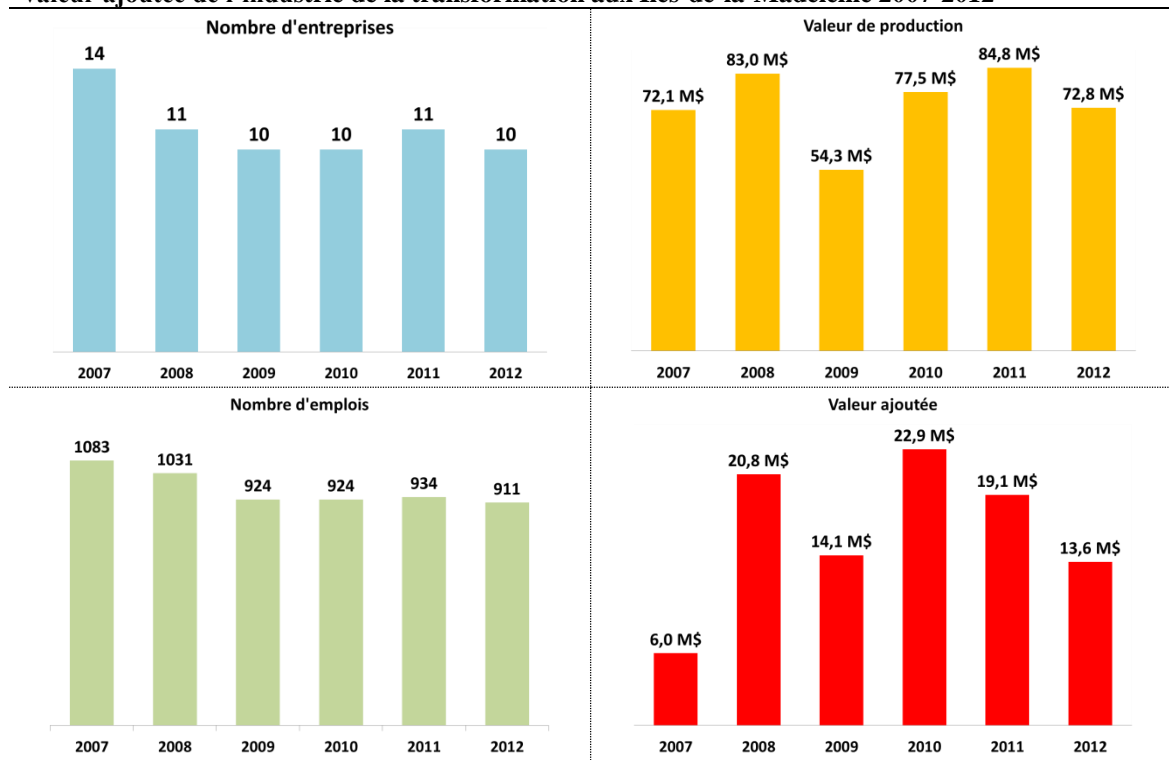
5.3. Transformation des poissons et fruits de mer

Aperçu

L'industrie de la transformation des ressources halieutiques aux Îles-de-la-Madeleine compte une dizaine d'entreprises (Graphique 15), soit environ 15 % des acheteurs et transformateurs de poissons et fruits de mer du Québec maritime. Elles s'approvisionnent

généralement en poissons et fruits de mer directement auprès des pêcheurs, pour ensuite les exporter ou les revendre sur le marché local. Ces entreprises effectuent le plus souvent une première transformation (congélation, salaison, cuisson, emballage, etc.) avant de vendre leurs produits. En 2012, les achats de poissons et fruits de mer de ces entreprises s'élevaient à 59,2 M\$, dont 34 % ont été effectués auprès d'usines situées à l'extérieur du Québec. La production se chiffrait à 72,8 M\$, soit plus de 19 % de la valeur totale de la production des secteurs maritimes du Québec (379,6 M\$). Ainsi, la valeur ajoutée du secteur de la transformation, équivalente à la différence entre la valeur de la production et la valeur des achats³¹, s'élevait à 13,6 M\$. La valeur de la production s'est donc maintenue (-2 %) mais la valeur ajoutée de la production a diminué de 18,2 % comparativement à la moyenne des cinq années précédentes, soit 2007 à 2011 (Graphique 15). Parallèlement, la valeur des achats des entreprises de transformation s'est maintenue (+2,5 %) en 2012 par rapport à la moyenne 2007-2011.

Graphique 15. Évolution du nombre d'entreprises, d'emplois, de la valeur de la production et de la valeur ajoutée de l'industrie de la transformation aux Îles-de-la-Madeleine 2007-2012



Source : Statistiques, MPO

À l'instar de la pêche commerciale, l'industrie de la transformation aux Îles-de-la-Madeleine est axée sur les crustacés, principalement le homard et le crabe des neiges

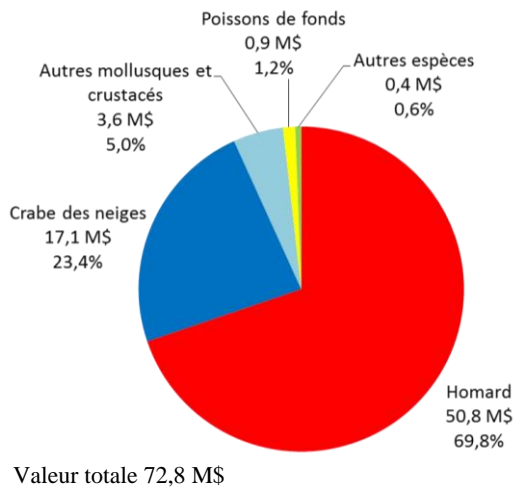
³¹ La valeur des achats comprend la valeur des achats faits auprès des pêcheurs ainsi que la valeur des achats entre les acheteurs et transformateurs.

(Graphique 16). En 2012, la valeur de la production de homard aux Îles-de-la-Madeleine s'élevait à près de 50,8 M\$ et comptait pour 70 % de la valeur de la production totale du secteur aux Îles. La production de homard par les entreprises des Îles-de-la-Madeleine représentait plus de 33 % de la production totale de homard au Québec maritime en 2012 et 13,4 % de la valeur totale de la production de l'industrie de la transformation de poissons et fruits de mer au Québec maritime. Le crabe des neiges arrivait au second rang avec 17,1 M\$, soit 23,4 % de la valeur de la production des Îles-de-la-Madeleine et 15,4 % de la valeur de la production totale de crabe des neiges au Québec maritime. Les mollusques et autres crustacés étaient au troisième rang avec 3,6 M\$ (5,0 %) dont près de la moitié de la valeur totale de leur production provenait de la transformation du crabe commun (1,7 M\$). Les poissons de fond et les autres espèces, essentiellement des poissons pélagiques (hareng, maquereau), occupaient le quatrième et cinquième rang avec des valeurs de production respectives de 0,9 M\$ (1,2 %) et 0,4 M\$ (0,6 %).

Effectifs et entreprises

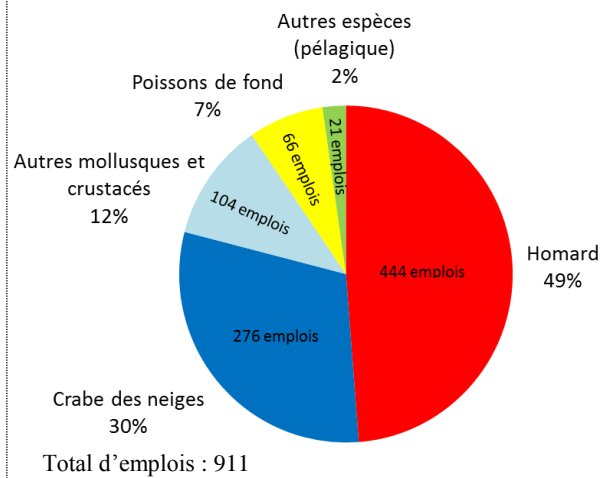
En 2012, il y avait environ 911 travailleurs dans les entreprises de transformation des ressources halieutiques des Îles-de-la-Madeleine sur les 4 305 que comptaient les entreprises de transformation au Québec maritime, soit plus de 21 % des travailleurs du secteur dans la province. On estime à 444 le nombre d'emplois de l'industrie de la transformation aux Îles-de-la-Madeleine attribuables à la transformation et à la vente de homard, 276 à celles du crabe des neiges, 104 aux mollusques et autres crustacés, 66 aux poissons de fond et 21 aux autres espèces (Graphique 17). Comparativement à la moyenne des cinq années antérieures, le nombre d'emplois liés à la transformation et à la

Graphique 16. Ventilation de la valeur de la production par espèce, 2012



Source : Statistiques MPO

Graphique 17. Ventilation des emplois par espèce transformée, 2012

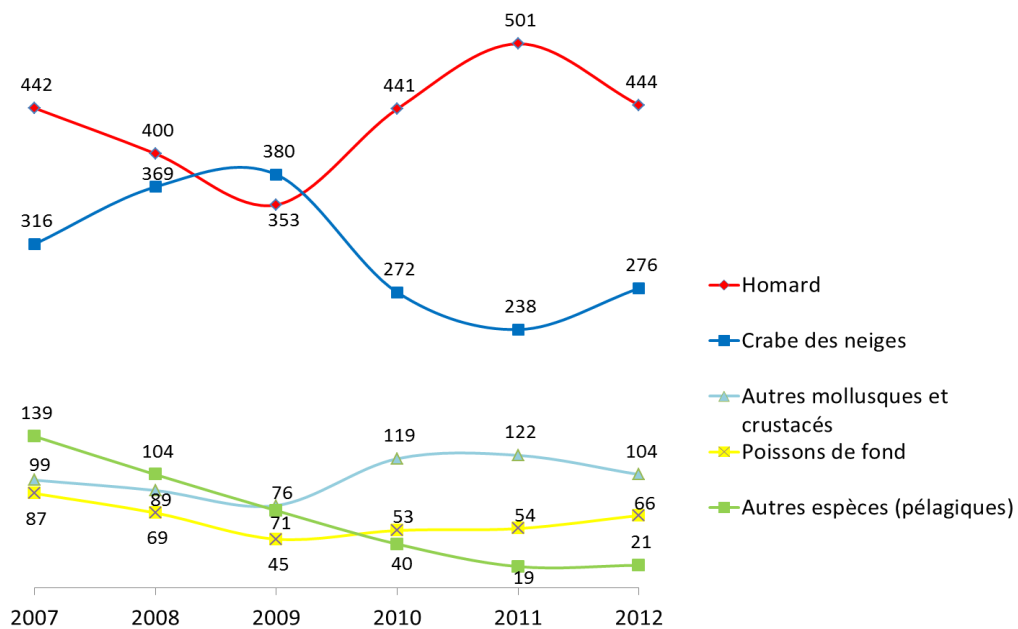


Source : Statistiques MPO

vente du homard dans les entreprises des Îles-de-la-Madeleine est relativement stable (+4 %), tandis que ceux liés à la transformation du crabe des neiges ont diminué de 13 %.

D'autre part, le nombre d'emplois liés à la transformation et la vente des autres mollusques et des poissons de fond s'est maintenu (respectivement +3 % et +8 %). Pour les autres espèces, en particulier les poissons pélagiques, le nombre d'emplois lié à leur vente ou leur transformation a fortement diminué par rapport à la moyenne des cinq années antérieures (-73 %). Le nombre d'emplois dédiés à la transformation des différentes espèces varie d'une année à l'autre en lien direct avec les volumes débarqués de ces espèces et des achats de matières premières effectués auprès d'autres usines de transformation du Québec et des provinces maritimes. L'évolution du nombre d'emplois par espèce dans les usines de transformation des Îles-de-la-Madeleine au cours de la période 2007-2011 est présentée au Graphique 18.

Graphique 18. Évolution des emplois par espèce transformée aux Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012



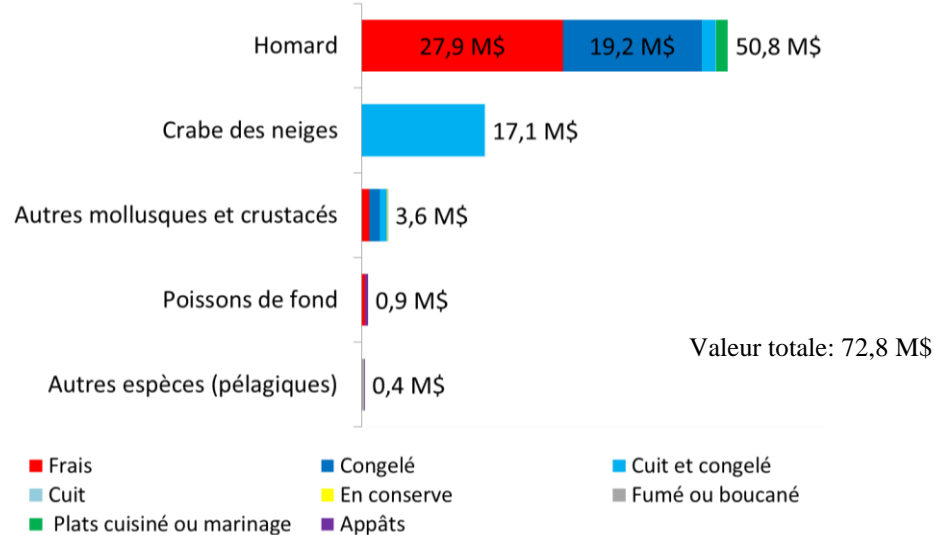
Source : Statistiques, MPO

Produits

Tel qu'illustré par le graphique 19, la plupart des produits marins qui sortent des usines des Îles-de-la-Madeleine sont vendus congelés (56 %) ou frais (40 %). Dans le cas du homard, 54 % de la valeur de la production est composée de homard frais et 38 % de homard congelé. La valeur de la production des plats cuisinés de homard est générée à 96 % par le homard transformé en tartinades et pâtés vendus en conserve. La balance (4 %) provient du homard transformé en tomali (pâte de homard) qui est vendue sous

forme congelée sur le marché. Le crabe des neiges est quant à lui entièrement transformé en produit cuit et congelé. Les autres mollusques et crustacés se retrouvent essentiellement sous forme de produit frais (29 % de la valeur de production) ou congelé cru ou cuit (67 % de la valeur de production). La moitié de la valeur de production des poissons de fond est constituée des poissons de fond transformés en appâts. L'autre moitié repose sur les produits frais de poissons de fond. Les produits des autres espèces sont presque exclusivement des produits fumés ou boucanés (87 % de la valeur de production), la balance étant transformée en appât (5 %) ou en produits frais et plats cuisinés.

Graphique 19. Valeur et composition de la production aux Îles-de-la-Madeleine, 2012



Source : Statistiques, MPO

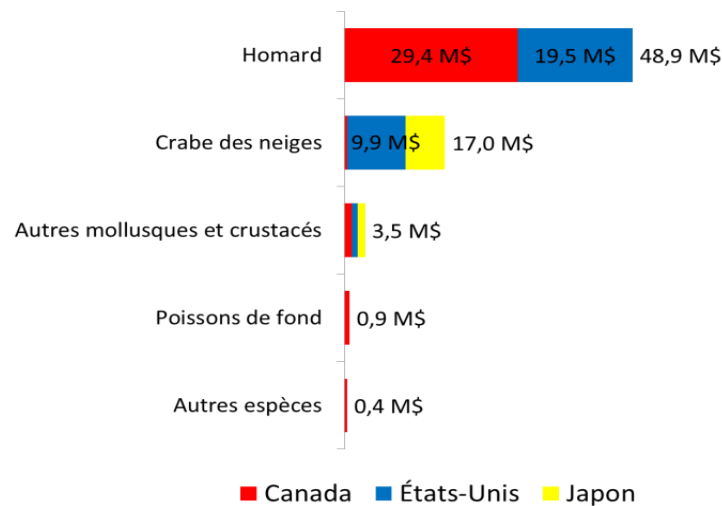
Commercialisation

La production des usines des Îles-de-la-Madeleine est vendue sur trois marchés, soit le Canada, les États-Unis et l'Asie. Des pays asiatiques, le Japon est le principal acheteur des produits des Îles-de-la-Madeleine et le seul pays importateur des produits des Îles-de-la-Madeleine en 2012. On note quelques ventes effectuées en Europe et au Mexique au cours la période 2007-2011, celles-ci sont toutefois épisodiques et marginales par rapport à la valeur globale des ventes sur cette période. En 2012, les ventes de ressources halieutiques transformées aux Îles-de-la-Madeleine s'élevaient à 70,7 M\$, ce qui est similaire à la moyenne 2007-2011 (71,8 M\$). La différence observée entre la valeur de la production et la valeur des ventes correspond à la valeur de l'inventaire dans les usines et des achats non commercialisables (3 % de la valeur).

En 2012, 60 % de la valeur des ventes des produits transformés de homard étaient réalisés sur le marché domestique (Graphique 20). La balance de la valeur totale de la vente des produits de homard était constituée de ventes aux États-Unis. Le crabe des neiges était

quant à lui principalement vendu aux États-Unis (58 % de la valeur totale des ventes de crabe des neiges) et au Japon (39 %). Une faible quantité était également vendue sur le marché canadien, incluant le marché québécois. Les mollusques et autres crustacés étaient vendus sur les trois marchés préalablement cités dont 37 % au Canada, 37 % au Japon et 26 % aux États-Unis. Finalement, les poissons de fond et les autres espèces étaient vendus presque essentiellement sur le marché domestique. Par rapport à la moyenne des cinq années antérieures, on remarque que la valeur des achats de homard faits par les États-Unis a augmenté de 4 %, tandis que les ventes de homard au Canada ont diminué de 14 %. La valeur totale des ventes de crabe des neiges a augmenté de 19 %. Les ventes de crabe des neiges faites sur le marché canadien ont diminué de 76 % tandis qu'aux États-Unis et au Japon, elles ont respectivement augmenté de 22 % (+1,8 M\$) et 55 % (+2,4 M\$). Pour les autres catégories d'espèces, leur part (7 %) dans la valeur des ventes et leur ventilation par pays de destination en 2012 étaient relativement similaire aux années antérieures. Il est à noter qu'une faible part de la valeur des ventes totale de ces catégories était réalisée aux États-Unis (poissons de fond, autres espèces), en Europe et au Mexique.

Graphique 20. Destination des ventes par espèce, 2012

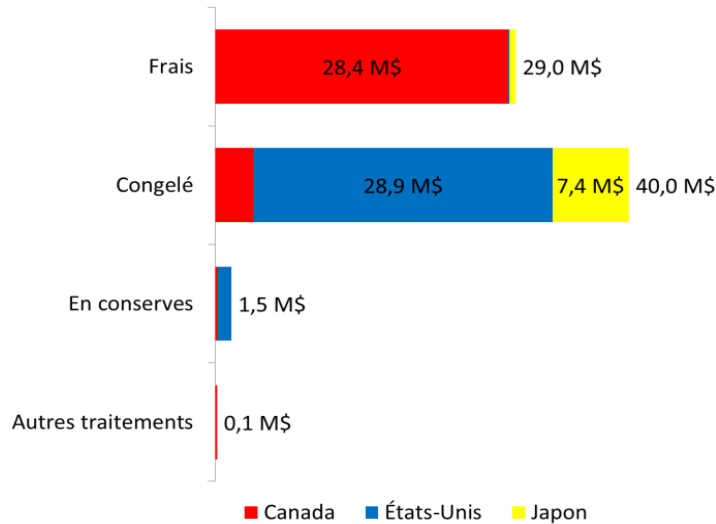


Source : Statistiques, MPO

En 2012, les produits congelés étaient vendus majoritairement aux États-Unis (72 % de la valeur des ventes de produits congelés). Les produits frais étaient quant à eux écoulés essentiellement sur le marché canadien où la valeur de leur vente représentait 98 % du total des ventes de produits marins frais provenant des Îles-de-la-Madeleine (Graphique 21). De plus, 84 % de la valeur des ventes des produits en conserve étaient réalisées aux États-Unis. La balance des produits en conserve ou présentant un autre type de conditionnement était vendue uniquement sur le marché domestique. Il est à noter que la part de la valeur des ventes de produit frais en Asie est passée d'en moyenne 4 % pour

la période 2007-2011 à 7 % en 2012. La Canada a également augmenté la part des produits frais dans la valeur de ses achats de produits marins en provenance des Îles-de-la-Madeleine, celle-ci est passée d'en moyenne 65 % à 87 %. Les États-Unis ont, quant à eux, principalement acheté des produits sous forme congelée auprès des usines des Îles-de-la-Madeleine conformément aux années précédentes et ont pour la première fois depuis 2007 acheté des produits en conserve.

Graphique 21. Ventilation des ventes par type de produit et destination, 2012



Source : Statistiques, MPO

5.4. Pêche récréative

Aperçu

La pêche récréative aux Îles-de-la-Madeleine comprend la cueillette de mollusques sur les plages à marée basse et la pêche aux poissons de fond et au maquereau en mer ou à partir d'un quai. Huit espèces, dont quatre de mollusques, sont visées par la pêche récréative aux Îles-de-la-Madeleine. Une estimation du volume récolté de ces espèces par les pêcheurs récréatifs aux Îles-de-la-Madeleine pour la période 2008-2012 est présentée au Tableau 7. Divers facteurs entrent en ligne de compte dans l'estimation de la capture de ces espèces chaque année, notamment les conditions météorologiques, le nombre de zones coquillères fermées et leur durée de fermeture, ainsi que le nombre de pêcheurs récréatifs actifs. Sur la période 2008-2012, ce sont en moyenne 87 tonnes de ressources qui ont été prélevées par les pêcheurs récréatifs dans l'archipel. Ceci inclut les pêcheurs récréatifs locaux et les touristes.

Tableau 7. Estimation des captures (Kg) par espèce de la pêche récréative aux Îles-de-la-Madeleine, 2008-2012

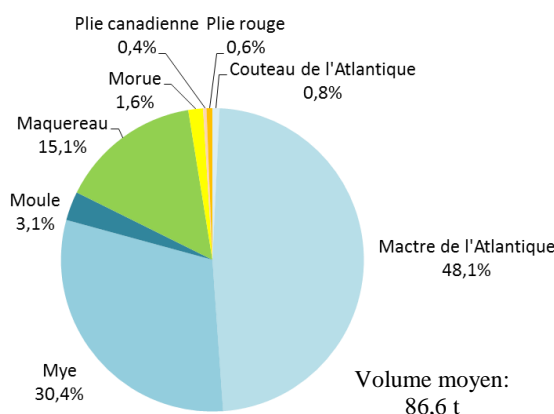
Catégorie	Espèces	2008	2009	2010	2011	2012
Mollusques	Couteau de l'Atlantique	249	680	902	1 009	454
	Mactre de l'Atlantique	54 539	49 896	34 020	34 000	35 902
	Moule	3 402	3 402	3 402	2 268	907
	Mye	22 544	29 484	27 216	25 000	27 216
Poissons de fond	Morue	1 021	1 814	1 361	1 361	1 228
	Plie canadienne	454	454	227	227	227
	Plie rouge	416	454	680	686	454
Poissons pélagiques	Maquereau	10 840	22 680	11 340	7 028	13 608
Total		93 464	108 863	79 147	71 579	79 996

Source MPO

Espèces visées

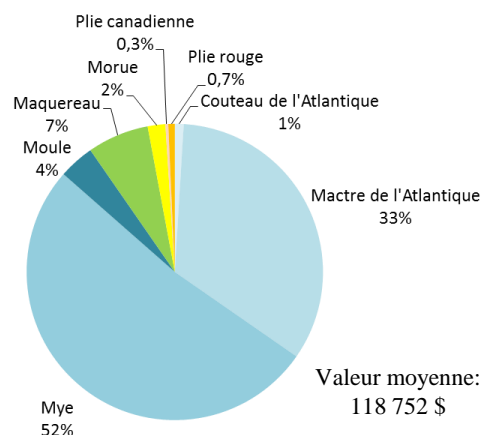
La mactre de l'Atlantique, la mye et le maquereau sont les espèces les plus convoitées par les pêcheurs récréatifs aux Îles-de-la-Madeleine avec en moyenne, respectivement, 48 %, 30 % et 15 % du volume total estimé des captures dans l'archipel (Graphique 22). La cueillette de mollusques est la principale activité de pêche récréative. Elle compte pour plus de 80 % du volume total des captures. Bien que les captures de la pêche récréative soient destinées à la consommation personnelle et ne peuvent être vendues, il est possible d'estimer leur valeur. Celle-ci est égale au prix que les pêcheurs auraient payé leurs captures sur le marché si la pêche récréative était interdite. Le Tableau 8 présente une estimation de ces valeurs. Ainsi sur la base des prix au débarquement en fonction des conditions de marché, la mye est l'espèce qui tient la plus grande part dans la valeur totale des captures des pêcheurs récréatifs avec en moyenne, 52 % de la valeur totale des captures (Graphique 23). La mactre de l'Atlantique (34 %), le maquereau (7 %), puis la

Graphique 22. Ventilation par espèce du volume estimé des captures de la pêche récréative aux Îles-de-la-Madeleine, moyenne 2008-2012



Source MPO

Graphique 23. Ventilation par espèce de la valeur estimée des captures de la pêche récréative aux Îles-de-la-Madeleine, moyenne 2008-2012



Source MPO

moule (4 %) viennent ensuite. Les captures des autres espèces telles que l'anguille ont une valeur relativement marginale.

Tableau 8. Estimation de la valeur des captures de la pêche récréative aux Îles-de-la-Madeleine, 2008-2012

Catégorie	Espèces	2008	2009	2010	2011	2012
Mollusques	Couteau de l'Atlantique	549 \$	1 284 \$	1 532 \$	1 635 \$	763 \$
	Mactre de l'Atlantique	58 850 \$	52 774 \$	28 140 \$	28 588 \$	31 648 \$
	Moule	- \$	- \$	11 907 \$	7 938 \$ ³²	3 175 \$
	Mye	35 071 \$	45 756 \$	46 337 \$	87 500 \$	93 018 \$
Poissons de fond	Morue	1 572 \$	2 702 \$	2 506 \$	2 422 \$	2 216 \$
	Plie canadienne	310 \$	313 \$	363 \$	404 \$	447 \$
	Plie rouge	521 \$	606 \$	954 \$	1 251 \$	860 \$
Poissons pélagiques	Maquereau	5 538 \$	11 198 \$	7 050 \$	6 533 \$	9 530 \$
Total		102 411 \$	114 633 \$	98 789 \$	136 271 \$	141 657 \$

Source MPO

Effectifs

Le nombre de pêcheurs récréatifs aux Îles-de-la-Madeleine avoisinait annuellement, en moyenne, 6 300 résidents et touristes sur la période 2008-2012 (Tableau 9). Il est à noter que le nombre de pêcheurs récréatifs par espèce pour les années 2008 à 2011 a été déduit à partir des quantités moyennes estimées de chaque espèce capturée par les pêcheurs en 2012 et de l'estimation des captures pour les années 2008 à 2011³⁴. Les résultats sont présentés au tableau 12. La mye est de loin l'espèce qui compte le plus de pêcheurs récréatifs. Ce sont, en moyenne, chaque année, plus des trois quarts des pêcheurs

Tableau 9. Estimation du nombre de pêcheurs récréatifs par espèce, Îles-de-la-Madeleine, 2008-2012

Catégorie	Espèce	2008	2009	2010	2011	2012
Mollusques	Couteau de l'Atlantique	50	136	180	202	91
	Mactre de l'Atlantique	1 091	998	680	680	718
	Moule	170	170	170	113	45
	Mye	4 509	5 897	5 443	5 000	5 443
Poissons de fond	Morue	340	605	454	454	409
	Plie canadienne	227	227	113	114	114
	Plie rouge	208	227	340	343	227
Poissons pélagiques	Maquereau	1 084	2 268	1 134	703	1 361
Nombre total de pêcheurs récréatifs ³³		5 662	7 763	6 279	5 610	6 200

Source: MPO

³² Estimation de la valeur faite à partir du prix du marché.

³³ Le nombre total des pêcheurs récréatifs est inférieur à la somme de pêcheurs récréatifs par espèce car les pêcheurs récréatifs capturent souvent plus d'une espèce

³⁴ L'estimation du nombre global de pêcheurs récréatifs aux Îles-de-la-Madeleine en 2012 réalisée par les agents des pêches de l'archipel a servi de base à l'estimation du nombre global de pêcheurs récréatifs pour les années antérieures.

récréatifs qui s'adonnent à la cueillette de mye. La pêche au maquereau est la deuxième activité la plus pratiquée par les pêcheurs récréatifs dans l'archipel devant la cueillette de la mactre de l'Atlantique et la pêche à la morue.

Entreprises

Quatre entreprises³⁵ des Îles-de-la-Madeleine ont développé des activités récréotouristiques basées sur la pêche récréative. Deux proposent des sorties de pêche au maquereau, l'autre offre trois activités basées sur la pêche et sa tradition aux Îles-de-la-Madeleine. Une activité porte sur la pêche au homard incluant la levée d'un casier, une activité de pêche aux coques (myes) et l'autre consiste en l'interprétation de la culture du pétoncle dans la lagune, l'observation et la description des techniques d'entretien des filières, en association avec l'entreprise locale de pectiniculture. La dernière, basée à Grande-Entrée, est en opération depuis 1993 et offre des sorties de pêche sportive au requin. Il est à noter que son permis de pêche exploratoire dirigée au requin lui n'a pas été reconduit par le MPO en août 2013 pour des raisons de préservation de la ressource. Cette entreprise est toutefois autorisée à offrir des sorties de pêche au requin avec capture et remise à l'eau immédiate. D'autre part, il faut mentionner que certains pêcheurs récréatifs font directement affaire avec des capitaines-proprétaires d'embarcation afin d'embarquer sur leur bateau pour des parties de pêches au maquereau ou aux poissons de fond.

Chasse au phoque pour usage personnel

La chasse au phoque fait partie de la culture et des traditions des Îles-de-la-Madeleine. Depuis 1995, suite à un changement d'orientation dans la Politique d'émission des permis pour la pêche commerciale dans l'est du Canada, les habitants des localités adjacentes aux zones de chasse de Terre-Neuve-et-Labrador et du Québec peuvent chasser des phoques pour leur consommation personnelle. Aussi, certains madelinots chassent le phoque du Groenland pour leur usage personnel, ce qui peut être apparenté à de la pêche (chasse) sportive. Entre 2007 et 2010, le nombre de permis de chasse au phoque pour usage personnel était limité à cinq, en raison du gel de l'émission des permis aux fins de professionnalisation des chasseurs de phoques en vigueur depuis 2004. Ces cinq permis étaient émis chaque année, à l'exception de 2010 où seuls trois chasseurs ont demandé une émission de permis. En mars 2010, il y a eu un dégel du nombre de permis pour usage personnel. Ainsi en 2011, 36 permis pour usage personnel ont été émis sur les 38 disponibles. L'année suivante ce sont 160 permis pour usage personnel qui ont été émis sur les 162 disponibles. Le nombre de phoques pouvant être capturés est limité à 6 par permis pour usage personnel. Bien que presque tous les permis disponibles soient émis chaque année, peu de chasseurs en font l'usage. La météo, l'abondance des glaces et

³⁵ Ces quatre entreprises sont Le pluvier aventurier, excursion en mer inc., les trésors de la lagune et la pourvoirie Mako.

la répartition des populations de phoque sur l'archipel influencent la capacité des chasseurs à réaliser des captures, d'autant que ceux qui chassent pour usage personnel le font le plus souvent à pied. Aussi, entre 2007 et 2012, on dénombre des captures pour usage personnel seulement en 2009 et 2012 pour un total de 157 phoques et de 44 chasseurs actifs. Depuis 2013, une entreprise basée aux Îles-de-la-Madeleine propose un forfait de chasse sportive au phoque gris pour les non-résidents.

5.5. Services gouvernementaux

Quatre organismes, deux d'ordre fédéral et deux d'ordre provincial, ayant un mandat directement lié au secteur des pêches et de la mariculture par la gestion, la conservation, la protection et la recherche visant les ressources maritimes, ont des bureaux et du personnel basés aux Îles-de-la-Madeleine. Les organismes fédéraux sont le MPO et l'Agence Canadienne d'Inspection des Aliments (ACIA). Les organismes d'ordre provincial sont le MAPAQ et Merinov, organisme à but non lucratif qui a pour mandat la gestion administrative et opérationnelle du centre collégial de transfert technologique du Cégep de la Gaspésie et des Îles.

Pêches et Océans Canada

Le MPO a le rôle principal lorsqu'il s'agit de gérer la pêche et de protéger les étendues d'eau du Canada. Ses efforts visent l'atteinte d'objectifs stratégiques qui sont la prospérité économique des secteurs maritimes et des pêches, des écosystèmes aquatiques durables et des eaux sécuritaires et sécurisées. Les activités de ce ministère sont régies par trois principales lois qui supportent les pêches et la mariculture, soit la *Loi sur les pêches*, la *Loi sur les océans*, et la *Loi sur les espèces en péril*.

À l'échelle nationale, le MPO comptait, en 2012, 10 847 emplois équivalents temps-plein et dépensait 1 028,5 M\$ en salaire et 759,6 M\$. Le bureau de secteur des Îles-de-la-Madeleine comptait 20,2 emplois équivalent temps plein et dépensait 1 966 080 \$ en salaire et 451 700 \$ en fonctionnement. À ces dépenses de fonctionnement général pour l'ensemble des opérations et interventions du secteur, il faut ajouter 1 258 623 \$ de dépenses effectuées par le programme de Ports pour petits bateaux à des fins d'entretien général et de dragage des infrastructures portuaires aux Îles-de-la-Madeleine. De plus, le programme Ports pour petits bateaux a effectué des investissements en capital majeur aux Îles au cours des 12 dernières années (de 2001/2002 à 2012/2013). Ceux-ci totalisent 34,4 M\$ pour une moyenne annuelle de 2,9 M\$. Il est cependant difficile de prévoir ce que seront les dépenses du programme dans ce secteur au cours des prochaines années, celles-ci dépendront de la gestion du cycle de vie des actifs qui aura cours.

Agence Canadienne d'Inspection des Aliments

L'ACIA conçoit des normes pour les produits et les procédés relatifs au poisson et aux produits de la mer et vérifie la conformité à celles-ci. Ces normes permettent d'obtenir une qualité, une innocuité et une identité acceptables pour le poisson et les produits de la mer transformés dans les établissements agréés par le gouvernement fédéral ou importés au Canada. L'ACIA a la responsabilité d'agréer et d'inspecter les établissements de transformation. Un établissement de transformation doit implanter un « Programme de gestion de la qualité » (PGQ) pour se conformer aux normes. D'autre part, le « Permis d'exploitation d'un établissement de préparation de produits marins » délivré par le MAPAQ ne permet pas de faire l'exportation des produits à l'extérieur du Québec. Une législation fédérale contrôle l'exportation du poisson destiné à la consommation hors du Québec. C'est l'ACIA qui certifie les produits destinés à l'exportation. L'ACIA assume aussi un rôle directeur dans l'administration du Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques et est responsable du contrôle de la manutention, de l'entreposage, du transport, de la transformation et de l'étiquetage des mollusques y compris les importations (Loi sur l'inspection du poisson et règlements d'application); du programme de contrôle des biotoxines marines (Loi sur les pêches et règlements d'application); et fait la liaison avec les gouvernements étrangers sur les questions relatives à la salubrité des mollusques. L'Agence canadienne d'inspection des aliments maintient notamment un programme de surveillance des biotoxines dans les secteurs coquilliers, pour appuyer les activités du MPO et ses propres activités. L'ACIA est donc en lien avec le secteur des pêches et de la mariculture au niveau de l'industrie de la transformation des produits marins mais également de la pêche récréative aux mollusques.

Au Canada, l'ACIA employait en 2012 environ 6 446 équivalent temps-plein et dépensait 607,1 M\$ en salaire et 228,8 M\$ en fonctionnement. Pour son programme de salubrité des aliments et plus précisément son sous-programme de salubrité des poissons et produits marins, l'ACIA a dépensé 45,8 M\$ et employés 415 équivalents temps plein à travers le Canada. Pour les Îles-de-la-Madeleine, l'ACIA a dépensé, en 2012, 220 000 \$ en salaire et 33 500 \$ en fonctionnement. Elle employait trois personnes équivalents temps plein.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

Le MAPAQ et plus précisément son sous-ministériat aux pêches a le mandat de travailler au positionnement général de l'industrie des pêches et de l'aquaculture dans les régions maritimes et les eaux intérieures, d'accroître la capacité d'adaptation continue de l'industrie et d'assurer l'adéquation de l'offre et de la demande de produits aquatiques commerciaux. Accroître la biomasse aquatique disponible, améliorer la compétitivité des entreprises, et contribuer à créer un environnement favorable au développement du secteur sont les trois grandes orientations qui guident ses interventions. Le sous-

ministériat est composé de la direction des analyses et des politiques et de la direction de l'aquaculture et du développement durable et compte quatre directions régionales dont la direction régionale des Îles-de-la-Madeleine.

Le MAPAQ comptait, en 2012, 1760 employés et a dépensé 174,3 M\$ en salaire et fonctionnement³⁶. Pour le volet pêche et aquaculture du mandat relevant de ses responsabilités, le bureau des Îles-de-la-Madeleine employait 8 personnes à temps plein et a dépensé 610 000 \$ en salaire et 175 000 \$ en fonctionnement.

Merinov

Créé en juin 2010, Merinov, le Centre d'innovation de l'aquaculture et des pêches du Québec, a pour mission de contribuer, par la recherche et le développement, le transfert et les activités techniques à l'innovation, à la compétitivité et au développement durable de l'industrie québécoise de la pêche, de l'aquaculture et de la valorisation de la biomasse marine, tout en favorisant le développement de l'expertise de ces secteurs. Cet organisme à but non lucratif a été fondé par l'UQAR, le MAPAQ et le Cégep de la Gaspésie et des Îles. Le Cégep de la Gaspésie et des Îles lui a confié la gestion administrative et opérationnelle de son accréditation de Centre collégial de transfert technologique et de ses activités de recherche, de transfert technologique, d'aide technique, de veille et de diffusion.

Merinov compte quatre bureaux au Québec situés respectivement à Gaspé, Grande-Rivière, Sept-Îles et aux Îles-de-la-Madeleine. En 2012, l'organisme employait 89 personnes. Il était financé à 82 % par ses membres fondateurs et plus particulièrement le MAPAQ qui assurait à lui seul 74 % de son financement annuel. Ses dépenses en salaires s'élevaient à 5 253 887 \$ et ses dépenses en fonctionnement étaient de 3 132 171 \$³⁷. Le bureau des Îles-de-la-Madeleine comptait 14,85 emplois équivalent temps plein, soit environ 17 % des emplois de l'organisme. Ses dépenses s'élevaient à 890 400 \$ en salaire et 351 500 \$ en fonctionnement, soit respectivement 17 % et 11 % des dépenses de l'organisme en salaire et fonctionnement.

³⁶ Source : MAPAQ. 2013. Rapport annuel de gestion 2012-2013.
<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/RapportAnnuel2013.pdf>

³⁷ Source : Merinov. 2013. Rapport annuel de gestion 2012-2013.
<http://www.merinov.ca/fr/publication/documents-corporatifs>

6. Retombées économiques du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine

Les données présentées à la section précédente démontrent l'importance de la contribution du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine à l'économie de l'archipel et à l'économie de la province. À elle seule, l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine comptait pour 25 % de la valeur des débarquements des pêches commerciales du Québec maritime en 2012, pour 70 % de la valeur de la production maricole et pour 19 % de la valeur de la production des usines de transformation de poissons et de fruits de mer. La production combinée de ces trois industries représentait un chiffre d'affaire de plus de 113 M\$ en 2012. À ce montant, s'ajoutent 6 M\$ de dépenses des services gouvernementaux des Îles-de-la-Madeleine ayant un mandat lié directement aux activités d'exploitation et de production de ressources halieutiques.

La présente section vise à estimer les retombées économiques globales générées par cette contribution économique de 119 M\$ du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine. Les retombées économiques globales prennent en compte les retombées directes, indirectes et induites. Cette étude s'appuie sur deux outils méthodologiques pour estimer les retombées économiques globales du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine. Les retombées économiques directes et indirectes sont estimées à l'aide du modèle intersectoriel du Québec (MISQ) de l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ), tandis que les retombées induites sont calculées à partir des multiplicateurs d'entrées-sorties provinciaux de Statistique Canada.

Dans un premier temps, ce chapitre passe en revue une sélection d'études publiées par des organismes gouvernementaux canadiens et américains, estimant les retombées économiques du secteur maritime dans différentes régions nord-américaines. La deuxième partie de ce chapitre présente en détail l'approche méthodologique utilisée. Finalement, ce chapitre conclut par une série de résultats sur l'estimation des retombées économiques du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine pour l'année 2012.

6.1. Revue d'études de retombées économiques

Plusieurs auteurs d'études économiques, autant au Canada qu'aux États-Unis, ont cherché à quantifier la contribution économique du secteur des pêches et de la mariculture à l'économie d'un pays ou d'une province. Il existe donc un bon nombre d'études dans la littérature sur le sujet utilisant diverses approches méthodologiques. Une approche méthodologique qui a été largement retenue par les organismes gouvernementaux est l'étude de retombées économiques basée sur une analyse d'entrées-sorties. Cette section

du rapport vise à présenter de récentes études, utilisant les modèles d'entrées-sorties et touchant au secteur des pêches. Il ne s'agit pas d'une revue exhaustive de la littérature mais plutôt d'une sélection d'études qui ont été réalisées dans des contextes et selon des objectifs similaires à ceux de la présente étude.

Études canadiennes

Le ministère des Pêches et Océans Canada a publié en 2009 une étude visant à estimer l'impact économique des activités maritimes au Canada. Cette étude évalue, à partir des multiplicateurs du modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada, les retombées économiques de six secteurs privés et de cinq organisations du secteur public qui sont reliés au domaine maritime. Les principaux résultats de cette étude touchant au secteur des pêches et de la mariculture sont présentés au Tableau 10. Ces résultats démontrent que la contribution au produit intérieur brut (PIB) canadien des industries des pêches, de la mariculture et de la transformation des poissons et fruits de mer s'élevait à près de 3,9 milliards \$ en 2006, dont 2,9 milliards \$ (75 %) étaient générés par le Canada atlantique.

Une étude similaire portant sur l'impact économique des activités maritimes dans les vastes zones de gestion des océans du Canada a également été publiée par le ministère des Pêches et Océans Canada en 2009. Cette publication met en évidence l'importance économique des industries des pêches, de la mariculture et de la transformation des poissons et fruits de mer du golfe du Saint-Laurent avec une contribution au PIB canadien de 784 M\$ en 2006 (Tableau 10).

Tableau 10. Principaux résultats d'études d'impacts économiques des activités maritimes au Canada.

Territoire	Année de référence	Contribution au PIB canadien (M\$)			
		Pêche	Mariculture	Transformation des poissons et fruits de mer	Total
<i>Étude : Impact économique des activités maritimes au Canada³⁸</i>					
Canada	2006	1 453	635	1 796	3 884
Canada atlantique		1 192	308	1 415	2 915
Côte du Pacifique		261	326	382	969
<i>Étude : Impact économique des activités maritimes dans les vastes zones de gestion des océans³⁹</i>					
Baie de Plaisance/Grand Bancs	2006	204	24	297	526
Est du Plateau néo-écossais		72	2	63	137
Golfe Saint-Laurent		346	28	410	784
Côte nord du Pacifique		175	65	256	496

À l'échelle provinciale, plusieurs études évaluant l'impact économique du secteur océanique ont été produites pour le compte des gouvernements provinciaux et fédéraux. Le Tableau 11 présente les principaux résultats des plus récentes études publiées au niveau provincial. Chacune de ces études d'impact économique a été développée à partir

³⁸ Source : Gardner Pinfold 2009

³⁹ Source : Gardner Pinfold 2009(2)

des multiplicateurs provinciaux d'entrées-sorties de Statistique Canada. Les résultats des études provinciales ne sont pas directement comparables puisqu'ils ne sont pas basés sur les mêmes années de référence. Cependant, ils permettent de refléter l'importance des industries des pêches commerciales, de la mariculture et de la transformation pour les principales régions côtières du Canada.

Tableau 11. Principaux résultats d'études d'impact économique du secteur océanique des provinces canadiennes

Territoire	Année de référence	Contribution au PIB provincial (M\$)		
		Pêche	Mariculture	Transformation des poissons et fruits de mer
Québec ⁴⁰	1998	108	nd	137
Nouveau-Brunswick ⁴¹	2008	155	115	225
Île-du-Prince-Édouard ⁴²	2007 à 2009*	59	13	175
Nouvelle-Écosse ⁴³	2006	536	33	577
Terre-Neuve-et-Labrador ⁴⁴	2004	412		503
Colombie Britannique ⁴⁵	2005	1 300		

*Cette étude est basée sur les données correspondant à la moyenne des trois années 2007, 2008, et 2009.

Études américaines

Aux États-Unis, le gouvernement fédéral, par le biais du *National Oceanic and Atmospheric Administration* (NOAA) a développé un modèle d'entrées-sorties spécifiquement pour le secteur des poissons et fruits de mer. Ce modèle permet d'estimer les impacts économiques des produits de la mer au fur et à mesure qu'ils se déplacent dans la chaîne d'approvisionnement en passant de l'extraction de la ressource, à l'usine de transformation, au distributeur et finalement à l'épicier et au restaurant. Les estimations du modèle sont produites au niveau des états, ainsi qu'à l'échelle nationale⁴⁶.

Tableau 12. Principaux résultats d'impact économique de l'étude «Fisheries Economics of the United States 2011 »

États	Valeur ajoutée au PIB (M\$)	États	Valeur ajoutée en PIB/habitant
États-Unis	55 321	États-Unis	179
Californie	7 168	Alaska	3510
Floride	4 778	Maine	625
Washington	3 297	Washington	490
Massachusetts	3 090	Massachusetts	472
Alaska	2 493	Rode Island	377

Source: National Marine Fisheries Service. 2012. Fisheries Economics of the United States, 2011

⁴⁰ Source : Michaud et al. 2002

⁴¹ Source : Gardner Pinfold 2010

⁴² Source : Canmac Economics Ltd 2002

⁴³ Source : Gardner Pinfold 2009(3)

⁴⁴ Source : Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador 2005

⁴⁵ Source : GSGislason & Associates Ltd 2007

⁴⁶ Source: National Marine Fisheries Service. 2012. Fisheries Economics of the United States, 2011

Les plus récentes estimations d'impact économique réalisées par le modèle d'entrées-sorties de NOAA portent sur l'année 2011 et elles se retrouvent dans la publication gouvernementale « *Fisheries Economics of the United States 2011* ». Les principaux résultats de cette étude sont présentés au Tableau 12. Pour l'ensemble du pays, la valeur ajoutée au PIB par le secteur des poissons et fruits de mer en 2011 est estimée à plus de 55 milliards de dollars. La Californie et la Floride sont les états américains pour lesquels l'impact économique de ce secteur est le plus important avec respectivement 7,2 et 4,8 milliards de dollars de valeur ajoutée au PIB de l'état. Au niveau du PIB par habitant, l'Alaska se classe au premier rang avec 3 510 \$ par habitant suivi par l'état du Maine et l'état de Washington.⁴⁷

6.2. Méthodologie

Les retombées économiques directes, indirectes et induites du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine sont estimées sur la base des niveaux d'activité de l'année 2012. Cette année de référence est la plus récente pour laquelle des séries de données complètes sont disponibles. Le calcul des retombées économiques est exécuté à partir des données sur le secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine présentées à la section 5 de ce rapport.

Cette étude s'appuie sur deux outils méthodologiques pour estimer les retombées économiques globales du secteur des pêches et de la mariculture. Les retombées économiques directes et indirectes sont évaluées à l'aide du modèle intersectoriel du Québec (MISQ) de l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ), tandis que les retombées induites sont calculées à partir des multiplicateurs d'entrées-sorties provinciaux de Statistique Canada. La théorie, le fonctionnement, ainsi que la nature des résultats produits par ces deux modèles sont expliqués en détail dans cette section.

Tableaux entrées-sorties

Le modèle intersectoriel et les multiplicateurs d'entrées-sorties sont construits à partir des tableaux d'entrée-sorties de l'économie québécoise de 2009 produits par Statistique Canada. Ces tableaux, sous forme de matrice, représentent la quantité de biens et de services que chaque secteur d'activité de l'économie québécoise vend et achète à chacun des autres secteurs d'activités de la province au cours d'une année.⁴⁸ Les tableaux entrées-sorties de 2009 sont les plus récents publiés par Statistiques Canada. Il est jugé réaliste de supposer que la structure de l'économie québécoise de 2009 peut s'appliquer à celle de 2012 qui est l'année de référence pour la présente étude.

⁴⁷ Population de 2010 par états obtenue : <http://quickfacts.census.gov/qfd/index.html>

⁴⁸ Pour une représentation graphique des tableaux d'entrées-sorties se référer à : Institut de la Statistique du Québec, « Le modèle intersectoriel du Québec, Fonctionnement et application », Édition 2013, Juillet 2013

Fonctionnement des modèles

Le modèle intersectoriel, tout comme les multiplicateurs entrées-sorties, sont des modèles qui fonctionnent par simulations. Ces modèles simulent les retombées économiques engendrées pour le Québec suite à une dépense ou à une injection d'argent dans l'économie de la province. Les résultats produits par les simulations de retombées économiques sont essentiellement dictés par le comportement de la demande. Selon cette hypothèse, toutes dépenses d'un agent économique constituent un revenu pour un autre agent économique qui, à son tour, fait des dépenses qui se manifestent par une augmentation équivalente de revenus chez d'autres agents économiques. Ce processus de propagation de la demande se poursuit ainsi pour plusieurs rondes de dépenses successives. Néanmoins, cette chaîne de transactions ne se continue pas indéfiniment puisque le montant d'argent injecté initialement, qui est à l'origine de cette chaîne de transactions, s'amenuise à chaque ronde de dépenses en raison de l'importation et de l'épargne des ménages. En effet, dans ces modèles, l'importation et l'épargne sont considérées comme des fuites du système qui ne sont pas captées par le processus de production québécoise.

Types de retombées économiques

Les résultats des simulations produites par ces deux modèles permettent de classer les retombées économiques selon trois catégories; les retombées directes, indirectes et induites. Les retombées directes et indirectes sont simulées à l'aide du modèle intersectoriel du Québec, tandis que les retombées induites sont estimées à partir des multiplicateurs provinciaux entrées-sorties.

Les retombées directes d'une dépense sont celles ressenties directement dans l'industrie qui effectue la dépense. Dans le cas de cette étude, les retombées directes sont perçues par le secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine. Les retombées indirectes sont engendrées par les achats de biens et services effectués par le secteur des pêches et de la mariculture auprès de leurs premiers fournisseurs, par exemple pour l'achat de carburant ou d'engins de pêches, ainsi que par les achats effectués par les premiers fournisseurs auprès de fournisseurs subséquents. Les retombées induites sont générées lorsque les employés du secteur des pêches et de la mariculture et les employés des fournisseurs, dépensent les salaires qui leur ont été versés pour l'achat de différents biens et services (vêtements, nourriture, divertissement etc.).

Indicateurs économiques du modèle intersectoriel du Québec

Le modèle intersectoriel du Québec évalue les retombées économiques directes et indirectes selon plusieurs indicateurs dont les deux principaux sont l'emploi et la contribution au PIB du Québec (la valeur ajoutée). Le modèle calcul aussi les différentes taxes perçues par les deux paliers de gouvernements, les subventions versées aux

entreprises, ainsi que les fuites du système qui ne sont pas captées dans le processus de production québécoise. L'encadré suivant fournit les définitions de ces indicateurs estimés par le modèle intersectoriel du Québec.

- **Emploi :** regroupe les emplois salariés et les travailleurs autonomes. Les travailleurs autonomes sont les entrepreneurs constitués en entreprises individuelles tels qu'un avocat à son compte ou un patron pêcheur (pêcheur propriétaire). Les estimations du nombre d'emplois sont calculées en emploi équivalent temps plein (ETP) défini comme le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné.

- **Valeur ajoutée (PIB) :** formée de trois composantes dont la somme correspond à la valeur ajoutée au prix de base.

Salaires et traitements avant impôts: rémunération brute des salariés avant toute déduction (impôts, assurance-emploi, etc.).

Revenus nets des entreprises individuelles: gains des propriétaires individuels au titre de leur propre entreprise incluant les gains des membres de professions autonomes, le revenu net de loyers des propriétaires de biens immobiliers et le revenu net des exploitants agricoles.

Autres revenus brutes avant impôts: rémunération du capital (amortissement, épuisement et dépréciation du matériel et des bâtiments), intérêts divers ainsi que les autres frais (ex : charges patronales et avantages sociaux payés par l'employeur)

- **Taxes indirectes :** paiements versés aux gouvernements sous forme de taxes incluant la taxe de vente du Québec (TVQ), la taxe de vente fédérale (TPS), les droits d'accise fédéraux et les taxes spécifiques québécoises telles que la taxe sur l'hébergement et la taxe sur le tabac, ainsi que les impôts fonciers et les taxes sur le capital.

- **Fuites :** dépenses qui ne génèrent pas d'activité économique pour la province durant la période de référence.

Importations: sommes versées en contrepartie des achats de biens et de services provenant de l'étranger, incluant les importations internationales et les importations provenant des autres provinces canadiennes.

Autres productions: diminution ou retrait des stocks. Ces dépenses sont considérées comme des fuites puisqu'elles ne font pas partie de la production de la période de référence.

- **Subventions :** montants versés aux entreprises par les gouvernements qui comprennent les subventions sur les produits, payables par unité de bien ou service et les subventions à la production, allouées par exemple, pour la création d'emplois ou la formation.

Source : Institut de la Statistique du Québec 2013

De plus, le modèle intersectoriel permet d'estimer les retombées économiques d'une dépense sur les revenus fiscaux des gouvernements du Québec et du Canada. Le modèle calcule les revenus fiscaux dégagés pour les deux paliers de gouvernement à partir des salaires et traitements versés aux salariées. Les impôts sur les profits des corporations ou les impôts fonciers ne sont pris en compte dans ces calculs. Le modèle produit également des estimations sur les montants versés par les salariés et les employeurs aux différents fonds de sécurité sociale tels que la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), la Régie des rentes du Québec (RRQ) et l'assurance emploi (AE).

Indicateurs économiques des multiplicateurs provinciaux entrées-sorties

Les multiplicateurs d'entrées-sorties peuvent être utilisés pour calculer les retombées économiques directes, indirectes et induites d'une dépense. Cependant, comparativement au modèle intersectoriel, le nombre d'éléments ou d'indicateurs économiques possibles d'estimer à l'aide des multiplicateurs, est plus limité. Les multiplicateurs d'entrées-sorties permettent principalement d'évaluer les retombées économiques en termes d'emplois et de contribution au PIB (valeur ajoutée). Pour cette raison, cette étude s'appuie sur les multiplicateurs d'entrées-sorties uniquement pour le calcul des retombées économiques induites, puisque le modèle intersectoriel ne produit pas ce type d'estimation.

Industries analysées

L'approche méthodologique retenue est de mesurer les retombées économiques pour les trois industries clés du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine qui ont un caractère productif soient les pêches commerciales, la mariculture et la transformation des poissons et fruits de mer. De plus, les retombées économiques des services des gouvernements provinciaux et fédéraux présents aux Îles-de-la-Madeleine, dont le mandat est lié directement à la gestion, à la conservation et à la recherche sur les ressources halieutiques, sont également prises en compte. Les retombées économiques de la pêche récréative n'ont pu être estimées par le biais de simulations du modèle intersectoriel et des multiplicateurs entrées-sortie puisque cette activité ne constitue pas une industrie productive. La pêche récréative regroupe plutôt un ensemble d'industries telles que le commerce de détail, l'hébergement et les services de divertissement et de loisirs, qui sont apparentées aux activités récréotouristiques.

Cinq simulations de retombées économiques ont été produites à partir du modèle intersectoriel et des multiplicateurs entrées-sorties. Les simulations sont basées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)⁴⁹ et les retombées économiques de chaque industrie sont estimées selon la structure moyenne

⁴⁹ Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2002 de Statistique Canada.

québécoise⁵⁰ du code SCIAN auquel l'industrie est reliée. Par exemple, les retombées économiques de l'industrie des pêches commerciales sont simulées pour le code SCIAN 114000 « pêche, chasse et piégeage ». La liste des définitions de chaque industrie en fonction des codes SCIAN est présentée au Tableau 13. Dans certains cas, le code SCIAN est plus agrégé que l'industrie pour laquelle les retombées économiques sont estimées. C'est le cas de l'industrie de la mariculture qui se retrouve dans le code SCIAN 11200 « Élevage et aquaculture ». Ce code inclut, entre autres, l'élevage d'animaux de ferme. Les résultats produits pour la mariculture ne sont donc pas une représentation parfaite de la nature de cette industrie. Cependant, il s'agit de la meilleure option méthodologique disponible pour estimer les retombées économiques directes, indirectes et induites.

Tableau 13. Définition des industries utilisées pour les simulations de retombées économiques

Industrie	Code SCIAN*	Description de l'industrie (nomenclature de l'ISQ en 2009)
Pêches commerciales	114000	Pêche, chasse et piégeage
Mariculture	112000	Élevage et aquaculture
Transformation des poissons et fruits de mer	311700	Préparation et conditionnement de poisson et de fruits de mer
Services gouvernementaux provinciaux	GS911A	Autres services, administration fédérale
Services gouvernementaux fédéraux	GS9120	Autres services, administration provinciale

*Basé sur le SCIAN de 2002 de Statistique Canada

Il est à noter que la chasse commerciale au phoque du Groenland n'a pas été prise en compte dans le calcul des retombées économiques pour le code SCIAN 114000 « pêche, chasse et piégeage » en raison de la nature confidentielle des données disponibles pour cette activité. Bien que les activités de chasse commerciale au phoque du Groenland du Québec se concentrent majoritairement aux Îles-de-la-Madeleine, la valeur de production associée à cette activité dans l'archipel est considérée comme marginale comparativement à la valeur de production de l'ensemble de l'industrie des pêches commerciales madeliniennes.

Estimations provinciales

Les estimations de retombées économiques obtenues à partir du modèle intersectoriel et des multiplicateurs d'entrées-sorties sont des retombées pour l'ensemble de la province de Québec. Ces deux outils ne permettent pas de produire des estimations à l'échelle régionale. Les résultats de la présente étude doivent donc être interprétés comme les retombées économiques du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-

⁵⁰ Se référer à l'annexe C pour obtenir les détails de la structure moyenne québécoise selon les codes SCIAN des industries analysées dans cette étude.

Madeleine pour l'ensemble de l'économie québécoise. Cette approche méthodologique est réaliste dans le contexte où la structure du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine est représentative de la structure des pêches pour l'ensemble du Québec maritime tel que présenté à la section 5.

De plus, comme les retombées directes représentent la valeur ajoutée et les emplois soutenus directement au sein des industries qui effectuent les dépenses, ces retombées peuvent être presque entièrement attribuées à l'économie des Îles-de-la-Madeleine en raison de contexte insulaire. Il est fort possible qu'une bonne part des retombées indirectes et induites soit également ressentie aux Îles-de-la-Madeleine, particulièrement au niveau des dépenses quotidiennes des employés du secteur des pêches et de la mariculture, par exemple, pour l'achat de nourriture ou de vêtements. Cependant, les modèles économiques utilisés dans la présente étude ne permettent pas de savoir selon quelle proportion les retombées indirectes et induites contribuent à l'économie des Îles-de-la-Madeleine.

Limites méthodologiques

Le modèle intersectoriel tout comme les multiplicateurs d'entrées-sorties sont des modèles statiques et linéaires. Comme ces modèles sont basés sur les tableaux d'entrées-sorties de l'économie québécoise, les relations industrielles et les parts de marché sont fixes et indépendantes du niveau de production des secteurs d'activités.⁵¹ De plus, les modèles ne prennent pas en compte les notions d'économies d'échelle, de rareté des ressources et de substitution entre les intrants de production. Par exemple, le modèle ne prend pas en compte le fait qu'une pénurie de main d'œuvre puisse se traduire par une augmentation des salaires. Ces deux modèles produisent des résultats très utiles cependant, leurs limites méthodologiques doivent être prises en compte dans l'analyse des résultats.

6.3. Interprétation des résultats

Dans toute étude de retombées économiques, la somme des retombées directes et indirectes est plus petite que la dépense ou l'injection d'argent initiale dans l'économie. Ceci s'explique en raison des fuites du système, par exemple les importations, qui ne sont pas captées dans le processus de production. Lors de l'interprétation de résultats d'études de retombées économiques, la somme des retombées directes et indirectes devrait donc être considérée comme une estimation conservatrice des retombées totales. La somme des retombées directes, indirectes et induites doit, quant à elle, être considérée comme une estimation optimiste des retombées totales. Les retombées induites estiment l'impact

⁵¹ Institut de la Statistique du Québec, « Le modèle intersectoriel du Québec, Fonctionnement et application », Édition 2013, Juillet 2013

économique engendré lorsque les travailleurs, dont les emplois sont générés par les retombées directes et indirectes, engendrent des dépenses en biens et services pour leurs ménages. Il s'agit en fait d'une deuxième ronde d'impacts ou de retombées qui vient s'ajouter aux retombées directes et indirectes. Cependant, de nombreux facteurs extérieurs, impossibles à capturer par les modèles économiques, peuvent influencer la consommation des ménages. Par exemple, un travailleur en début de carrière n'aura possiblement pas la même structure de dépenses qu'un travailleur à l'approche de la retraite. C'est pourquoi il est plus judicieux de considérer la somme des retombées directes, indirectes et induites comme une estimation optimiste des retombées économiques totales.

6.4. Valeur de la production des industries du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine

Les simulations des retombées économiques pour les trois industries clés du secteur des pêches et de la mariculture, ainsi que les simulations pour les services gouvernementaux sont effectuées à partir de la valeur de la production de 2012. Pour ce faire, les dépenses d'exploitation de chaque industrie sont réparties en fonction des dépenses d'exploitation moyennes québécoises pour cette industrie. Les dépenses d'exploitation moyennes sont principalement constituées d'achats d'intrants (produits de pétrole et de charbon, services financiers, produits textiles etc.) et de la rémunération des facteurs de production (salaires, rémunération du capital). La ventilation des dépenses d'exploitation liées aux activités des industries clés et des services gouvernementaux du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine est présentée à l'Annexe C.

Industries du secteur privé

La valeur totale de la production de 2012 pour les industries des pêches commerciales, de la mariculture et de la transformation des poissons et des fruits de mer des Îles-de-la-Madeleines s'élevait à 75,1 M\$ (Tableau 14).

Les retombées économiques de l'industrie des pêches commerciales sont simulées à partir de la valeur totale des débarquements effectués par les pêcheurs résidents des Îles-de-la-Madeleine en 2012 qui équivaut à 40,1 M\$. Ce montant inclut 39,4 M\$ de débarquements effectués aux Îles et 675 000 \$ de débarquements effectués à l'extérieur de l'archipel par des entreprises madelinienues. Les débarquements faits aux Îles par les pêcheurs non-résidents ne sont pas inclus dans le calcul des retombées économiques pour l'industrie des pêches commerciales puisque les salaires versés et les achats d'intrants profitent presque entièrement à l'économie d'une autre région que celle des Îles-de-la-Madeleine. Pour ce qui est de l'industrie mariculture, les retombées économiques sont calculées en fonction de la valeur de la production maricole de 2012 qui se chiffrait à 425 000 \$. La valeur totale de la production des usines de transformation en 2012

s'élevait, quant à elle, à 72,8 M\$. Ce montant inclut les achats de poissons et fruits de mer effectués par les usines de transformation directement auprès des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine (37,8 M\$) et les achats effectués auprès d'autres usines de l'archipel (0,4 M\$). Cependant, la valeur du poisson acheté aux pêcheurs et aux usines des Îles en vue de la transformation est prise en compte dans le calcul des retombées économiques de l'industrie des pêches commerciales. La valeur de cette matière première doit donc être soustraite de la valeur totale de la production des usines afin d'inclure uniquement la valeur ajoutée de cette transformation dans le calcul des retombées économiques. Les achats de poissons et de fruits de mer effectués par les usines auprès des pêcheurs non-résidents des Îles mais ayant débarqués aux Îles, principalement des crabiers de la Gaspésie, sont toutefois inclus dans le calcul des retombées économiques. De plus, la valeur des importations de matière première provenant d'autres provinces canadiennes et des États-Unis est également prise en compte. Après ces ajustements, la simulation des retombées économiques pour l'industrie de la transformation est basée sur une valeur de production de 34,6 M\$.

Tableau 14. Valeur de la production des industries clés du secteur des pêches commerciales et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012

Industries	Valeur de la production
Pêches commerciales	40 054 713 \$
Mariculture	425 000 \$
Transformation des poissons et fruits de mer	34 605 582 \$
Total secteur privé	75 085 295 \$

Services gouvernementaux

Le ministère des Pêches et Océans Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et le Merinov ont été identifiés comme les services gouvernementaux présents aux Îles-de-la-Madeleine dont le mandat est lié directement à la gestion, à la conservation, à la protection et à la recherche des ressources halieutiques. Ces quatre organisations ont été contactées directement afin d'obtenir les données sur le montant de leurs dépenses effectuées aux Îles qui sont directement en lien avec le secteur des pêches et de la mariculture pour l'année 2012. Deux simulations de retombées économiques ont été réalisées, une pour les services gouvernementaux provinciaux à partir de dépenses de 2,2 M\$ et une autre pour les services gouvernementaux fédéraux basée sur des dépenses d'exploitation de 4,0 M\$ pour des dépenses totales de 6,1 M\$ (Tableau 15).

Tableau 15. Dépenses des organisations gouvernementales fédérales et provinciales dont les activités sont directement liées aux ressources halieutiques aux Îles-de-la-Madeleine en 2012

Organisations	Total des dépenses
Provinciales	
MAPAQ	785 000 \$
Merinov	1 384 364 \$
Total	2 169 364 \$
Fédérales	
MPO	3 676 403 \$
ACIA	297 500 \$
Total	3 973 903 \$

* inclut les avantages sociaux

Ensemble des industries analysées

La valeur de la production des trois industries clés du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine ainsi que les dépenses d'exploitation des services gouvernementaux dont le mandat est directement lié aux ressources halieutiques s'élèvent à 81,2 M\$ pour l'année 2012. L'industrie des pêches commerciales représente à elle seule 49 % de la valeur de la production de l'ensemble du secteur, suivi par l'industrie de la transformation qui compte pour 43 % de la valeur de la production du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine. Les dépenses d'exploitation des services gouvernementaux représentent 7,5 % de la production du secteur, tandis que la mariculture compte pour 0,5 %. Les trois prochaines sections du rapport présentent une sélection de résultats provenant de ces cinq simulations d'estimations de retombées économiques. Les résultats obtenus par le modèle intersectoriel sont d'abord présentés et sont suivis des résultats provenant des multiplicateurs entrées-sorties.

6.5. Résultats des simulations du modèle intersectoriel du Québec

6.5.1. Sommes des retombées économiques directes et indirectes par industrie

Les résultats des estimations de retombées économiques produites à l'aide du modèle intersectoriel sont ventilés selon plusieurs indicateurs économiques dont la valeur ajoutée et les fuites. Plus la valeur ajoutée estimée par le modèle est élevée par rapport aux fuites, plus la contribution à l'économie québécoise sera significative. Le modèle intersectoriel permet également de déterminer les subventions moyennes versées aux entreprises selon les différentes industries. Cependant, les montants perçus en subventions n'augmentent pas la contribution au PIB faite par une industrie puisque ces dépenses sont déjà prises en compte dans le calcul du PIB à travers des dépenses gouvernementales.

Industries du secteur privé

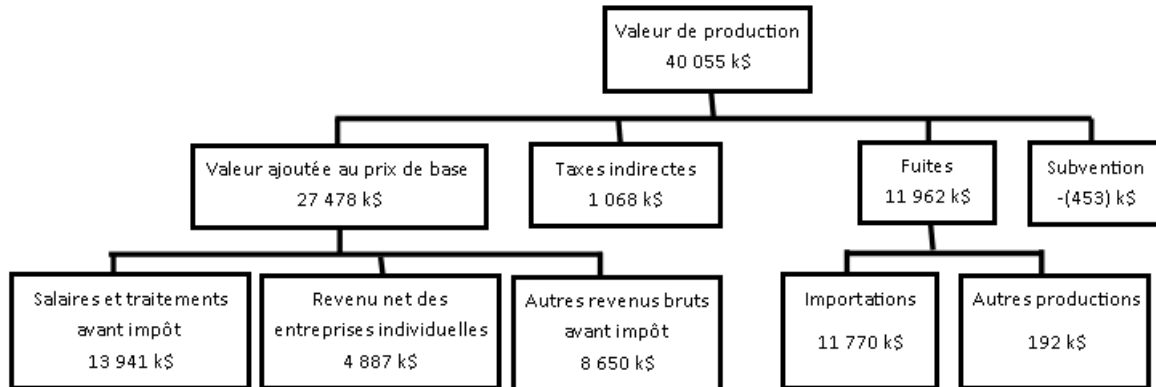
La Figure 3 présente la somme des retombées économiques directes et indirectes des dépenses d'exploitation pour les industries des pêches commerciales, de la mariculture et de la transformation des Îles-de-la-Madeleine en 2012. Selon les estimations du modèle intersectoriel, l'industrie des pêches commerciales est celle qui contribue le plus au PIB du Québec avec 27,5 M\$ en valeur ajoutée, suivi par l'industrie de la transformation qui génère 16,7 M\$ de valeur ajoutée et de l'industrie de la mariculture qui dégage 342 000 \$ de contribution au PIB du Québec.

On observe également à la Figure 3 que la proportion de la valeur ajoutée composée « d'autres revenus bruts avant impôts » est plus importante pour les industries de la mariculture et de la transformation que pour l'industrie des pêches commerciales. Ce résultat indique que la mariculture et la transformation sont des industries à forte concentration de capital comparativement à l'industrie des pêches commerciales qui nécessite une plus forte concentration en main-d'œuvre. En effet, la composante « autres revenus bruts avant impôts » représente 55 % de la valeur ajoutée directe et indirecte de l'industrie de la mariculture et 48% de la valeur ajoutée de l'industrie de la transformation, comparativement à 31 % pour l'industrie des pêches commerciales.

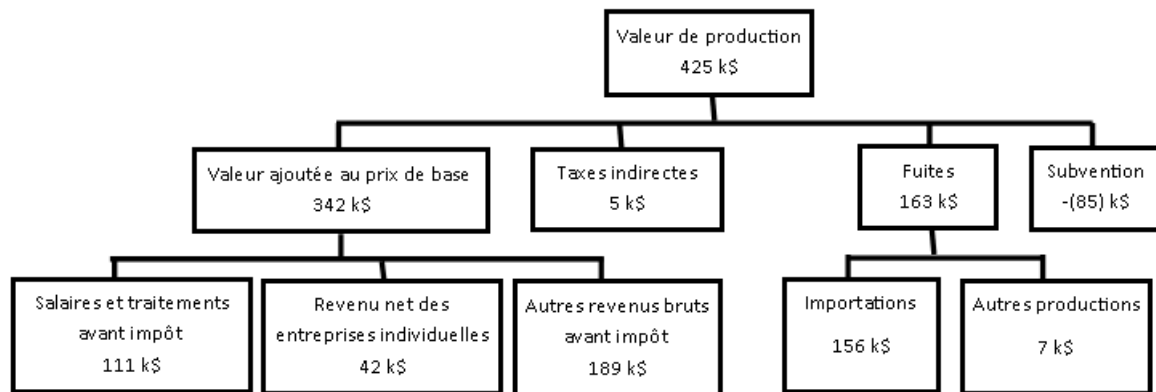
Les montants de subventions apparaissent à la Figure 3 avec un signe négatif puisqu'elles n'augmentent pas la contribution faite par une industrie au PIB du Québec. Proportionnellement, la mariculture est l'industrie du secteur qui est la plus largement subventionnée. Selon les résultats produits par le modèle, les subventions pour l'industrie maricole québécoise sont équivalentes à 20 % de la valeur de la production. Le pourcentage de la valeur de la production versé en subventions est estimé à environ 1 % pour les pêches commerciales et pour l'industrie de la transformation de poissons et fruits de mer au Québec.

Figure 3. Retombées économiques directes et indirectes des dépenses des industries des pêches commerciales, de la mariculture et de la transformation des poissons et fruits de mer des Îles-de-la-Madeleine en 2012 (milliers de \$).

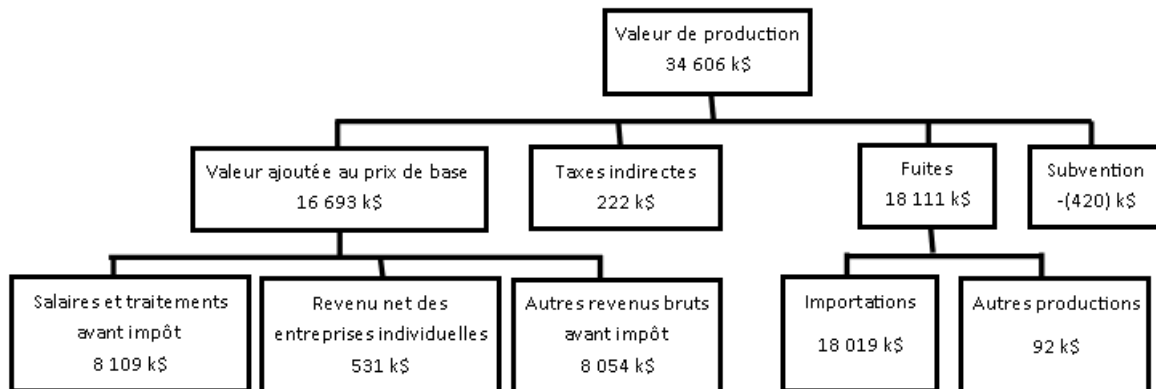
PÊCHES COMMERCIALES



MARICULTURE



TRANSFORMATION DES POISSONS ET FRUITS DE MER

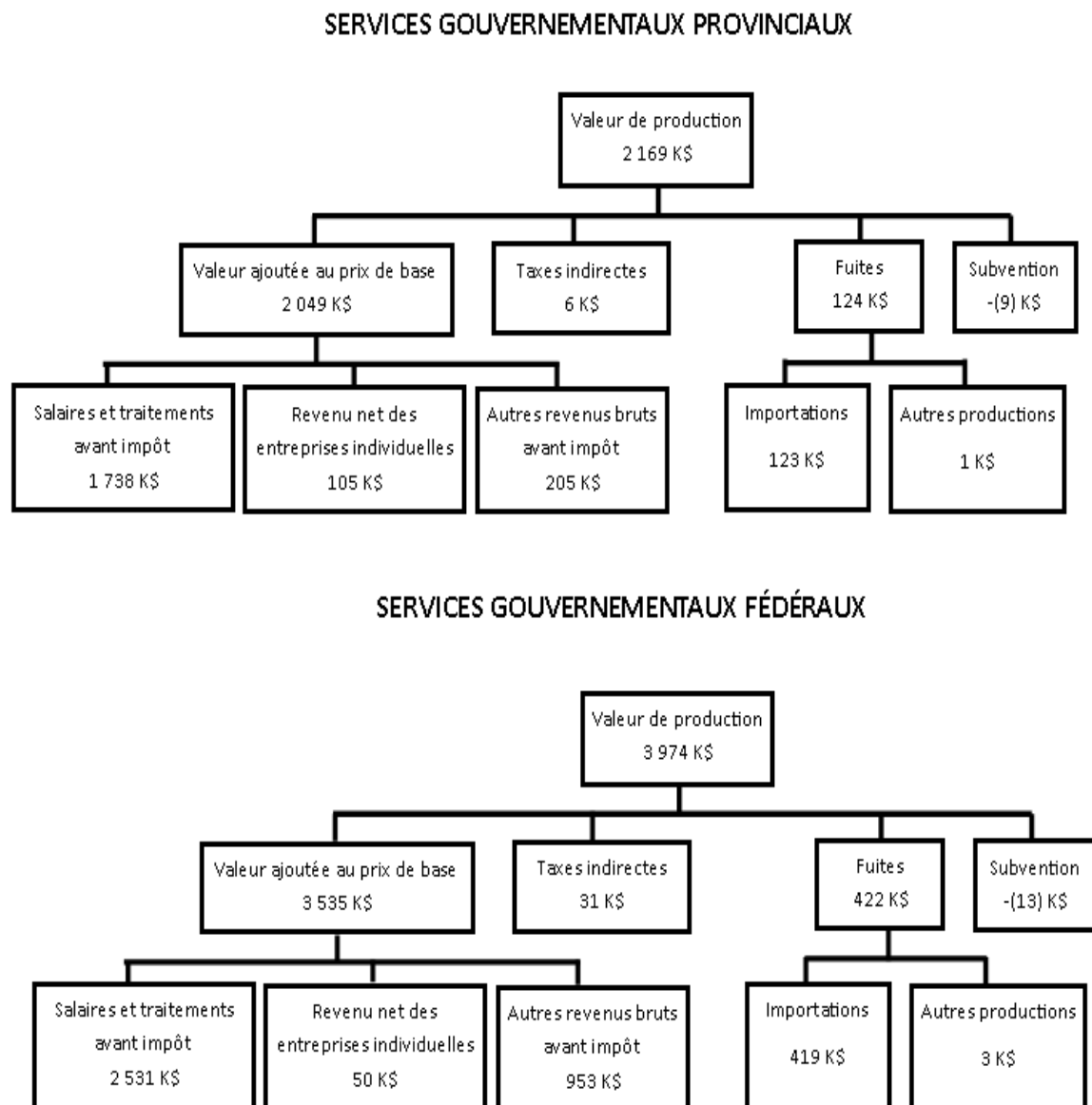


Services gouvernementaux

La Figure 4 présente la somme des retombées économiques directes et indirectes des services gouvernementaux. Les dépenses de 2,2 M\$ des services gouvernementaux provinciaux génèrent 2,0 M\$ en valeur ajoutée et les dépenses de 4,0 M\$ des services gouvernementaux fédéraux dégagent une valeur ajoutée de 3,5 M\$, pour une contribution totale des services gouvernementaux au PIB du Québec de 5,5 M\$.

La valeur ajoutée produite par les services gouvernementaux est principalement composée de salaires et traitements. La composante « salaires et traitements » représente 85 % de la valeur ajoutée pour les services gouvernementaux provinciaux et 89 % de la valeur ajoutée pour les services fédéraux.

Figure 4. Retombées économiques directes et indirectes des dépenses des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux des Îles-de-la-Madeleine en 2012 (en milliers de \$)



Les ratios de valeur ajoutée

Les résultats présentés aux Figures 3 et 4 permettent de calculer un ratio de valeur ajoutée pour chaque industrie. Ce ratio permet d'estimer la proportion des dépenses d'exploitation qui sont effectuées au Québec comparativement aux dépenses effectuées à l'extérieur du Québec (importations) et les biens achetés à même le stock des années précédentes (autres productions). Le détail des calculs des ratios de valeur ajoutée contenus au Tableau 16 est présenté à l'annexe D.

Tableau 16. Ratios de valeur ajoutée aux prix du marché des industries clés du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012

Industries	Ratio de valeur ajoutée
Secteur privé	
Pêches commerciales	0,701
Mariculture	0,616
Transformation des poissons et fruits de mer	0,477
Secteur public	
Services gouvernementaux provinciaux	0,943
Services gouvernementaux fédéraux	0,894

* La valeur ajoutée au prix du marché est la valeur ajoutée au prix de base plus les taxes indirectes.

Concernant le secteur privé, l'industrie des pêches commerciales est celle présentant le ratio de valeur ajoutée le plus élevé avec 0,70. Ce ratio signifie que 70 % des dépenses d'exploitation de l'industrie des pêches sont réalisées dans l'économie du Québec. Du côté de la mariculture, il est intéressant de noter que bien que la valeur de la production de cette industrie aux Îles-de-la-Madeleine soit peu élevée, l'industrie maricole a tout de même un fort contenu québécois avec un ratio de valeur ajouté de 0,62. Il est cependant important de rappeler que les retombées économiques pour l'industrie de la mariculture sont calculées à partir du code SCIAN 112000 qui regroupe l'Élevage et l'aquaculture. L'industrie de la transformation des poissons et fruits de mer est celle qui obtient le plus faible ratio de valeur ajoutée avec 0,48.

Les dépenses d'exploitation des entités gouvernementales ont, en proportion, des retombées plus importantes pour l'économie du Québec comparativement au secteur privé. Le ratio de valeur ajoutée est estimé à 0,94 pour le gouvernement provincial et à 0,89 pour le gouvernement fédéral.

6.5.2. Ventilation des retombées économiques directes et indirectes par industrie

Les retombées économiques directes représentent la valeur ajoutée et les emplois soutenus directement au sein de l'industrie qui effectue la dépense ou la production. Dans le cas de cette étude, les retombées directes peuvent donc être presque entièrement attribuées à l'économie des Îles-de-la-Madeleine. Les retombées indirectes correspondent aux retombées générées pour l'ensemble du Québec par les dépenses des premiers fournisseurs et des fournisseurs subséquents.

Industrie du secteur privé

On peut voir au Tableau 17 que les trois industries privées composant le secteur des pêches et de la mariculture génèrent d'importantes retombées économiques directes aux Îles-de-la-Madeleine autant en termes de main-d'œuvre qu'en termes de valeur ajoutée. L'industrie des pêches commerciales est celle qui soutient le plus d'emplois dans l'archipel avec 204 emplois salariés et 68 emplois de travailleurs autonomes (ETP). Elle est suivie par l'industrie de la transformation qui soutient 144 emplois salariés et 11 travailleurs autonomes. Finalement, l'industrie de la mariculture soutient 2 emplois pour un total de 349 emplois salariés et 80 emplois de travailleurs autonomes soutenus directement aux Îles-de-la-Madeleine. Quant à la valeur ajoutée, les retombées économiques directes aux Îles provenant des industries privées totalisent plus de 30 M\$ composées à 50 % de salaires et traitements, à 15 % de revenu des entreprises individuelles et à 35 % d'autres revenus. Près de 70 % de cette valeur ajoutée directe est attribuable à l'industrie des pêches commerciales.

Au niveau des retombées indirectes, les dépenses des premiers fournisseurs des industries privées du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine (ex : détaillants de carburant, réparation et entretien de bateau) et les dépenses des autres fournisseurs (ex : raffineries et fabricants d'équipements) soutiennent 158 emplois salariés et 19 emplois de travailleurs autonomes (ETP) dans la province de Québec. De plus, les premiers fournisseurs et les fournisseurs subséquents font une contribution respective de 6,0 M\$ et de 8,2 M\$ au PIB du Québec, pour un total de 14,2 M\$ en retombées économiques indirectes. La moitié des retombées économiques indirectes sont attribuables aux fournisseurs de l'industrie des pêches commerciales qui génèrent 7,0 M\$ en valeur ajoutée.

Tableau 17. Retombées économiques directes et indirectes des dépenses d'exploitation des industries privées du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012 (en milliers de \$)

	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
Pêches commerciales				
<i>Emploi équivalent temps plein</i>				
Main-d'œuvre				
Salariés	204	20	63	287
Travailleurs autonomes	68	1	8	78
Total	272	21	71	365
<i>k\$</i>				
Valeur ajoutée au prix de base				
Salaires et traitements avant impôt	10 493	991	2 456	13 941
Revenu net des entreprises individuelles	4 548	64	275	4 887
Autres revenus bruts avant impôts	5 413	1 125	2 112	8 650
Total	20 454	2 180	4 843	27 478
Mariculture				
<i>Emploi équivalent temps plein</i>				
Main-d'œuvre				
Salariés	1	1	1	3
Travailleurs autonomes	1	0	0	1
Total	2	1	1	4
<i>k\$</i>				
Valeur ajoutée au prix de base				
Salaires et traitements avant impôt	39	35	37	111
Revenu net des entreprises individuelles	30	7	4	42
Autres revenus bruts avant impôts	88	57	44	189
Total	157	99	85	342
Transformation				
<i>Emploi équivalent temps plein</i>				
Main-d'œuvre				
Salariés	144	38	35	217
Travailleurs autonomes	11	6	4	22
Total	155	44	39	239
<i>k\$</i>				
Valeur ajoutée au prix de base				
Salaires et traitements avant impôt	4 693	1 826	1 590	8 109
Revenu net des entreprises individuelles	28	352	151	531
Autres revenus bruts avant impôts	4 972	1 578	1 504	8 054
Total	9 693	3 756	3 245	16 693
Total du secteur privé				
<i>Emploi équivalent temps plein</i>				
Main-d'œuvre				
Salariés	349	59	99	507
Travailleurs autonomes	80	7	12	101
Total	429	66	111	614
<i>k\$ de 2013</i>				
Valeur ajoutée au prix de base				
Salaires et traitements avant impôt	15 225	2 852	4 083	22 161
Revenu net des entreprises individuelles	4 606	423	430	5 457
Autres revenus bruts avant impôts	10 473	2 760	3 660	16 893
Total	30 304	6 035	8 173	44 511

* Les chiffres sont arrondis à l'unité. La somme des colonnes pour une même ligne peut différer du total.

Services gouvernementaux

Selon les simulations du modèle intersectoriel présentées au Tableau 18, les dépenses des deux paliers de gouvernement soutiennent 47 emplois salariés (ETP) directement aux Îles-de-la-Madeleine.

Tableau 18. Retombées économiques directes et indirectes des dépenses d'exploitation des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux des Îles-de-la-Madeleine, 2012 (en milliers de \$)

	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
Services gouvernementaux provinciaux				
<i>Emploi équivalent temps plein</i>				
Main-d'œuvre				
Salariés	23	1	1	25
Travailleurs autonomes	–	1	0	1
Total	23	2	1	26
<i>k\$</i>				
Valeur ajoutée au prix de base				
Salaires et traitements avant impôt	1 643	62	33	1 738
Revenu net des entreprises individuelles	–	100	5	105
Autres revenus bruts avant impôts	133	40	32	205
Total	1 776	202	70	2 049
Services gouvernementaux fédéraux				
<i>Emploi équivalent temps plein</i>				
Main-d'œuvre				
Salariés	24	4	2	30
Travailleurs autonomes	–	1	0	1
Total	24	5	2	31
<i>k\$</i>				
Valeur ajoutée au prix de base				
Salaires et traitements avant impôt	2 230	204	97	2 531
Revenu net des entreprises individuelles	–	33	17	50
Autres revenus bruts avant impôts	686	178	89	953
Total	2 916	415	203	3 534
Total secteur public				
<i>Emploi équivalent temps plein</i>				
Main-d'œuvre				
Salariés	47	5	3	55
Travailleurs autonomes	–	2	0	2
Total	47	7	3	57
<i>k\$</i>				
Valeur ajoutée au prix de base				
Salaires et traitements avant impôt	3 873	266	130	4 269
Revenu net des entreprises individuelles	–	133	22	155
Autres revenus bruts avant impôts	819	218	121	1 158
Total	4 692	617	273	5 583

* Les chiffres sont arrondis à l'unité. La somme des colonnes pour une même ligne peut différer du total.

Également, au niveau des retombées économiques directes, les dépenses des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux génèrent respectivement une valeur ajoutée de 1,8 M\$ et de 2,9 M\$. Les retombées économiques directes des services gouvernementaux

sont composées à 83 % de « salaires et traitements » et à 17 % « d'autres revenus bruts ». Quant aux retombées économiques indirectes, les dépenses des premiers fournisseurs des deux paliers de gouvernement produisent une valeur ajoutée de 0,6 M\$, alors que les dépenses des fournisseurs subséquents génèrent 0,2 M\$ en valeur ajoutée au PIB Québec.

6.5.3. Retombées économique sur l'emploi

Les simulations de modèle intersectoriel permettent de ventiler les résultats des retombées économiques sur la main-d'œuvre selon les secteurs d'activités. Le Tableau 19 montre la somme des retombées économiques directes et indirectes sur la main d'œuvre pour les deux principales industries génératrices d'emplois, soient les pêches commerciales et la transformation des poissons et fruits de mer. Cette section présente également un ratio d'emploi pour chaque industrie du secteur privé ainsi que pour les services gouvernementaux.

Emplois par secteur d'activité dans l'industrie des pêches commerciales

Les dépenses de l'industrie des pêches des Îles-de-la-Madeleine soutiennent un total de 363 emplois salariés et d'emplois de travailleurs autonomes (ETP) au Québec, avec une masse salariale de près de 19 M\$ (Tableau 19). De ce nombre, 272 emplois sont des emplois directs dans l'industrie de la pêche et 91 emplois sont des emplois indirects. La majorité des emplois indirects se retrouvent dans le secteur des services principalement dans le commerce de détail et dans le commerce de gros. Le secteur de la fabrication compte également 13 emplois indirects qui sont attribuables entre autres, à la production textile et à la fabrication de produits du pétrole et du charbon.

Tableau 19. Retombées économiques pour le Québec sur la main-d'œuvre et la valeur ajoutée des dépenses d'exploitation de l'industrie des pêches commerciales des Îles-de-la-Madeleine par secteur d'activité, 2012 (en milliers de \$)

Secteur d'activité	Main-d'œuvre	Valeur ajoutée
	Salariés et travailleurs autonomes	Salaires et traitements et revenu des entreprises individuelles
	<i>Emploi équivalent temps plein</i>	<i>k\$</i>
Secteur primaire		
Pêche, chasse et piégeage	272	15 058
Autres	1	37
Total	273	15 095
Services publics	0,2	24
Construction	2	95
Fabrication	13	632
Autres services		
Commerce de gros	6	290
Commerce de détail	18	508
Act. intermédiation fin. par dépôts*	4	218
Transport	4	169
Autres réparations et entretiens	4	154
Autres	36	1 466
Total autres services	72	2 805
Services non commerciaux	3	166
Total des industries	363	18 817

* Établissements dont l'activité principale consiste à recevoir des dépôts et à prêter de l'argent comme les banques ou les compagnies de prêt hypothécaire

Emplois par secteur d'activité dans l'industrie de la transformation des poissons et fruits de mer

Les dépenses de l'industrie de la transformation des poissons et fruits de mer des Îles-de-la-Madeleine soutiennent un total de 239 emplois salariés et emplois de travailleurs autonomes (ETP) dans la province, avec une masse salariale de 8,6 M\$ (Tableau 20). Les 162 emplois du secteur de la préparation et du conditionnement des poissons et fruits de mer sont des emplois directs, soutenus aux Îles. Tout comme c'est le cas pour l'industrie des pêches, les emplois indirects se retrouvent en majorité dans le secteur des services essentiellement dans le commerce de gros, les services de transport et les activités financières. De plus, les dépenses de l'industrie de la transformation soutiennent 21 emplois dans le secteur primaire, incluant 19 emplois associés aux activités de pêche, chasse et piégeage.

Tableau 20. Retombées économiques pour le Québec sur la main-d'œuvre et la valeur ajoutée des dépenses d'exploitation de l'industrie de la transformation des Îles-de-la-Madeleine par secteur d'activité, 2012 (en milliers de \$)

Secteur d'activité	Main-d'œuvre	Valeur ajoutée
	Salariés et travailleurs autonomes	Salaires et traitements et revenu des entreprises individuelles
	<i>Emploi équivalent temps plein</i>	<i>k\$</i>
Secteur primaire		
Pêche, chasse et piégeage	19	1 058
Autres	2	66
Total	21	1 124
Services publics	1	51
Construction	1	48
Fabrication		
Prép. et cond.poiss. et fruits mer	162	4 921
Fab. produits papier transformé	4	222
Autres secteurs	6	312
Total	172	5 455
Autres services		
Commerce de gros	6	293
Commerce de détail	3	80
Act. intermédiation fin. par dépôts	5	222
Transport	6	245
Gestion sociétés et entreprises	3	158
Autres	18	895
Total	43	1 893
Services non commerciaux	1	68
Total des industries	239	8 639

* Établissements dont l'activité principale consiste à recevoir des dépôts et à prêter de l'argent comme les banques ou les compagnies de prêt hypothécaire

Ratio d'emplois

Comme pour la valeur ajoutée, les résultats produits par le modèle intersectoriel peuvent être utilisés pour calculer un ratio d'emplois pour chaque industrie. Le ratio d'emplois permet de déterminer la charge d'emplois indirects nécessaire pour chaque emploi direct dans l'industrie simulée. Les ratios d'emplois sont calculés uniquement à partir des résultats portant sur les emplois salariés et les précisions par rapport aux calculs se retrouvent à l'annexe D.

Tableau 21. Ratios d'emplois des industries clés du secteur des pêches commerciales et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012

Industries	Ratio d'emplois
Secteur privé	
Pêches commerciales	0,408
Mariculture	1,45
Transformation des poissons et fruits de mer	0,508
Secteur public	
Services gouvernementaux provinciaux	0,101
Services gouvernementaux fédéraux	0,285

L'industrie maricole est celle qui détient le plus grand ratio d'emploi avec 1,45, ce qui signifie que pour 100 emplois directs (ETP) dans l'industrie de la mariculture, une charge de main-d'œuvre de 145 emplois indirects (ETP) serait nécessaire. Toutefois, il convient de rappeler que les retombées économiques pour l'industrie de la mariculture sont estimées en fonction d'un code SCIAN qui regroupe l'élevage et l'aquaculture, ce ratio ne reflète donc pas parfaitement la réalité de l'industrie maricole. L'industrie de la transformation obtient le deuxième ratio d'emplois le plus élevé avec 0,5 suivi de l'industrie des pêches commerciales avec un ratio de 0,4. Les résultats présentés au tableau 23 démontrent également que proportionnellement, les dépenses des industries du secteur privé, comparativement aux dépenses du secteur public, permettent de soutenir plus d'emplois indirects.

6.5.4. Retombées économiques sur les revenus des gouvernements et la parafiscalité

Les revenus fiscaux dégagés pour les deux paliers de gouvernements ainsi que les montants versés en parafiscalité sont estimés à partir des salaires et traitements versés aux employés salariés. La structure du modèle intersectoriel ne permet pas de calculer les impôts sur les profits des corporations ni les impôts fonciers.

Industries du secteur privé

Tel que présenté au Tableau 17, les dépenses d'exploitation en 2012 des industries des pêches commerciales, de la mariculture et de la transformation sont associées à une valeur ajoutée en salaires et traitement de 22,2 M \$ attribuables à 507 emplois salariés (ETP). Selon les estimations du modèle intersectoriel, cette masse salariale de 22,2 M \$ génèrent des recettes fiscales de l'ordre de 2,4 M\$ pour le gouvernement du Québec et de 1,8 M\$ pour le gouvernement du Canada en plus de dégager 5,3 M\$ en parafiscalité pour les deux paliers de gouvernement (Tableau 22). Plus de 70 % des revenus fiscaux et des parafiscalités proviennent de l'industrie des pêches commerciales.

Tableau 22. Retombées économiques sur la fiscalité et la parafiscalité de dépenses d'exploitation des industries privées du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012 (en milliers de \$)

	Effets totaux			Total
	Pêches	Mariculture	Transformation	
	<i>k\$ de 2013</i>			
Revenu du gouvernement du Québec	1 678	11	720	2 409
Impôts sur salaires et traitements	1 284	8	585	1 877
Taxes de vente (TVQ)	15	0	19	34
Taxes spécifiques (taxes sur l'hébergement)	379		116	798
		3		
Revenu pour le gouvernement du Canada	1 405	5	379	1 789
Impôts sur salaires et traitements	730	3	293	1 026
Taxes de vente (TPS)	15	0	13	28
Taxes et droits d'accise (taxes sur l'essence)	660	2	73	735
Parafiscalité*	3 582	24	1 748	5 354
Québécoise (RRQ, FSS, CSST, RQAP)	3 114	21	1 465	4 600
Fédérale (Assurance-emploi)	468	3	283	754
Total	8 343	40	2 847	11 230

* La parafiscalité comprend les contributions des employeurs et des employés.

Services gouvernementaux

Selon les estimations du modèle intersectoriel présentées au Tableau 18, les dépenses des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux soutiennent 55 emplois salariés (ETP) pour une masse salariale de 4,3 M\$. Cette masse salariale génère des recettes fiscales 0,55 M\$ pour le gouvernement québécois et de 0,39 M\$ pour le gouvernement canadien (Tableau 23). À ces recettes fiscales de près de 1 M\$, s'ajoute 0,58 M\$ versés par les salariés et les employés aux différents fonds de sécurité sociale.

Tableau 23. Retombées économiques sur la fiscalité et la parafiscalité des dépenses d'exploitation des services gouvernementaux des Îles-de-la-Madeleine, 2012 (en milliers de \$)

	Effets totaux		Total
	Gouvernement provincial	Gouvernement fédéral	
<i>k\$ de 2013</i>			
Revenu du gouvernement du Québec	204	345	549
Impôts sur salaires et traitements	200	320	520
Taxes de vente (TVQ)	3	20	23
Taxes spécifiques (taxes sur l'hébergement)	1	5	6
Revenu pour le gouvernement du Canada	142	247	389
Impôts sur salaires et traitements	141	242	383
Taxes de vente (TPS)	1	3	4
Taxes et droits d'accise (taxes sur l'essence)	0	2	2
Parafiscalité*	261	320	581
Québécoise (RRQ, FSS, CSST, RQAP)	219	269	488
Fédérale (Assurance-emploi)	42	51	93
Total	607	912	1 519

* La parafiscalité comprend les contributions des employeurs et des employés.

6.6. Résultats des estimations des multiplicateurs provinciaux entrées-sorties

Les retombées économiques induites sur la main-d'œuvre et la valeur ajoutée du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine sont calculées à partir des multiplicateurs provinciaux entrées-sorties. Les retombées induites sont générées lorsque les salariés qui ont reçu un salaire provenant de la production directe et indirecte dépensent ce salaire pour l'achat de biens et de services.

Industries du secteur privé

Tel que présenté au Tableau 24, les dépenses effectuées par les employés du secteur des pêches et de la mariculture et par les employés des différents niveaux de fournisseurs soutiennent 134 emplois de salariés et de travailleurs autonomes (ETP) et génèrent 12,1 M\$ en valeur ajoutée pour le Québec. Cette valeur ajoutée induite est attribuable à 52 % à l'industrie des pêches, à 48 % à l'industrie de la transformation des poissons et fruits de mer et à moins de 1 % à la mariculture.

Tableau 24. Retombées économiques induites de dépenses d'exploitation des industries privées du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012

	Effets induits			Total
	Pêches	Mariculture	Transformation	
Main-d'œuvre (équivalent temps plein)	69	1	64	134
Valeur ajoutée au prix de base (millier de \$)	6 270	50	5 818	12 138

Service gouvernementaux

Selon les estimations produites par les multiplicateurs entrées-sorties, les dépenses d'exploitation des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux soutiennent respectivement 3 et 6 emplois de salariés et de travailleurs autonomes induits dans la province. Les dépenses des services gouvernementaux génèrent également 0,8 M\$ en valeur ajoutée induite pour le PIB du Québec⁹ (Tableau 25).

Tableau 25. Retombées économiques induites de dépenses d'exploitation des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux des Îles-de-la-Madeleine, 2012

	Effets induits		Total
	Gouvernement provincial	Gouvernement fédéral	
Main-d'œuvre (équivalent temps plein)	3	6	9
Valeur ajoutée au prix de base (millier de \$)	257	549	806

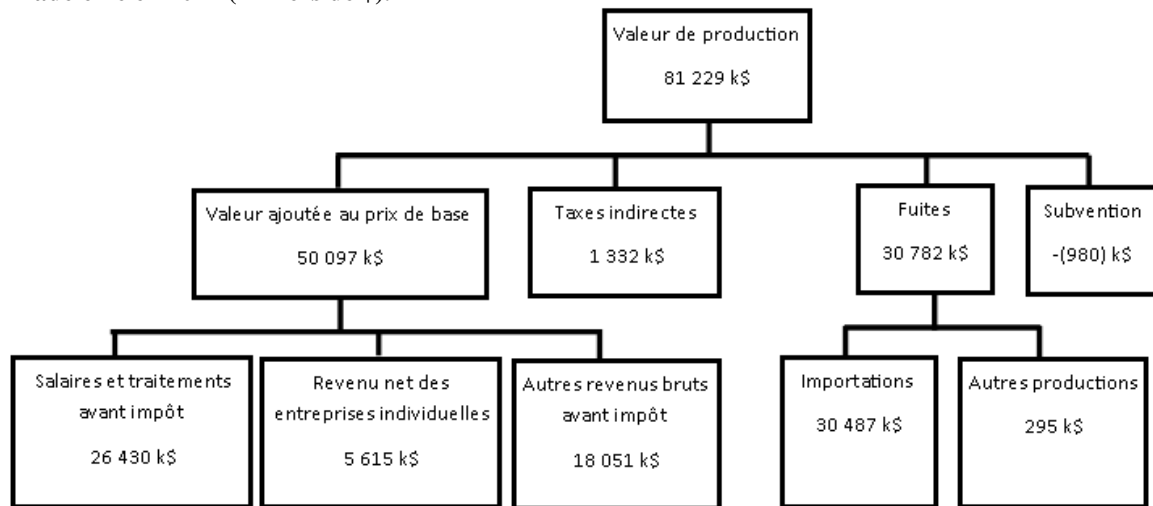
6.7. Estimation des retombées économiques globales du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine

Les retombées économiques directes, indirectes et induites sont estimées à partir de la valeur de la production de 2012 des trois industries clés du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, ainsi que les dépenses d'exploitation des services gouvernementaux dont le mandat est directement lié aux ressources halieutiques qui s'élèvent à 81,2 M\$.

Sommes des retombées économiques directes et indirectes

Selon les estimations du modèle intersectoriel présentées à la Figure 5, les dépenses d'exploitation de 81,2 M\$ du secteur des pêches et de la mariculture génèrent au total 50,1 M\$ de valeur ajoutée pour le Québec composée principalement de « salaires et traitements » (26,4 M\$) et d'autres revenus brutes (18,0 M\$). La somme des retombées économiques directes et indirectes pour l'ensemble du secteur des pêches et de la maricultures des Îles-de-la-Madeleine peut être ventilée de la façon suivante : valeur ajoutée (62 %), fuites (38 %), taxes indirectes (1 %) et subventions (-1 %).

Figure 5. Retombées économiques directes et indirectes des dépenses des industries des pêches commerciales, de la mariculture et de la transformation des poissons et fruits de mer des Îles-de-la-Madeleine en 2012 (milliers de \$).



* Les chiffres sont arrondis à l'unité. La somme des éléments d'un ensemble peut différer du montant de l'ensemble.

Ventilation des retombées économiques directes, indirectes et induites

Les résultats présentés au Tableau 26 témoignent des retombées économiques combinées des dépenses d'exploitations des industries des pêches commerciales, de la mariculture, de la transformation des poissons et fruits de mer et des services gouvernementaux des Îles-de-la-Madeleine. On observe que les dépenses d'exploitation de l'ensemble du secteur de 81,2 M\$ génèrent des retombées économiques totales de plus de 63 M\$ pour la province du Québec. Les industries des pêches commerciales et de la transformation sont celles qui produisent les retombées économiques totales les plus importantes avec respectivement 33,7 M\$ et 22,5 M\$ en valeur ajoutée. L'industrie de la mariculture génère des retombées économiques de 0,39 M\$ tandis que les services gouvernementaux des deux paliers de gouvernement font une contribution de 6,4 M\$ au PIB du Québec. Les retombées économiques directes pour l'économie des Îles-de-la-Madeleine comptent pour 55 % des retombées totales et s'élèvent à 35,0 M\$. Les retombées indirectes totalisent 15 M\$, ce qui équivaut à 24 % des retombées totales et finalement les retombées induites génèrent près de 13 M\$ au PIB du Québec pour 20 % des retombées totales.

Tableau 26. Retombées économiques directes, indirectes et induites des dépenses d'exploitation des industries du secteur des pêches commerciales et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine, 2012 (en milliers de \$)

Industries	Valeur de la production	Retombées économiques			
		directes	indirectes	induites	totales
Pêches commerciales	40 055	20 454	7 024	6 270	33 748
Mariculture	425	157	185	50	392
Transformation des poissons et fruits de mer	34 605	9 693	7 001	5 818	22 512
Services gouvernementaux provinciaux	2 169	1 776	272	257	2 305
Services gouvernementaux fédéraux	3 974	2 916	618	549	4 083
Total	81 229	34 996	15 100	12 944	63 040

Retombées économiques sur l'emploi

Selon les résultats obtenus par le modèle intersectoriel et les multiplicateurs entrées-sorties, 806 emplois de salariés et de travailleurs autonomes (ETP) seraient soutenus au Québec par les dépenses d'exploitation du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine (Tableau 27). De ce nombre, 476 emplois seraient soutenus directement aux Îles-de-la-Madeleine dans l'une des trois industries du secteur privé ou dans le secteur public. Les industries des pêches commerciales et de la mariculture des Îles sont celles qui soutiennent le plus d'emplois autant directs, indirects qu'induits et elles comptent respectivement pour 54 % et 37 % des emplois totaux soutenues par le secteur.

Tableau 27. Impact économique directs et indirects sur la main-d'œuvre des dépenses d'exploitation des activités du secteur des pêches commerciales et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine en 2012 (année-personnes)

Industries	Main-d'œuvre (équivalent temps plein)			Total
	Directe	Indirecte	Induite	
Pêches commerciales	272	92	69	433
Mariculture	2	2	1	5
Transformation des poissons et fruits de mer	155	83	64	302
Services gouvernementaux provinciaux	23	3	3	29
Services gouvernementaux fédéraux	24	7	6	37
Total	476	187	143	806

7. Conclusion

Le secteur des pêches et de la mariculture, tel que défini dans cette étude, regroupe nombre d'entreprises et d'organismes appartenant à divers industries comprenant les pêches commerciales; la mariculture; la transformation de poissons et fruits de mer; ainsi que les services gouvernementaux ayant des mandats directement liés aux ressources halieutiques. En se basant sur cette définition, les Îles-de-la-Madeleine peuvent être considérées comme l'un des piliers du secteur des pêches et de la mariculture du Québec.

La pêche commerciale aux Îles est axée sur l'exploitation du homard et du crabe des neiges qui sont également les deux principales espèces pêchées commercialement au Québec. En moyenne, un quart de la valeur totale des débarquements, effectués dans les secteurs maritimes de la province, est débarqué dans la dizaine de ports de pêche que compte l'archipel. Ce sont, entre autres, 69 % de la valeur totale des débarquements de homard et 19 % de la valeur totale des débarquements de crabe des neiges du Québec qui sont débarqués aux Îles-de-la-Madeleine. En 2012, 405 entreprises de pêches étaient actives aux Îles-de-la-Madeleine dont 325 spécialisées dans la pêche au homard. Ces entreprises représentaient près de 40 % des entreprises de pêche maritime du Québec. Elles employaient environ 1 062 pêcheurs et aides-pêcheurs, soit 35 % des effectifs actifs de la province. La mariculture est une petite industrie à l'échelle du Québec, en phase de développement. Toutefois, les cinq entreprises maricoles des Îles-de-la-Madeleine, en 2012, comptaient pour 70 % de la valeur totale de la production maricole de la province. Ces entreprises ont fourni 35 % (42) des emplois générés par la mariculture au Québec. L'industrie de la transformation des poissons et fruits de mer des Îles-de-la-Madeleine rassemble environ 15 % des entreprises de cette industrie située dans les secteurs maritimes du Québec et 21 % de la main-d'œuvre active de l'industrie de la transformation des poissons et fruits de mer des secteurs maritimes du Québec. De plus, 19 % de la valeur de la production de l'industrie de la transformation de poissons et fruits de mer basée dans les secteurs maritimes du Québec proviennent des usines des Îles-de-la-Madeleine. L'importance économique du secteur des pêches et de la mariculture aux Îles-de-la-Madeleine est indéniable, plus de 30 % de la population active des Îles-de-la-Madeleine œuvrant pour ce secteur. Cependant, jusqu'à présent, aucune étude ne s'était attardée à quantifier les retombées économiques produites par ce secteur d'activité. L'objectif de la présente étude vise donc à estimer les retombées économiques, directes, indirectes et induites générées par le secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine pour l'économie du Québec autant que pour l'économie des Îles-de-la-Madeleine.

Selon les résultats obtenus des simulations de retombées économiques, le secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine soutient un total de 476 emplois directs (ETP) et génère une valeur ajoutée directe de 35,0 M\$. On peut supposer que ces

emplois et cette valeur ajoutée directe contribuent presque entièrement à l'économie des Îles-de-la-Madeleine. En raison de l'insularité, les employés du secteur, pêcheurs, aides-pêcheurs, mariculteurs, employés d'usines de transformation et du secteur public, sont basés presque exclusivement aux Îles-de-la-Madeleine. Les retombées économiques indirectes et induites sont estimées à 330 emplois (ETP) et à 28 M\$ en valeur ajoutée pour des retombées économiques totales de 806 emplois (ETP) et de 63,0 M\$ de valeur ajoutée pour le PIB du Québec. La part des retombées économiques indirectes et induites qui soutient l'économie des Îles-de-la-Madeleine n'est pas quantifiable à partir des modèles utilisés. Toutefois, on peut supposer qu'une part non négligeable, voire la vaste majorité, de ces retombées se concentre dans l'archipel. Les fournisseurs en biens et services des pêcheurs commerciaux et des mariculteurs sont généralement des entreprises des Îles-de-la-Madeleine, de même que certains fournisseurs des entreprises de transformation de poissons et fruits de mer. Il est également important de rappeler que la presque totalité des emplois des trois industries clés du secteur des pêches et de la mariculture sont des emplois saisonniers. Les 476 emplois directs estimés en équivalent temps plein représentent en réalité plus de 2 000 travailleurs madelinots dont le revenu dépend fortement des 19,8 M\$ de retombées directes en salaires et traitements et des revenus nets des entreprises individuelles. Ces résultats confirment l'importance du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine pour le Québec et particulièrement pour l'économie des Îles-de-la-Madeleine.

Une étude similaire a été réalisée pour l'industrie du tourisme des Îles-de-la-Madeleine, deuxième moteur économique de l'archipel. Les résultats de cette étude publiée par l'association touristique régionale des Îles-de-la-Madeleine montrent que les retombées économiques du secteur touristique sont également non négligeables. Ils soutiennent que les dépenses des visiteurs en 2012 ont générées un total de 955 emplois (ETP) et une valeur ajoutée directes et indirectes de 50,2 M\$ au PIB du Québec. Il est bon de rappeler que le secteur du tourisme aux Îles-de-la-Madeleine est étroitement lié au secteur des pêches et de la mariculture. Les paysages pittoresques des villages de pêcheurs, le réputé homard des Îles, l'observation des blanchons et de la chasse au phoque, les excursions en mer avec activité de pêche récréative et d'interprétation de la pêche commerciale, l'événement de mise à l'eau des casiers à homard sont autant d'attraits sur lesquels s'est bâti le secteur touristique des Îles et qui n'existeraient pas sans le secteur des pêches et de la mariculture. Il est donc réaliste d'assumer qu'une part significative des 50,2 M\$ de retombées économiques estimées pour le secteur du tourisme des Îles est vraisemblablement attribuable à la vitalité et à l'importance économique du secteur des pêches et de la mariculture.

8. Observations finales

A l'échelle du Québec et du Canada, la majorité des études de retombées économiques, peu importe le secteur d'activité pour lesquelles elles sont effectuées, s'appuie sur le modèle intersectoriel du Québec et les multiplicateurs d'entrées-sorties de Statistique Canada. Cependant, il n'existe aucun guide méthodologique canadien indiquant la démarche à suivre pour effectuer une étude de retombées économiques en bonne et due forme. Pour cette raison, les résultats d'études de retombées doivent être comparés avec prudence et une telle comparaison est ardue en raison des différences méthodologiques.

La présente étude se veut une estimation conservatrice des retombées économiques du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine puisqu'elle inclut uniquement les industries et les services publics directement liés à l'extraction ou à la production de ressources halieutiques. L'étude en cours pourrait être bonifiée par la prise en compte de l'impact des activités touristiques liées au secteur des pêches, comme les excursions de pêche en haute mer, les excursions de chasse aux phoques ou encore l'évènement de la mise à l'eau des cages de homard. Les données nécessaires à l'estimation des retombées économiques de ces activités pourraient être obtenues à partir de questionnaires distribués auprès des visiteurs et des entreprises touristiques.

La pêche récréative, une activité d'importance pour les Îles-de-la-Madeleine, n'a pas été prise en compte dans le calcul des retombées économiques puisqu'il ne s'agit pas d'une industrie codifiée par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord. La pêche récréative est plutôt une activité qui relève du secteur du récréotourisme et aucune valeur de production ne peut lui être associée comme c'est le cas pour les autres industries considérées dans cette étude telles que les pêches commerciales et la mariculture. Toutefois, il serait possible d'estimer les retombées économiques de la pêche récréative à partir de données sur les dépenses moyennes engagées par les résidents et les touristes pour participer à cette activité. Comme aucun permis n'est nécessaire pour participer à la pêche récréative en eau salées au Québec, la collecte de données relative à cette industrie nécessiterait la tenue d'enquêtes sur le terrain. De tels sondages pourraient être effectués en collaboration avec l'association touristique régionale des Îles-de-la-Madeleine et de la Direction de la conservation et de la protection du MPO aux Îles-de-la-Madeleine.

De plus, les simulations de retombées économiques pour chaque industrie sont effectuées en fonction des dépenses d'exploitation moyennes québécoises. Les estimations obtenues pourraient être raffinées en utilisant les dépenses d'exploitation réelles des industries plutôt qu'en s'appuyant sur les dépenses moyennes. Pour ce faire, des entrevues devraient être réalisées auprès des entrepreneurs des Îles-de-la-Madeleine œuvrant dans le domaine

des pêches, de la mariculture et de la transformation des poissons et fruits de mer afin de décortiquer les dépenses d'exploitation de ce secteur.

Cette étude sur les retombées économiques du secteur des pêches et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine constitue néanmoins un portrait exhaustif et une analyse quantitative détaillée démontrant clairement l'importance économique de ce secteur pour les Îles et pour l'économie de la province de Québec.

Références

Canmac Economics Ltd., School for Resource and environmental Studies, Enterprise Management Consultants, Atlantic Coastal Zone Information Steering Committee, « The Value of the Ocean Sector to the Economy of Prince Edward Island », préparé pour le gouvernement de l'Î.-P.-É. et pour le gouvernement du Canada, mars 2002

Centre local de développement des Îles-de-la-Madeleine. 2008. Plan de développement 2008-2012 des Îles de la Madeleine (PALÉE). http://www.clddesiles.ca/images/documents/palee_im_2008-2012.pdf

Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, « Estimating the Value of the Maritime, Coastal and Ocean Resources of Newfoundland and Labrador », mis à jour pour la période de 2001-2004, septembre 2005.

GSGislason & Associates Ltd., The Economic Contribution of the Ocean Sector in British Columbia », préparé pour le Canada/British Columbia Coordination Committee, 2007.

Gardner Pinfold Consulting Economists Ltd., « Impact économique du secteur océanique au Nouveau-Brunswick 2003-2008 », préparé pour le gouvernement du Canada et pour le Ministère de l'Agriculture, Aquaculture et Pêches, Nouveau-Brunswick, 2010.

Gardner Pinfold Consulting Economists Ltd., « Impact économique des activités maritimes au Canada », préparé pour le gouvernement du Canada, 2009.

Gardner Pinfold Consulting Economists Ltd., « Impact économique des activités maritimes dans les vastes zones de gestion des océans », préparé pour le gouvernement du Canada, 2009(2).

Gardner Pinfold Consulting Economists Ltd., « Economic Value of the Nova Scotia Ocean Sector », préparé pour le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, 2009 (3).

Institut de la Statistique du Québec, « Le modèle intersectoriel du Québec, Fonctionnement et application », Édition 2013, Juillet 2013.

MAPAQ. 2013. Rapport annuel de gestion 2012-2013.
<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/RapportAnnuel2013.pdf>

Michaud, Jean-Claude et al., « Estimation de la Valeur Économique des Industries Associées au Domaine Maritime au Québec », Université du Québec à Rimouski, April 2002.

Mines Seleine. http://www.windsorsalt.com/french_site/careers_fr/sites_quebec.html

Municipalité des Îles-de-la-Madeleine, Centre local de développement des Îles-de-la-Madeleine.
http://www.muniles.ca/images/Upload/3_services_municipaux/4_communications/3_politiques_municipales/plan_de_developpement_des_iles_2008-2012.pdf

Municipalité des Îles-de-la-Madeleine. Projet Horizon 2022.
http://www.muniles.ca/projet_territoire_publications.html

National Marine Fisheries Service, 2012, Fisheries Economics of the United States, 2011, U.S Dept, Commerce, NOAA Tech, Memo, NMFS-F/SPO-118, 175p,
<https://www.st.nmfs.noaa.gov/apex/f?p=160:7:1991410807142339>
Portail Québec. 2012.

<http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Juin2012/18/c9823.html>

Richard, Manon. 2013

<http://www.cfm.ca/nouvelles/-/pub/jSA4/content/2574224-ottawa-revoque-le-seul-permis-de-peche-au-requin-du-quebec?redirect=%2Fnouvelles%3Fauthor%3D159618>

Statistique Canada. 2013. Québec, TÉ, Québec (Code 2423) (tableau). Profil de l'enquête nationale auprès des ménages (ENM), Enquête nationale auprès des ménages de 2011, produit n° 99-004-XWF au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Diffusé le 11 septembre 2013. <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F> (site consulté le 6 janvier 2014).

Statistique Canada. 2013. Multiplicateurs nationaux et provinciaux 2009 produit n° 15F0046XDB au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Diffusé le 9 mai 2013.

Statistique Canada. 2013. Les Îles-de-la-Madeleine, TÉ, Québec (Code 2401) (tableau). Profil de l'enquête nationale auprès des ménages (ENM), Enquête nationale auprès des ménages de 2011, produit n° 99-004-XWF au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Diffusé le 11 septembre 2013. <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F> (site consulté le 11 septembre 2013).

ANNEXES

Annexe A : Permis de pêche commerciale

Tableau 28. Nombre de permis actifs par espèce, Îles-de-la-Madeleine, 2007-2012

Espèce	Zone de pêche/type d'utilisation	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Homard	22	325	325	325	325	324	325
	17B (Anticosti)	3	3	4	3	3	3
	total	328	328	329	328	327	328
Crabe des neiges	12	36	32	32	31	31	27
	12C	1	1	1	1	1	1
	12E		1				
	F	11	14	11	11	11	11
	total	48	48	44	43	43	39
Poissons de fond	commerciale ⁵²	75	61	52	81	105	132
	utilisation personnelle ⁵³	259	195	240	420	417	346
	total	334	256	292	501	522	478
Poissons pélagiques	commerciale	69	74	63	48	31	35
	utilisation personnelle	61	142	140	124	106	114
	total	130	216	203	172	137	149
Mollusques	total	91	92	75	106	79	89
Autres espèces (crustacés)	total	37	32	33	28	29	29
Total		968	972	976	1178	1137	1112

Source: DSP, MPO, région du Québec

⁵² Les permis de pêche commerciale actifs comptabilisés dans la catégorie « utilisation commerciale » sont ceux dont au moins une partie des captures a été transigée avec un acheteur. Dans certains cas, la part des captures qui a été vendue peut être très inférieure à la part des captures conservée par le pêcheur pour son utilisation personnelle.

⁵³ Les permis de pêche commerciale actifs comptabilisés dans la catégorie « utilisation personnelle » sont ceux dont toutes les captures ont été conservées par le pêcheur aux fins d'utilisation personnelle.

Annexe B : Données et sources de données utilisées pour les simulations du modèle intersectoriel du Québec

Pêches commerciales : Les données sur la valeur des débarquements sont comptabilisées et publiées par la division des statistiques du ministère de Pêches et Océans Canada. Les données n'incluent pas les récépissés d'achats supplémentaires.

Mariculture : La valeur de la production de l'industrie de la mariculture au Québec est estimée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Les données spécifiques aux Île-de-la-Madeleine ont été obtenues par le biais d'une demande présentée au bureau régional du MAPAQ aux Îles-de-la-Madeleine.

Transformation : Les données sur la valeur des achats des usines de transformation des Îles-de-la-Madeleine et la valeur de leur production sont comptabilisées par la division des statistiques du ministère des Pêches et Océans Canada. Ces données sont obtenues en collaboration directes avec les usines.

Services gouvernementaux : Les données sur les dépenses et le nombre d'emplois équivalents temps plein du MPO, de l'ACIA, du MAPAQ et de Merinov aux Île-de-la-Madeleine ont été obtenues suite à une demande présentée à chacun de ces organismes. Les dépenses totales ont été ventilées en coûts salariaux et en coûts de fonctionnement et d'entretien. Les dépenses en salaire incluent les avantages sociaux.

Annexe C : La ventilation des dépenses d'exploitation utilisées pour les simulations du modèle intersectoriel du Québec.

Tableau 29. Ventilation de dépenses d'exploitation de 40,1 millions de dollars liées aux activités du secteur des pêches commerciales des Îles-de-la-Madeleine pour l'année 2013

No	Code	Bien et service	Demande intermédiaire		
			k\$ de 2013		
5	bs05	Produits de la pêche			368
7	bs07	Combustibles minéraux			32
11	bs11	Services d'utilité publique			59
15	bs15	Construction, réparations			202
18	bs18	Boissons			637
20	bs20	Produits textiles			853
22	bs22	Produits du bois			37
25	bs25	Produits du pétrole et du charbon			6 267
26	bs26	Produits chimiques et pharmaceutiques			255
28	bs28	Produits minéraux non métalliques			19
29	bs29	Produits métalliques primaires			137
30	bs30	Produits métalliques fabriqués			58
31	bs31	Machinerie			142
33	bs33	Matériel et composants électriques			66
34	bs34	Matériel de transport			83
36	bs36	Produits manufacturés divers			348
39	bs39	Transports et entreposage			726
42	bs42	Télécommunications			9
44	bs44	Services financiers, assurances			1 154
45	bs45	Services immobiliers et location			129
47	bs47	Services professionnels et aux entreprises			440
51	bs51	Services d'hébergement et de restauration			4
52	bs52	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)			248
54	bs54	Autres services des administrations publiques			170
55	bs55	Fournitures d'exploitation et de bureau			6 898
56	bs56	Déplacement, divertissement, publicité et promotion			607
Total des dépenses en biens et services					19 948
	SAL	Salaires et traitements avant impôt			10 493
	RNEI	Revenu net des entreprises individuelles			4 548
	ARB	Autres revenus bruts avant impôt			5 413
Total des dépenses					40 402
	SUB	Subventions			-347
Total des dépenses nettes de subventions					40 055
			années-personnes de 2013		
		Main-d'œuvre			
		Salariés	203,7		
		Autres travailleurs	67,9		
Demandeur		Biens et services	SAL+RNEI+ARB	Subventions	
k\$ de 2013					
Pêche, chasse et piégeage		19 948	20 454	-347	
Total des secteurs confidentiels		0	0	0	

Source : Institut de la statistique du Québec, Référence: 20131220-1-2-2009T-2013T (2013T)

Tableau 30. Ventilation de dépenses d'exploitation de 425 milliers de dollars liées aux activités du secteur de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine pour l'année 2013

No	Code	Bien et service	Demande intermédiaire		
			k\$ de 2013		
1	bs01	Produits de récolte			11
2	bs02	Animaux vivants			10
3	bs03	Autres produits agricoles			60
6	bs06	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie			29
7	bs07	Combustibles minéraux			2
11	bs11	Services d'utilité publique			12
15	bs15	Construction, réparations			10
17	bs17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers			135
25	bs25	Produits du pétrole et du charbon			6
39	bs39	Transports et entreposage			5
42	bs42	Télécommunications			2
44	bs44	Services financiers, assurances			11
45	bs45	Services immobiliers et location			2
47	bs47	Services professionnels et aux entreprises			25
55	bs55	Fournitures d'exploitation et de bureau			14
56	bs56	Déplacement, divertissement, publicité et promotion			3
		Total des dépenses en biens et services			337
	SAL	Salaires et traitements avant impôt			39
	RNEI	Revenu net des entreprises individuelles			30
	ARB	Autres revenus bruts avant impôt			88
		Total des dépenses			494
	SUB	Subventions			-69
		Total des dépenses nettes de subventions			425
			années-personnes de 2013		
		Main-d'œuvre			
		Salariés			1,4
		Autres travailleurs			0,8
			Biens et services	SAL+RNEI+ARB	Subventions
		Demandeur	k\$ de 2013		
		Élevage	337	157	-69
		Total des secteurs confidentiels	0	0	0

Source : Institut de la statistique du Québec, Référence: 20131220-1-1-2009T-2013T (2013T)

Tableau 31. Ventilation de dépenses d'exploitation de 34,6 millions de dollars liées aux activités du secteur de la transformation des poissons et fruits de mer des Îles-de-la-Madeleine pour l'année 2013

No	Code	Bien et service	Demande intermédiaire
			k\$ de 2013
1	bs01	Produits de récolte	0
2	bs02	Animaux vivants	0
3	bs03	Autres produits agricoles	0
4	bs04	Produits et services forestiers	0
5	bs05	Produits de la pêche	17 716
6	bs06	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie	0
7	bs07	Combustibles minéraux	114
8	bs08	Minerais métalliques et concentrés	0
9	bs09	Minéraux non métalliques	0
10	bs10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0
11	bs11	Services d'utilité publique	345
12	bs12	Construction résidentielle	0
13	bs13	Construction non résidentielle	0
14	bs14	Travaux de génie	0
15	bs15	Construction, réparations	59
16	bs16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	231
17	bs17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	595
18	bs18	Boissons	0
19	bs19	Tabac et produits du tabac	0
20	bs20	Produits textiles	0
21	bs21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	0
22	bs22	Produits du bois	0
23	bs23	Papier et produits connexes	1 743
24	bs24	Impression et édition	1
25	bs25	Produits du pétrole et du charbon	106
26	bs26	Produits chimiques et pharmaceutiques	0
27	bs27	Produits en caoutchouc et en plastique	132
28	bs28	Produits minéraux non métalliques	0
29	bs29	Produits métalliques primaires	0
30	bs30	Produits métalliques fabriqués	15
31	bs31	Machinerie	0
32	bs32	Produits informatiques et électroniques	0
33	bs33	Matériel et composants électriques	0
34	bs34	Matériel de transport	0
35	bs35	Meubles et articles d'ameublement	0
36	bs36	Produits manufacturés divers	25
37	bs37	Marge et commissions de commerce de gros	16
38	bs38	Marge et services de commerce de détail	0
39	bs39	Transports et entreposage	1 038
40	bs40	Marge de transport	0
41	bs41	Produits publiés et audiovisuels	0
42	bs42	Télécommunications	42
43	bs43	Services liés à l'information et la culture	1
44	bs44	Services financiers, assurances	1 167
45	bs45	Services immobiliers et location	217
46	bs46	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0
47	bs47	Services professionnels et aux entreprises	328
48	bs48	Services d'enseignement	0
49	bs49	Soins de santé et assistance social	0
50	bs50	Arts, spectacles et loisirs	0

51	bs51	Services d'hébergement et de restauration	0
52	bs52	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	7
53	bs53	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0
54	bs54	Autres services des administrations publiques	0
55	bs55	Fournitures d'exploitation et de bureau	719
56	bs56	Déplacement, divertissement, publicité et promotion	581
57	bs57	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0
58	bs58	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0
Total des dépenses en biens et services			25 198
	SAL	Salaires et traitements avant impôt	4 693
	RNEI	Revenu net des entreprises individuelles	28
	ARB	Autres revenus bruts avant impôt	4 972
Total des dépenses			34 891
	SUB	Subventions	-285
Total des dépenses nettes de subventions			34 606

années-personnes de 2013

Main-d'œuvre	
Salariés	143.8
Autres travailleurs	11.3

Demandeur	Biens et services	SAL+RNEI+	Subventions
		ARB	
		k\$ de 2013	
Prép. et cond.poiss. et fruits mer	25 198	9 693	-285
Total des secteurs confidentiels	0	0	0

Source : Institut de la statistique du Québec, Référence: 20131220-1-3-2009T-2013T (2013T)

Tableaux 32. Ventilation de dépenses d'exploitation de 2,3 millions de dollars liées aux activités du secteur des services gouvernementaux provinciaux des Îles-de-la-Madeleine pour l'année 2013

No	Code	Bien et service	Demande intermédiaire
			k\$ de 2013
1	bs01	Produits de récolte	0
2	bs02	Animaux vivants	0
3	bs03	Autres produits agricoles	0
4	bs04	Produits et services forestiers	0
5	bs05	Produits de la pêche	0
6	bs06	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie	6
7	bs07	Combustibles minéraux	0
8	bs08	Minerais métalliques et concentrés	0
9	bs09	Minéraux non métalliques	1
10	bs10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0
11	bs11	Services d'utilité publique	1
12	bs12	Construction résidentielle	0
13	bs13	Construction non résidentielle	0
14	bs14	Travaux de génie	0
15	bs15	Construction, réparations	14
16	bs16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	0
17	bs17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	0
18	bs18	Boissons	0
19	bs19	Tabac et produits du tabac	0
20	bs20	Produits textiles	0
21	bs21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	0
22	bs22	Produits du bois	0
23	bs23	Papier et produits connexes	0
24	bs24	Impression et édition	0
25	bs25	Produits du pétrole et du charbon	0
26	bs26	Produits chimiques et pharmaceutiques	94
27	bs27	Produits en caoutchouc et en plastique	0
28	bs28	Produits minéraux non métalliques	0
29	bs29	Produits métalliques primaires	0
30	bs30	Produits métalliques fabriqués	0
31	bs31	Machinerie	0
32	bs32	Produits informatiques et électroniques	0
33	bs33	Matériel et composants électriques	0
34	bs34	Matériel de transport	0
35	bs35	Meubles et articles d'ameublement	0
36	bs36	Produits manufacturés divers	6
37	bs37	Marge et commissions de commerce de gros	0
38	bs38	Marge et services de commerce de détail	0
39	bs39	Transports et entreposage	4
40	bs40	Marge de transport	0
41	bs41	Produits publiés et audiovisuels	0
42	bs42	Télécommunications	4
43	bs43	Services liés à l'information et la culture	3

44	bs44	Services financiers, assurances	7
45	bs45	Services immobiliers et location	12
46	bs46	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0
47	bs47	Services professionnels et aux entreprises	34
48	bs48	Services d'enseignement	15
49	bs49	Soins de santé et assistance social	174
50	bs50	Arts, spectacles et loisirs	0
51	bs51	Services d'hébergement et de restauration	0
52	bs52	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	3
53	bs53	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	2
54	bs54	Autres services des administrations publiques	1
55	bs55	Fournitures d'exploitation et de bureau	6
56	bs56	Déplacement, divertissement, publicité et promotion	6
57	bs57	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0
58	bs58	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0
		Total des dépenses en biens et services	393
SAL		Salaires et traitements avant impôt	1 643
RNEI		Revenu net des entreprises individuelles	0
ARB		Autres revenus bruts avant impôt	133
		Total des dépenses	2 169
SUB		Subventions	0
		Total des dépenses nettes de subventions	2 169

années-personnes de 2013

Main-d'œuvre			
Salariés			22.8
Autres travailleurs			0.0

Demandeur	Biens et services	SAL+RNEI+ARB	Subventions
Aut. serv. administration prov.	393	1 776	0
Total des secteurs confidentiels	0	0	0

Source : Institut de la statistique du Québec, Référence: 20131220-1-5-2009T-2013T (2013T)

Tableau 33. Ventilation de dépenses d'exploitation de 4 millions de dollars liées aux activités du secteur des services gouvernementaux fédéraux des Îles-de-la-Madeleine pour l'année 2013

No	Code	Bien et service	Demande intermédiaire
			k\$ de 2013
1	bs01	Produits de récolte	0
2	bs02	Animaux vivants	0
3	bs03	Autres produits agricoles	0
4	bs04	Produits et services forestiers	0
5	bs05	Produits de la pêche	0
6	bs06	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie	0
7	bs07	Combustibles minéraux	4
8	bs08	Minerais métalliques et concentrés	0
9	bs09	Minéraux non métalliques	0
10	bs10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0
11	bs11	Services d'utilité publique	11
12	bs12	Construction résidentielle	0
13	bs13	Construction non résidentielle	0
14	bs14	Travaux de génie	0
15	bs15	Construction, réparations	135
16	bs16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	0
17	bs17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	0
18	bs18	Boissons	0
19	bs19	Tabac et produits du tabac	0
20	bs20	Produits textiles	0
21	bs21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	1
22	bs22	Produits du bois	0
23	bs23	Papier et produits connexes	0
24	bs24	Impression et édition	7
25	bs25	Produits du pétrole et du charbon	5
26	bs26	Produits chimiques et pharmaceutiques	21
27	bs27	Produits en caoutchouc et en plastique	0
28	bs28	Produits minéraux non métalliques	0
29	bs29	Produits métalliques primaires	0
30	bs30	Produits métalliques fabriqués	0
31	bs31	Machinerie	0
32	bs32	Produits informatiques et électroniques	0
33	bs33	Matériel et composants électriques	0
34	bs34	Matériel de transport	0
35	bs35	Meubles et articles d'ameublement	1
36	bs36	Produits manufacturés divers	2
37	bs37	Marge et commissions de commerce de gros	0
38	bs38	Marge et services de commerce de détail	0
39	bs39	Transports et entreposage	33
40	bs40	Marge de transport	0
41	bs41	Produits publiés et audiovisuels	0
42	bs42	Télécommunications	46
43	bs43	Services liés à l'information et la culture	32
44	bs44	Services financiers, assurances	22
45	bs45	Services immobiliers et location	144
46	bs46	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0
47	bs47	Services professionnels et aux entreprises	438
48	bs48	Services d'enseignement	12
49	bs49	Soins de santé et assistance social	14

50	bs50	Arts, spectacles et loisirs	11
51	bs51	Services d'hébergement et de restauration	0
52	bs52	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	30
53	bs53	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0
54	bs54	Autres services des administrations publiques	24
55	bs55	Fournitures d'exploitation et de bureau	31
56	bs56	Déplacement, divertissement, publicité et promotion	34
57	bs57	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0
58	bs58	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0
Total des dépenses en biens et services			1 058
SAL Salaires et traitements avant impôt			2 230
RNEI Revenu net des entreprises individuelles			0
ARB Autres revenus bruts avant impôt			686
Total des dépenses			3 974
SUB Subventions			0
Total des dépenses nettes de subventions			3 974

années-personnes de 2013			
<hr/>			
Main-d'œuvre			
Salariés			23.5
Autres travailleurs			0.0
<hr/>			
Demandeur	Biens et services	SAL+RNEI+ARB	Subventions
<hr/>			
k\$ de 2013			
<hr/>			
Aut. serv. administration fédérale	1 058	2 916	0
Total des secteurs confidentiels	0	0	0
<hr/>			

Source : Institut de la statistique du Québec.

Référence: 20131220-1-4-2009T-2013T (2013T)

Annexe D : Calcul des ratios de valeur ajoutée et d'emplois**Pêche commerciale** (en milliers de dollars)*Ratio valeur ajoutée au prix de base :*

Valeur ajoutée au prix de base	27 478 \$
Taxes indirectes	1 068 \$
Subventions	<u>- 453 \$</u>
Valeur ajoutée au prix du marché	28 093 \$

Valeur ajoutée au prix du marché	=	$\frac{28\,093\ \$}{40\,055\ \$}$	=	0,701
Dépenses initiale				

Ratio d'emploi:

Salariés : premiers fournisseurs	20,4
Salariés : autres fournisseurs	<u>62,7</u>
Effets indirects sur la main-d'œuvre	83,1

Effets indirects sur la main-d'œuvre	=	$\frac{83,1}{203,7}$	=	0,408
Effets directs sur la main-d'œuvre				

Mariculture (en milliers de dollars)*Ratio valeur ajoutée au prix de base :*

Valeur ajoutée au prix de base	342 \$
Taxes indirectes	5 \$
Subventions	<u>- 85 \$</u>
Valeur ajoutée au prix du marché	262 \$

Valeur ajoutée au prix du marché	=	$\frac{262\ \$}{425\ \$}$	=	0,616
Dépenses initiale				

Ratio d'emploi:

Salariés : premiers fournisseurs	0,9
Salariés : autres fournisseurs	<u>0,9</u>
Effets indirects sur la main-d'œuvre	1,8

Effets indirects sur la main-d'œuvre	=	$\frac{1,8}{1,4}$	=	1,45
Effets directs sur la main-d'œuvre				

Transformation des poissons et fruits de mer (en milliers de dollars)*Ratio valeur ajoutée au prix de base :*

Valeur ajoutée au prix de base	16 693 \$
Taxes indirectes	222 \$
Subventions	<u>-420 \$</u>
Valeur ajoutée au prix du marché	16 495 \$

Valeur ajoutée au prix du marché	=	$\frac{16\,495\ \$}{34\,606\ \$}$	=	0,477
Dépenses initiale				

Ratio d'emploi:

Salariés : premiers fournisseurs	37,7
Salariés : autres fournisseurs	<u>35,3</u>
Effets indirects sur la main-d'œuvre	73,0

Effets indirects sur la main-d'œuvre	=	$\frac{73,0}{143,8}$	=	0,508
Effets directs sur la main-d'œuvre				

Services gouvernementaux provinciaux (en milliers de dollars)*Ratio valeur ajoutée au prix de base :*

Valeur ajoutée au prix de base	2 049 \$
Taxes indirectes	6 \$
Subventions	<u>- \$</u>
Valeur ajoutée au prix du marché	2 046 \$

Valeur ajoutée au prix du marché	=	$\frac{2\,046\ \$}{2\,169\ \$}$	=	0,943
Dépenses initiale				

Ratio d'emploi:

Salariés : premiers fournisseurs	1,5
Salariés : autres fournisseurs	<u>0,8</u>
Effets indirects sur la main-d'œuvre	2,3

Effets indirects sur la main-d'œuvre	=	$\frac{2,3}{22,8}$	=	0,101
Effets directs sur la main-d'œuvre				

Services gouvernementaux fédéraux (en milliers de dollars)*Ratio valeur ajoutée au prix de base :*

Valeur ajoutée au prix de base	3 535 \$
Taxes indirectes	31 \$
Subventions	<u>-13 \$</u>
Valeur ajoutée au prix du marché	3 553 \$

Valeur ajoutée au prix du marché	=	$\frac{3\,553\ \$}{3\,974\ \$}$	=	0,894
Dépenses initiale				

Ratio d'emploi:

Salariés : premiers fournisseurs	4,4
Salariés : autres fournisseurs	<u>2,3</u>
Effets indirects sur la main-d'œuvre	6,7

Effets indirects sur la main-d'œuvre	=	$\frac{6,7}{23,5}$	=	0,285
Effets directs sur la main-d'œuvre				

